

ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1931-1932

25

THÈSE
POUR LE
Doctorat Vétérinaire
(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris

PAR

Gaston BANSSE

Officier d'Académie, Officier du Mérite Agricole, Croix de Guerre

Né à Mouy (Oise) le 20 août 1877

Docteur vétérinaire

Inspecteur Sanitaire de la Ville et du Port de Honfleur

**Réglementation de la vente des viandes
en Basse-Normandie et particulièrement à Honfleur
pendant l'ancien régime et la période révolutionnaire**

JURY :

Président : M. L. TANON, professeur à la Faculté de Médecine.
Assesseeurs } M. VERGE { professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.
 } M. PETIT

EDITIONS

DE LA REVUE DE PATHOLOGIE COMPARÉE ET D'HYGIÈNE GÉNÉRALE
7, RUE GUSTAVE NADAUD, PARIS (16^e)

1931

Année 1931-1932

N^o

POUR LE

(DIPLOME D'ETAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris

PAR

Gaston BANSSE

Officier d'Académie, Officier du Mérite Agricole; Croix de Guerre

Né à Mouy (Oise) le 20 août 1877

Docteur vétérinaire

Inspecteur Sanitaire de la Ville et du Port de Honfleur

Réglementation de la vente des viandes en Basse-Normandie et particulièrement à Honfleur pendant l'ancien régime et la période révolutionnaire

JURY :

Président : M. L. TANON, professeur à la Faculté de Médecine.
Assesseurs { M. VERGE { professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.
 { M. PETIT {

EDITIONS

DE LA REVUE DE PATHOLOGIE COMPARÉE ET D'HYGIÈNE GÉNÉRALE.

7, RUE GUSTAVE NADAUD, PARIS (16^e)

1931



**Réglementation de la vente des viandes
en Basse-Normandie et particulièrement à Honfleur
pendant l'ancien régime et la période révolutionnaire**

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Écoles Vétérinaires
P.-J. CADIOT, H. VALLÉE.

PROFESSEURS ET CHARGÉS DE COURS

MM.

Anatomie descriptive des animaux domestiques	BRESSON
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique ; Zoologie	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique, jurisprudence.	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique, médecine opératoire, obstétrique.	LESBOUYRIES
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, autopsies	PETIT
Zootéchnie et économie rurale.	DECHAMBRE
Agronomie, botanique et hygiène ; matière médicale	) DECHAMBRE et HENRY.
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	
	VERGE.

PROFESSEUR AGRÉGÉ

M. LESBOUYRIES

CHEF DE TRAVAUX AGRÉGÉ

M. SIMONNET

CHEFS DE TRAVAUX

MM. MONVOISIN.
MOUSSU (R.)

MM. VALADE
BRION

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni m-probation.

A LA MÉMOIRE DE MES PARENTS

A MA FAMILLE

A MON AMI DE TOUJOURS
LE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE M. BAILLON
de Ressons-sur-Matz

A MES ANCIENS MAÎTRES

A MES CONCITOYENS

Avant-Propos

Au printemps dernier, je fus appelé comme Inspecteur des viandes, à prendre la parole dans une réunion de bouchers qui célébraient le vingt-cinquième anniversaire de leur Syndicat professionnel.

Il m'a paru bon, à cette occasion de sortir des lieux communs et d'exposer à mes auditeurs, dans ses grandes lignes, la façon dont la vente des viandes était réglementée sous l'Ancien Régime.

Les recherches auxquelles j'ai dû me livrer pour mettre au point cette causerie, d'ailleurs fort courte, m'ont révélé qu'il existait dans nos archives tant départementales que municipales, une véritable mine de documents sur la boucherie du temps passé, et l'idée m'est alors venue d'exploiter cette richesse pour en faire l'objet de ce livre.

J'ai dû à l'extrême obligeance de M. A. *Vintras*, Ancien professeur au Collège et actuellement Archiviste de la Ville de Honfleur de pouvoir consulter tout à mon aise et avec profit, le fond de nos archives Communales. Ce fond est extrêmement riche et fourni. Il m'a donc fallu compulsier

de nombreux dossiers et déchiffrer maints grimoires dont quelques uns étaient à peine lisibles et pour cela j'ai eu recours à la compétence et à l'érudition du savant éminent qu'est M. *Vintras*. Je tiens à lui adresser ici, avec l'expression de mon admiration pour sa science profonde des choses du passé, l'assurance de ma vive et profonde reconnaissance.

Le livre publié en 1902 sur la Boucherie Caennaise par mon regretté confrère Alfred *Gallier* m'a été aussi d'un très grand secours. J'y ai trouvé tout ce qui, dans mon ouvrage, a trait à la réglementation générale et bien des documents tirés des archives départementales dont le recollement et la copie m'eussent demandé de longues heures. Il est donc juste que je rende à sa mémoire, l'hommage qu'elle mérite.

Les recherches que j'ai du faire ont été fort longues et souvent très arides. Il m'a fallu parfois dépouiller des centaines de pièces avant d'en trouver une seule qui puisse m'être de quelque utilité. J'ai vécu néanmoins dans l'accomplissement de cette tâche des heures passionnantes, car elle m'a permis d'étudier jusque dans ses moindres détails, la vie intime de notre cité pendant le cours des siècles.

J'ai suivi, non sans un réel intérêt, les luttes incessantes d'une petite commune jalouse de ses franchises et de ses libertés contre les empiètements dont ces dernières étaient l'objet tant de la

part du pouvoir Royal que de celle des Seigneurs féodaux. Nous retrouverons des traces de ces luttes dans le cours de cet ouvrage, au sujet de la concession des étaux de boucherie et de la perception des droits sur la viande.

En publiant ces lignes, j'ai poursuivi un double but : Le premier, d'intérêt professionnel vise à apporter ma collaboration à l'étude de l'Inspection des viandes dans le passé ; le second plus particulier, tend à renseigner mes concitoyens restés si traditionnalistes sur quelques faits de leur histoire locale.

Mon désir le plus vif est que ces buts soient atteints et que mon modeste travail soit réellement une œuvre utile.

Octobre 1931

PREMIÈRE PARTIE

Règlementation de l'ancien régime

Chapitre 1^{er}

Epoque antérieure à Louis XI

De tout temps les gouvernements se sont préoccupés d'assurer le contrôle des viandes destinées à la consommation publique.

Notre confrère *Enault* a mis en lumière la façon dont ce contrôle était assuré chez les Hébreux. Les Romains ne négligèrent pas non plus de réglementer ce facteur important de la santé publique. Chez eux, les vendeurs de viande se classaient en deux catégories ; Les Suarii qui débitaient du porc (Sus) et les Boarii ou pecuarii qui sacrifiaient soit des bœufs (bos) soit du petit bétail (pecus). Les Ediles avaient pour mission de surveiller la vente des viandes et d'en assurer la salubrité. Avec l'Empire, cette fonction fut l'apanage exclusif du Préfet de la ville.

Les invasions barbares importèrent dans les Gaules une institution nouvelle, la Ghilde qui n'était autre chose qu'une association mutuelle de chaque corps de métier et qui donna naissance aux Corporations.

A la tête de chaque Ghilde était un syndic, élu par ses confrères, dont le rôle était de veiller au maintien de l'ordre au sein de l'Association, et d'en conserver le bon renom. Au syndic des bouchers incombait tout naturellement la fonction de veiller à la salubrité des viandes.

Des ordonnances royales réglementèrent de bonne heure le Commerce de Boucherie. Il en existe pour Paris qui remontent au règne de Philippe-Auguste.

En ce qui concerne la Basse-Normandie, nous n'avons guère trouvé d'indications précises avant le XIV^e siècle

La première trace que nous ayons des mesures prises pour assurer, dans notre province, la surveillance des viandes, nous est fournie par un écrit du Chevalier Robert de Wagnies, Capitaine de la Généralité de Caen daté du 21 Août 1364, sous le règne de Charles V. (1)

Ce document relate que pour satisfaire aux prescriptions des lettres du Roi en date du 18 Juil-

(1) P. CAREL : La commune de Caen, pages 3 et 4.

En 1364, il a convoqué plusieurs bourgeois et habitants qui lui ont présenté un livre conservé par les tabellions de la ville et « écrit du temps du Roi Philippe le Bel » lequel faisait mention de la création de gardes-jurés pour différentes corporations et notamment pour les « mestier de bouscherie ».

Il est donc bien établi que la surveillance des viandes existait déjà sous les Capétiens directs et que les lettres de Charles V n'ont eu pour but que de tenir la main à l'application des dispositions antérieures.

Son prédécesseur, le roi Jean le Bon avait également prescrit par un édit du 30 Janvier 1350 que « Les bouchers ne vendront que chairs bonnes et loyales. Défense leur est faite de les garder après être tuées plus de deux jours l'hiver et un jour et demi l'été et d'en vendre « qui soyent sursemées (gatées). »

En exécution des lettres de Charles V, il est ordonné par Robert de Wagnies qu'il sera désigné chaque année deux bourgeois pour la boucherie qui selon la coutume « verront et visiteront s'il ne se commet aucune fraude, et si par les marchands il n'est pas exposé en vente des choses de « mauvaise qualité ou défectueuses ».

Après la bataille d'Azincourt (1415) la Normandie passa sous le joug Anglais. Honfleur, assiégé par Salisbury capitula le 25 Février 1417

et le roi Henri V se réserva la propriété de la ville.

(1) Elle dut à cette vassalité directe de n'être pas trop maltraitée. Ce roi confirma par lettres patentes du 17 Janvier 1421 les privilèges des villes Normandes, en maintenant pour les corporations leur organisation antérieure.

Nous n'avons pas d'indications sur les motifs de saisie à cette époque lointaine ; les formules employées « viandes bonnes et loyales » de l'édit de 1350, ou « choses de mauvaise qualité et défectueuse » de l'ordonnance de 1364 sont bien vagues. On se demande où finissait la marchandise loyale et où commençait la chose défectueuse. Il n'en est pas moins vrai que le seul fait de la création des gardes-jurés était par lui-même suffisant pour mettre un terme aux agissements des bouchers malhonnêtes et qu'avec un peu de conscience et de bon sens, ces gardes-jurés pouvaient écarter de la consommation un grand nombre de viandes malsaines.

(1) Archives de la Tour de Londres, citées par Catherine (H^{re} de Honfleur, page 164).

CHAPITRE II

Réglementation de Louis XI

A partir de ce règne, les précisions commencent.

Nous trouvons en effet une ordonnance édictée à Tours en Décembre 1462 qui indique très nettement les cas où les gardes-jurés doivent intervenir. (1)

Il y est dit ce qui suit :

Art. V. — Nul boucher ne vendra, ou ne fera vendre en boucherie porc qui soit nourri en maison de barbier ni de mésele (lèpreux) et s'il y est forfait, la chair sera portée à la rivière et le sain (graisse, latin *sagina*) sera et appartiendra à ceux qui auront dûment accusé et en amendera celui qui l'aura exposé en vente de vingt sols tournois, moitié au Roy notre Seigneur, moitié à la Confrérie des bouchers.

Art. VI. — Nul ne pourra vendre ni exposer en

(1) Ordonnances des Rois de France de la 3^e race. Tome XV, page 604.

boucherie porc péri de ladrerie qu'il ne soit forfait (saisi) et la chair donnée aux prisonniers et le sain à ceux qui l'auront ainsi trouvé, sinon qu'il ne soit salé et en bacon.

Art. VII. — Nul ne pourra vendre bœuf ou vache qui ait le Fy (tuberculose) sous peine d'être forfait et la chair portée à la rivière et en seront les cuirs à appliquer au Roy notre Sire.

Art. VIII. — Que nul ne vende chair de porc soussemé (gâté) sous peine d'être forfait et perdu à celui qui l'aura mis en vente et la chair donnée aux prisonniers et l'oing aux visiteurs. Si aussi était que ladite chair soit trop gastée, elle doit être portée en rivière, et si aussi qu'elle feut mal accusée et que par les gardes du mestier de boucher, elle fut trouvée bonne, elle sera restituée et seront les accusateurs tenus de dédommager le marchand à regard de justice.

Art. IX. — Tout mouton entâché de clavelée ou d'autre diverse maladie qui serait exposé en vente en boucherie serait condamné et porté en rivière et les peaux et laines à appliquer au Roy notre Sire.

Art. X. — Si l'on trouve veau exposé en vente en boucherie qui ne soit de plus de quinze jours, il sera jeté en rivière et en amendera celui qui l'aura

exposé en vente, s'il est boucher, à regard de justice.

Art. XI. — Que toutes personnes, aux entremettants du mestier de boucher sur qui telles denrées seront trouvées accoutûment, perdront et seront suspendus dudit mestier pendant an et jour sans y pouvoir revertir le temps durant.

Suivent quelques articles relatifs à l'admission dans la Corporation des bouchers.

Art. XV. — Depuis que une bête soupçonnée quelle qu'elle soit sera venue dans les limites de la ville et que les jurés en auront congnoissance, elle y sera jugée et condamnée, partant que le soupçon soit vray, sans qu'elle puisse en sortir, ni que d'autres villes puissent en être déçues.

Art. XVIII. — Nul ne pourra vendre chair salée qui vienne du dehors excepté lard et chair venant par mer, parce qu'on ne peut connaître la maladie quand la peau en est hors.

Art. XIX. — Que les gardes dudit mestier seront tenus de visiter les denrées le jour qu'ils en seront requis ou le lendemain sur telle peine qu'il plaira à justice.

Art. XX. — Que nul ne dépèce chair quelle qu'elle soit en ladite boucherie devant la première messe du jour, si ce n'est toutefois pour un Sei-

gneur passant ou l'estorement d'un bourgeois ou autre notable qui ait aucune fête nécessaire à faire.

Art. XXIV. — Nul boucher ne vendra chair de bœuf ou vache ou porc en ville qui n'y ait été tuée et appareillée à l'enclos des murs d'icelle ville.

Art. XXVIII. — Il y aura deux gardes jurés dudit mestier de boucher qui chaque an seront tenus de jurer sur les saints Evangiles de Dieu, pardevant le bailli ou son lieutenant, que bien loyalement ils garderont cette présente ordonnance sans enfreindre en aucune manière sur les peines dessus déclarées.

Cette ordonnance nous paraît excessivement sage et fort bien conçue pour l'époque. Elle contient des indications très nettes sur les motifs de saisie, en même temps que des mesures très judicieuses pour empêcher les fraudes.

Parmi les motifs de saisie nous en soulignerons un qui nous paraît assez curieux : Celui qui résulte de la mise en vente des porcs nourris en maison de barbier. Il s'explique par la raison bien simple que les barbiers saignaient les gens et qu'on supposait — ce qui était fort probable d'ailleurs — qu'ils nourrissaient leurs porcs de sang humain.

On reconnaît déjà le danger des viandes tuberculeuses, ladres ou claveleuses, et celui des chairs trop avancées ; on admet qu'un veau de moins de quinze jours ne peut donner qu'une viande dou-

teuse, et on édicte des mesures sévères pour les délinquants, mesures comportant l'amende, la confiscation des viandes insalubres et même la suspension temporaire du droit d'exercer le métier de boucher. On nous indique la façon dont seront détruites les denrées malsaines : « Elles seront jetées en rivière ».

Parmi les mesures propres à éviter les fraudes, il en est d'excellentes : Les viandes rejetées par les gardes ne peuvent quitter la ville afin qu'elles ne puissent être consommées ailleurs ; on craint que les bêtes tuées pendant la nuit ne présentent pas toutes les garanties de salubrité désirables et on interdit aux bouchers de sacrifier leurs animaux avant la première messe du jour, et, comme les viandes foraines introduites en morceaux ne peuvent être réellement contrôlées, on les rejette purement et simplement et on n'autorise la consommation que de celles dont l'abatage a eu lieu dans l'enclos de la ville.

Enfin on interdit également la consommation des viandes salées venant du dehors, sauf celles arrivant par mer, parce qu'il est impossible de reconnaître la maladie quand la peau est enlevée.

Ce dernier article ne doit pas être pris à la lettre ; ce n'est pas évidemment de la peau toute seule dont il s'agit, mais nous pensons qu'on a voulu insinuer qu'un animal dépouillé est en même temps

vidé et ne présente plus ce moyen de contrôle essentiel qui résulte de l'examen des issues.

On comprend moins la distinction faite en faveur des viandes salées arrivant par mer. On peut supposer que les traversées étant généralement très longues, on admettait que le séjour prolongé de ces viandes dans la saline les rendaient absolument inoffensives, mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Il faut reconnaître que ces mesures, toutes incomplètes qu'elles sont, témoignent du désir qu'avait l'autorité royale d'assurer à ses sujets une alimentation salubre. Quelques unes d'entre elles sont réellement draconiennes et ne pourraient plus être appliquées de nos jours, notamment celles qui prévoient le retrait du droit d'exercer le métier de boucher et celles qui excluent totalement de la consommation les viandes foraines.

Les archives communales de Caen nous offrent un exemple de l'application de cette ordonnance (1).

Nous y relevons qu'à la date du 7 Mai 1575, le Procureur du Roi sur un rapport du garde juré Thomas Lemaitre, cite en justice les munitionnaires des vivres qui avaient livré des viandes insalubres aux troupes de la garnison.

Un arrêt du Parlement, en date du 29 Mars 1551 avait renforcé les dispositions du précédent règle-

(1) Délibérations communales de Caen. R 14. F° 27 (cité par Gallier).

ment en prescrivant que « Les bouchers seront tenus de fournir chaque jour leurs boucheries de « chairs fraîches nettes et non corrompues, dûment visitées suivant les arrêts de la Cour, sous « peine de punition corporelle, contre les contre-« venants. »

Ainsi, on ne se contente plus de la confiscation et de l'amende en cas d'infraction à la police des viandes, on prévoit des peines corporelles, et nous savons ce qu'elles étaient alors pour les fraudeurs : L'exposition au Pilon et la prison.

CHAPITRE III

Règlementation de 1585 à 1704

A. — MANDEMENT DE HENRI III

L'Ordonnance de 1462, aggravée comme nous venons de le voir par l'arrêt de 1551, resta en vigueur jusqu'en 1585, époque à laquelle elle fut modifiée par un mandement de Henri III, daté du 12 juillet de cette même année. (1)

Nous y trouvons entre autres prescriptions :

Art. 12 — Nul ne pourra vendre au détail bœuf ou vache qui eut lors du massacre la maladie du fy, gravelle ou pommelière ou autre maladie contagieuse, et où il s'en trouverait, sera la bête jetée en rivière, le cuir confisqué au Roy et le suif moitié aux gardes-jurés, moitié à la confrérie du dit mestier.

Art. 13. — Nul ne pourra vendre en détail bestes à laine entâchées de la maladie du clavel, bou-

(1) Archives départementales du Calvados : Arts et Métiers, série E. Boucherie.

quet, ou autres maladies contagieuse sur la même peine que dessus.

Art. 14. — Celui qui exposera en vente chair de veau de moins de quinze jours, il l'amendera de dix sols au Roy, cinq sols au dénonciateur et cinq sols à la confrérie.

Art. 15. — La chair trop gardée et gatée sera jetée en rivière.

Art. 16. — Nul boucher ne pourra vendre viande de pourceaux qui ayent été nourris de poissons ou qui ayent appartenu à chirurgien, barbier, phlébotomier, ou personnes ladres, et s'il s'en trouvait elle serait comme ci-dessus jectée en rivière, le sain ou oingt donné au dénonciateur et le délinquant on l'amendera de quarante sols, moitié au Roy et l'autre moitié aux gardes-jurés qui auront fait la visitation.

Art. 17. — Nul ne pourra pareillement vendre en la boucherie, chair de pourceau engraisé de chennevieux ou qui soit sursonné (ladre) ou mése, sinon qu'il ait été salé et en bacon sur peine d'être, ladite chair forfaite, envoyée et donnée aux prisonniers et l'oingt moitié au dénonciateur, moitié aux gardes-jurés.

Art. 18. — Celui que par deux fois en un même mois sera convaincu d'avoir exposé en vente des

viandes vicieuses ainsi qu'elles sont ci-devant spécifiées, sera interdit et suspendu pour six mois de son mestier de boucher.

Art. 21. — Depuis que quelque beste destinée au massacre et exposée en vente aura été accusée et jugée vicieuse par les gardes-jurés, elle ne pourra être conduite et transportée hors de la ville pour éviter aux surprises et inconvénients qui pourraient arriver aux autres lieux et villes.

Art. 25. — Nul ne pourra aussi vendre chair en boucherie si elle n'a été tuée et apprestée en ville et s'il n'est maistre boucher sur peine de 20 livres tournois applicables aux affaires communes dudit mestier.

Art. 30. — Seront tenus lesdits bouchers de faire porter les chairs de bœuf, veau mouton ou pourceau en la boucherie sans qu'il leur soit permis de les déposer ou de les vendre à leur domicile hormis le cas de nécessité.

Art. 32. — Ne pourra le Garde clef de la boucherie faire ouverture d'icelle devant 5 heures du matin depuis Pasques jusqu'à la Saint-Michel et devant 6 heures depuis la Saint-Michel à Pasques, sous peine de 20 livres d'amende contre le dit garde-clef et de pareille amende contre ceux qui auraient porté viande en icelle boucherie avant ladite

heure, ladite amende applicable au Roy et au dénonciateur par moitié.

Art. 34. — Et pour avoir l'œil à l'observation des présents statuts, seront tenus les maistres dudict mestier de boucher, de se trouver tous en trois ans, le jour et fête de Sainte-Trinité pour faire élection des gardes-jurés, lesquels promettront et jureront par devant Monsieur le Bailly ou son lieutenant, observation et entretien, et de dénoncer en justice les délinquants et infractions d'iceux.

Art. 35. — Seront tenus les dits gardes-jurés dudict mestier de boucher ou deux d'iceux pour le moins, de faire chaque jour la visitation ordinaire des chairs et viandes exposées en vente et celles qui seraient trouvées vicieuses, les arrêter et les accuser à la justice pour observer lesdits statuts.

Et pour bien confirmer le pouvoir des gardes-jurés, le Parlement rendit un arrêt (1) le 28 Mars 1589 par lequel les gardes-bouchers seront tenus de bien et dûment visiter les bestes et surtout ne permettre qu'aucune morte ou malade ne soit vendue et débitée au peuple, pareillement les chairs trop gardées indignes d'entrer dans le corps humain.

Comme nous pouvons en juger, les prescriptions contenues dans l'ordonnance de Louis XI sont ré-

(1) cité par RALLET, *Inspection des viandes* page 2.

pétées et précisées dans le mandement de Henri III. Nous remarquons tout particulièrement qu'on faisait déjà à cette époque la distinction très nette entre les deux principales formes de tuberculose : la gravelle forme milliaire, et la pommelière forme en tubercules. Ces termes ont d'ailleurs survécu, et nos bouchers bas normands n'en connaissent point d'autres à l'heure actuelle.

On remarque ainsi qu'on interdit la consommation de la viande de porc nourri de poisson ou de chenevis, probablement à cause du goût particulier que cette alimentation pouvait donner à la viande. Cette mesure était bien sévère, quand on pense que les équarisseurs de notre région ne se font pas faute d'engraisser à notre époque les légions de porcs et de canards avec les résidus de leur industrie sans qu'intervienne à cet égard aucune disposition légale.

On remarquera encore que dans l'ordonnance qui nous occupe les amendes sont considérablement augmentées.

Les guerres de Religion avaient creusé dans le Trésor un vide qu'il fallait combler par tous les moyens. Les mesures concernant les viandes foraines sont maintenues, mais alors que l'ordonnance de 1462 ne prévoyait aucune amende pour le cas où il en serait apporté en ville, le mandement de 1585 n'oublie pas de les en frapper.

En 1592, la ville de Honfleur embrassa le parti de la ligue et ne voulut recevoir d'ordres que du Duc de Mayenne. Elle fut assiégée et prise le 5 Juin 1594 par les troupes royales (1). La Noblesse et la bourgeoisie se rallièrent vite et il semble bien que le roi ait conservé à la ville ses antiques privilèges.

En tout cas, le 6 octobre 1601, il confirma par lettres patentes les statuts de la Corporation des bouchers de la ville, en imposant à ces derniers les réglemens en vigueur dans tout le Royaume et particulièrement les prescriptions du mandement de 1585.

B. LA BOUCHERIE A HONFLEUR

Avant d'étudier la façon dont ces prescriptions furent appliquées à Honfleur, il est assez naturel que nous exposions succinctement ce qu'était la boucherie de cette ville.

Il existait au temps de Henri IV, trois endroits où les bouchers pouvaient étaler et vendre leur viande : 1°) La Grande Boucherie, 2°) Les Petits étaux et 3°) les étaux particuliers.

1°) *Grande Boucherie*. — Encore appelée Maison et halle de boucherie (2), elle avait été cons-

(1) CATHERINE. — Histoire de Honfleur, page 294.

(2) Ch. BRÉARD. — Vieilles rues et vieilles maisons de Honfleur, page 241.

truite aux environs de 1570 dans l'enclos de la ville au Sud de l'Eglise Notre-Dame aujourd'hui disparue et faisait le coin de la rue de la grande Boucherie.

Cette halle était l'apanage de la Seigneurie de Roncheville de laquelle relevait la ville de Honfleur, et dont le duc de Montpensier était en 1606 le légitime Seigneur. Après lui, ses droits passèrent à sa fille Marie épouse de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, puis à la fille de Gaston, Marie-Anne d'Orléans, la Grande Mademoiselle, qui mourut sans enfants en 1693 et légua la vicomté d'Auge à son cousin Philippe d'Orléans, dont la maison la conserva jusqu'en 1789.

En vertu de ses droits féodaux, c'était au Gouverneur de Honfleur, agissant au nom du Vicomte d'Auge, Seigneur de Roncheville, qu'appartenait le droit de concéder les étaux de la Grande Boucherie. Cette concession était en principe gratuite, mais l'usage s'était établi qu'elle ne se fit pas sans une légère rétribution en faveur du concierge dudit gouverneur.

En 1610 on fit construire au-dessus de cette halle un étage nouveau, dans lequel on installa le prétoire de la Vicomté d'Auge, prétoire qui porta longtemps le nom de « Colue de Mademoiselle ».

Avec le temps les droits de propriété sur cet immeuble devinrent assez vagues, personne n'y voulut faire de réparations, la vicomté arguant que la

ville qui percevait les droits sur les viandes devait les prendre à sa charge ; la ville répondant que la Halle ne lui appartenait pas.

Si bien que vers 1710, le bâtiment était complètement en ruines et cessa de servir de halle à viande comme de prétoire. Il fut rasé sous la Révolution.

C'était dans cette grande boucherie que se faisait le massacre des animaux. Tous les bouchers devaient y avoir un étal. C'est là également, qu'en présence des syndics et du gouverneur ou de son délégué, les apprentis, candidats à la Maîtrise devaient faire la preuve de leurs capacités professionnelles.

Bien que les étaux fussent concédés à peu près gratuitement, il ne faudrait pas croire que les bouchers d'alors ne payaient aucun droit.

Des lettres patentes de Charles VII, datant de Lyon, le 11 Avril 1456 (1) autorisaient en effet la ville de Honfleur à percevoir certaines redevances sur les denrées, à charge d'entretenir les fortifications, savoir :

Sur chaque bête aumaille (2) 10 deniers tournois
sur chaque veau 4 deniers tournois
sur chaque mouton 2 deniers tournois
et sur chaque porc 4 deniers tournois.

(1) Original aux archives municipales — dossier B.

(2) Aumaille, bêtes à cornes (latin animalis).

Une Charte de Henri II du 23 Décembre 1554 (1) confirme les privilèges accordés antérieurement à la ville en reconnaissant « qu'auparavant le mois « d'Avril 1456, les Habitants d'Honnelleu avaient « en propriété et patrimoine les droits de Breuvage, « de Boucherie, et de poissonnerie et qu'ils pou- « vaient en user et en disposer comme de leur pro- « pre revenu, domaine et vrai patrimoine ». Phrase qui établit de façon péremptoire que Charles VII n'avait fait que rendre à la ville les privilèges dont elle jouissait avant et même pendant l'occupation anglaise.

La ville avait fait de cette redevance sur la boucherie une de ses grandes fermes patrimoniales.

2°) *Petits Etaux* — Ils étaient au nombre de six dont on peut encore, à l'heure actuelle retrouver trace dans la rue de la Petite Boucherie.

Il semble bien qu'à l'origine ces petits étaux dépendaient également de la Seigneurie de Roncheville, mais ils étaient par la suite devenus propriété de la ville à une époque qu'on ne peut préciser et celle-ci en affermit le droit de location qui s'éleva à 28 livres en 1583, 29 livres en 1607 et 110 livres 5 sols en 1645 (2).

Un peu plus tard et probablement à partir du règne de Louis XIV, le gouverneur s'arrogea le

(1) Original — archives municipales — dossier B.

(2) Registres des patrimoniaux de la ville.

droit de concéder directement les étaux de la ville n'en tira plus aucun bénéfice jusqu'en 1787, où elle décida de rentrer dans ses droits. Ceci est établi par une délibération du conseil de ville en date du 11 Avril 1787 (1) où il est représenté à l'Assemblée que les gouverneurs de la ville étaient anciennement présidents du bureau de la ville et remplissaient les fonctions de Juges de Police. En cette qualité ils accordaient aux bouchers le droit d'établir sur les étaux appartenant à la Communauté.

Cette concession fut d'abord gratuite, puis dans la suite les gouverneurs exigèrent une redevance en faveur du concierge de l'Hôtel de Ville ou de leur valet de Chambre et s'arrogèrent le droit exclusif de concéder ces étaux, de sorte que la ville n'en tirait plus aucun profit.

Pour cette raison elle avait cessé de les entretenir, et ils tombaient eux aussi en ruines. Aussi les officiers municipaux décidèrent-ils de prévenir le Marquis de Valençay gouverneur actuel de la ville de leur intention de reprendre la possession de ces emplacements de boucherie « qui appartenaient à la Communauté depuis « un temps immémorial ».

Et pour respecter les droits acquis, ils décidèrent d'allouer au concierge, en compensation des

(1) Registres des délibérations communales 1788 — BB 110.

bénéfices qu'il tirait de la concession des dits étaux, une rente annuelle de 150 livres.

Les loges de boucherie ainsi récupérées furent mises en adjudication au profit de la ville le 15 Décembre 1788 (1), à charge par les preneurs de faire à leurs frais les réparations grosses ou menues, « de n'y laisser séjourner aucune immon-
« dice ou vidange et bestiaux qui puisse endom-
« mager ou corrompre la viande et nuire aux voi-
« sins et à la salubrité de l'air, »

Les étaux furent adjugés de la façon suivante :

Le 1^{er} pour 6 ans à raison de 40 livres par an à Jacques Quillet.

le 2^e pour 6 ans à raison de 18 livres par an à Lecarpentier.

le 3^e pour 6 ans à raison de 24 livres par an à Jacques Mutrel.

le 4^e pour 6 ans à raison de 54 livres par an à Jacques Chardey.

le 5^e pour 6 ans à raison de 40 livres par an à Jacques Chardey.

le 6^e pour 6 ans à raison de 24 livres par an à Jacques Chardey.

Cet état de choses dura jusqu'en 1793 où les étaux furent vendus pour payer les dettes de la ville.

(1) Registre des délibérations communales 1788. BB 110.

3° *Etaux particuliers*. — En plus de la Grande et de la Petite boucherie, il existait en outre des boutiques particulières, situées rue de la Ville, et ayant vue sur la Grande Halle.

Les propriétaires de ces étaux payaient tous une redevance à la vicomté d'Auge. Ils existaient de temps immémorial et il y a tout lieu de croire qu'ils étaient la survivance des halles primitives de la cité.

En tout cas leur existence donna lieu, au cours des siècles à bien des conflits entre la ville représentée par son gouverneur d'une part, qui déniait aux bouchers le droit d'occuper d'autres étaux que ceux des deux boucheries municipales et les propriétaires d'autre part qui arguaient de leur droit séculaire. Nous en reparlerons plus loin.

Enfin, la ville concédait au besoin, et moyennant une redevance, le droit d'installer un étal dans un local particulier. En voici un exemple :

Le 22 mars 1676 (1) le Conseil des échevins réuni sous la présidence d'Antoine de Villeneuve, Marquis des Monts, gouverneur des villes et châteaux d'Honnelleu, Pont l'Evêque et Pays d'Auge, accorde au sieur Philippe Brière le droit de faire bâtir une loge et d'y placer un étal de boucherie sur une portion de terre proche de la halle à chair, que le dit Brière a acquis de Vachon, boulanger.

(1) Délibérations communales BB 56 F° 66.

Cette permission est donnée moyennant le paiement au profit de la ville d'une rente annuelle de 60 sols, rachetable par le versement d'une somme nette de 60 livres. Moyennant quoi il ne lui sera causé aucun trouble ou empêchement par la ville et commants d'icelle, ni à lui, ni à ses successeurs et pour quelle cause que ce soit.

C. — APPLICATION LOCALE DU MANDEMENT DE 1585
ET DE L'EDIT DE 1589

Les gardes-jurés avaient, aux termes de l'article 35 du mandement de 1585, renforcé par l'arrêt de 1589, le devoir de visiter les viandes exposées en vente. En vertu de ces documents, le Vicomte d'Auge, Seigneur d'Honfleur, rendit le 9 septembre 1675 (1) une sentence portant défense aux bouchers d'exposer aucune chair de boucherie qui n'ait été visitée par les gardes, ni d'en exposer ailleurs qu'aux lieux destinés à ce faire.

Cette sentence fut confirmée par la Cour des Vacations du parlement de Rouen en date du 18 septembre 1675 (2).

« Sur la requête des Gardes et maitres du
« mestier de boucher de Honfleur, deffenses sont
« faites à tous bouchers d'exposer de la cher (sic)
« en vente qu'aux places publiques et lieux ordi-

(1) Délibérations communales BB 57 F° 16 recto.

(2)

id

id

« naires établis à ce sujet et après avoir été visités, à peine de confiscation, amende intérêts et dépens, et hors des dimanches et fêtes ».

Forts de cette confirmation, les gardes-bouchers par exploit du 13 septembre 1676, assignèrent pour le lendemain devant la juridiction vicomtale, le sieur Robert Deshais, « se disant du mestier de boucher », lequel avait été rencontré proche le pont et chapelle Saint-Sauveur à 1/4 de lieue de Honfleur porteur de cher (sic) laquelle ayant été visitée et s'étant trouvée vicieuse et incapable d'entrer dans le corps humain, avait été saisie.

Le sieur Deshais fit défaut à l'audience. La sentence fut prononcée en son absence et confirmée par nouvel arrêt du 12 décembre 1676. L'affaire fut portée devant le parlement de Rouen qui le 2 août 1677 rendit l'arrêt suivant :

« Notre Cour a déclaré les défauts bien pris et obtenus contre Deshais. Et pour le profit faisant droit sur le mandement a fait deffenses audit Deshais et à tous autres bouchers d'exposer à l'avenir aucune cher en vente qu'aux halles ordinaires des marchés publics et aux jours permis à cet effet, après que visite en aura été dûment faite par les gardes dudit mestier de boucher à laquelle ils seront tenus de porter les issues à peine de cent livres d'amende ; et en cas de contravention, permis aux gardes-bouchers de les

faire approcher devant les juges pour en voir juger
« la confiscation avec amende, intérêts et dépens,
« et condamne le sieur Deshais aux dépens qui se-
« ront taxés en vertu du Présent arrest sans qu'il
« soit besoin d'ajournement. Et sera le présent ar-
« rest, lu, publié et affiché aux lieux ordinaires du-
« dit Honfleur, et par ces circonstances, à ce qu'il
« soit notoire, donnons et mandons au premier
« huissier de notre cour de Parlement et à tous au-
« tres huissiers et sergents sur ce requis, le présent
« arrest mettre à exécution selon sa formule et te-
« neur, et de ce faire, donnons pouvoir. Donné à
« Rouen, au Parlement, le 2^e Aoust 1677. Par la
« Cour, signé Le Bigot ».

La teneur de cet arrêt très important pour l'époque nous suggère quelques remarques :

1^o) Il confirme les prescriptions des mandements royaux en interdisant la vente de la viande autre part qu'aux halles publiques et sous réserve de contrôle des gardes jurés.

2^o) Il reconnaît à ceux-ci le droit de faire citer en justice les délinquants, droit qui résulte des ordonnances royales, mais qui leur était bien contesté jusque là.

3^o) Il ordonne que les issues seront présentées à la visite des gardes-jurés. Cela marque un progrès réel dans la façon d'envisager l'inspection des viandes.

La Cour de Rouen, bien informée pose en principe qu'il ne saurait y avoir de contrôle sérieux des viandes abattues si les issues échappent à la visite. 4^o Enfin l'arrêt de 1677, élève considérablement le taux de l'amende à appliquer aux délinquants. Ceci témoigne du désir du Parlement de rendre la fraude moins tentante, en la réprimant très sévèrement.

La Publication de cet arrêt donna une grande force aux gardes-bouchers, qui sûrs d'être soutenus dorénavant n'hésitèrent pas à faire leur devoir. Aussi, certaines habitudes plus ou moins licites s'étant établies dans les usages de la boucherie Honfleuraise, notamment celle d'étaler et de vendre de la viande dans des maisons particulières, les gardes-bouchers, d'accord en cela avec les Fermiers de la Grande boucherie à qui cette pratique causait du tort, décidèrent-ils d'assigner les coupables devant le Conseil de Ville, qui rendit le 1^{er} Janvier 1679, la sentence suivante (1) :

« Faisant droit à la complainte des fermiers de
« la Grande boucherie et petits estaux, et de plu-
« sieurs bouchers, qu'aucuns de leur profession
« vendent et débitent leurs viandes en leurs mai-
« sons particulières, ce qui fait beaucoup de préju-
« dice aux fermes de la ville, et que d'ailleurs il se
vend en secret des *viandes viciées et incapables*

(1) Délibérations municipales. BB 57 F^o 166 recto.

« d'être employées à la noriture (sic) des hom-
« mes, ce qui est aussi au préjudice des statuts, ar-
« rêts et règlements de la Cour. Et se plaignent
« aussi que Thomas Boudin, boucher auquel on a
« permis d'estaler à une boutique de la maison de
« Vachon, l'a fait ouvrir aux deux côtés, ce qui lui
« facilite deux estals contre la permission qui lui a
« été accordée et que le nommé Vachon loue lui-
« même des boutiques pour y faire des estals.

« Complaignent aussi que Pierre Delamare, bou-
« cher, estale en plusieurs endroits.

« Nous, ayant mis ces choses en délibération et
« sur ce retiré l'avis des sieurs Eschevins, con-
« seillers et habitants, nous avons fait deffenses à
« tous bouchers de vendre et débiter leurs viandes
« ailleurs qu'à la Boucherie, et audit Boudin d'ou-
« vrir sinon que par le costé qui regarde la grande
« boucherie et lui a ordonné de fermer l'autre cos-
« té ; et audit Lamare (sic) d'estaler à aucune bou-
« tique de Vachon ny autre qui n'y aurait pas droit
« et leur enjoint d'estaler à la boucherie ordinaire
« sous peine de cent livres d'amende et de la con-
« fiscation de leurs viandes. Et ne sera permis à
« aucun de s'établir deux ensemble aux étaux pri-
« vilégiés qui sont à la disposition du Gouverneur,
« sur la même peine.

« Et affin que leurs deffenses soient observées,
« nous avons ordonné que l'arrêt de la Cour donné
« en forme de règlement, en la Chambre des Vaca-

« tions le 2^e d'aoust 1677 sera enregistré au présent
« registre pour y avoir recours quand besoin sera
« et sera en outre lu et affiché au principal endroit
« de la boucherie affin que nul n'en ignore. Et def-
« fenses sont faites audit Vachon de louer aucune
« boutique pour y faire des estaux de boucherie
« sur les peines susdites, et en outre d'être fermées
« pour toujours ». « Signé : De Monts, Villey, Jour-
« dain, Rioult, Robinet, Taillefer. ».

Cette sentence, en ordonnant l'enregistrement de l'arrêt du Parlement de Rouen dans les registres des délibérations de la Cité, en fait implicitement un règlement municipal, et de fait nous n'en trouvons pas d'autres jusqu'à la Révolution. Il contient d'ailleurs les éléments essentiels d'un bon règlement de police en matière d'inspection des viandes : Interdiction de vendre autre part qu'à la Boucherie : visite obligatoire des gardes-bouchers à qui on devra présenter les issues et peines à appliquer aux contrevenants.

Ce souci de protéger le consommateur n'empêche d'ailleurs pas le Conseil de Ville de veiller aux intérêts dont il a la charge en édictant des mesures propres à augmenter les recettes de la Ferme de la Boucherie.

Ainsi pour parer à la fraude qui consistait à louer une maison à deux issues, pour y installer deux étaux, alors qu'on était autorisé que pour

un seul, il prévoit des sanctions sévères : 100 livres d'amende et la confiscation des viandes exposées.

On remarquera aussi qu'il est interdit à deux bouchers d'exploiter en commun le même étal.

C'est la négation même du droit d'association.

A cette époque, chacun devait travailler pour son propre compte chacun devait aussi et surtout payer individuellement les redevances que le Gouvernement exigeait pour ses étaux privilégiés ; et comme nous tenons à établir que c'est en effet la question des redevances qui prime tout et que le souci de la salubrité n'est qu'un prétexte pour les percevoir, nous allons citer quelques jugements rendus par la même juridiction échevinale

A) Le 17 Janvier 1646 (1), François Regnault adjudicataire de la ferme des Petits-étaux, assigne devant cette juridiction le boucher Jehan Caresme qu'il accuse d'avoir comploté avec d'autres bouchers, d'étaler la viande en un autre lieu qu'à la Halle.

Caresme répond qu'il n'a rien comploté, qu'il a seulement ouvert un étal dans une maison voisine de la boucherie « où on peut visiter sa viande aussi bien qu'à « la halle » dans laquelle il possède d'ailleurs un autre étal.

(1) Délibérations communales. BB 46 F° 181.

L'adjudiciaire réplique que c'est précisément pour ne pas payer les 35 livres afférentes à la location de ce dernier étal que le sieur Caresme a ouvert une boutique particulière.

Le Tribunal lui fait alors déffenses, sous les peines portées au règlement, d'étaler ailleurs que sur les étaux de la halle ordinaire.

Le 4 Février 1693 (1) le Gouverneur fait citer les bouchers Henry Hébert, Robert Lepillois et François Mauger pour être condamnés à passer bail des étaux lui appartenant et pour que deffenses leur soient faites d'étaler en leurs maisons particulières et autre part qu'à la halle. La demande du Gouverneur est reçue à bonne cause et les délinquants sont mis en demeure d'observer le règlement.

C) Le 18 Avril 1693 (2) même sentence en ce qui concerne les bouchers Jean et Louis Guérard qui vendaient à des étaux particuliers sans titres bien en règle et surtout sans rien payer au Gouverneur, Messire Pierre des Alleurs.

D) Le 21 Mai 1694 (3) l'Adjudicataire de la ferme des petits étaux assigne Lemosnier et la Veuve Mourant qui vendaient de la viande dans leurs

(1) Délibérations communales. D 62 F° 3.

(2) Délibérations communales BB 57 F° 16 recto.

(3) Délibérations communales BB 61 f° 16 recto.

étaux particuliers « au préjudice de la Communauté
« dont les étaux doivent être loués par préférence
« suivant qu'il a été pratiqué de tout temps ». C'est en vain que les intimés répliquent que les boutiques qu'ils ont louées sont à usage de boucherie de temps immémorial (1) et qu'ils ne peuvent sans préjudice être contraints de louer les étaux de la Communauté. Le Conseil de ville juge qu'ils ne pourront étaler dans leurs boutiques que si tous les étaux communaux sont occupés.

Ces cinq procès établissent de façon irréfutable que le souci principal du Gouverneur et des édiles était d'assurer par dessus tout la location des étaux leur appartenant et d'en tirer le maximum de profit.

D) VENTE DE LA VIANDE LE DIMANCHE

Nous avons vu antérieurement qu'un arrêt du Parlement de Rouen (18 Septembre 1675) avait interdit la vente de la viande le dimanche.

Cette prescription semble n'avoir pas été strictement appliquée puisqu'en 1699, le Conseil de Ville est obligé de prendre deux arrêtés pour régler la question.

Le 1^{er}, du 12 Mai 1699 (2) après avoir rappelé encore une fois aux bouchers qu'ils ne doivent ven-

(1) Il s'agissait des étaux particuliers de la rue de la Ville.

(2) Arrêtés municipaux de 1699. BB 64.

dre leurs viandes qu'à la halle, leur défend d'étaler le dimanche après le second son de cloche de la Grand Messe de l'Eglise Notre Dame.

Le second, du 14 Juin 1699 leur interdit formellement sous peine d'amende et de confiscation, de vendre dans leurs maisons, les dimanches et fêtes, après que la Boucherie sera fermée comme il a été dit ci-dessus.

DES GARDES JURÉS

Les réglemens que nous venons d'étudier nous ont fait connaître que les bouchers étaient tenus comme les autres corporations, d'élire à période fixe, au moins deux d'entre eux qui devenaient ainsi les représentants officiels de leur Communauté et portaient le titre de gardes-jurés.

Leur élection leur conférait un droit de juridiction sur leurs confrères et leur confiait à la fois l'administration et la police de la Corporation qu'ils représentaient chaque fois qu'il en était besoin.

Ils étaient responsables corporellement et pécuniairement de la bonne exécution des statuts du métier. En matière d'imposition (capitation taille don gratuit) il devaient eux même faire entre les membres de leur Communauté, la répartition équitable des charges imposées à celle-ci.

Ils surveillaient l'éducation professionnelle des apprentis, faisaient passer les examens de maîtrise.

se et proposaient les lauréats à l'agrément du Gouverneur.

L'article 30 du mendement de Henri III, et l'arrêt du Parlement de 1589 les obligeait à veiller à la salubrité des viandes exposées en vente par leurs confrères, à les visiter tout les jours, à arrêter « celles qui seraient vicieuses et indignes d'entrer dans le corps humain » et à citer en justice les délinquants.

Leur rôle était donc parfaitement défini. Il se bornait à ce que nous venons d'énoncer, mais ils n'avaient pas le droit de saisir directement les viandes malsaines et encore moins celui d'en ordonner la destruction.

Lorsqu'au cours de sa visite, un garde-juré trouvait une viande impropre à la consommation, il en suspendait immédiatement la vente, puis, par exploit d'huissier il citait le délinquant à comparaître le jour même devant la juridiction de police et, par l'organe du Procureur Syndic, il requérait la confirmation de la saisie, la destruction de la viande et les peines prévues contre le coupable. Le Juge entendait les explications de ce dernier et prononçait à la fois la confiscation et la sentence pénale. S'il y avait contestation, une expertise était ordonnée avant de faire droit.

Il en coûtait cher aux gardes-jurés de ne pas se présenter devant la juridiction échevinale lorsqu'ils y étaient cités comme témoins : A la date du 10

Novembre 1721, le sieur Charles Mauger, garde du métier de boucher, sommé par exploit de Jacques Liétout de comparaître devant le Maire et les échevins de Honfleur, pour témoigner dans une affaire de fraude de viande, ne défère pas à cette sommation. Le Conseil ordonne que, vu son défaut, il comparaitra à huitaine et le condamne, pour son défaut à 10 livres d'amende (1).

D'un autre côté le rôle des gardes était particulièrement ingrat vis-à-vis de leurs confrères qui les considéraient non sans quelque raison comme leurs égaux. On trouvait lourde leur autorité. On admettait bien à la rigueur leur intervention pour arrêter les viandes suspectes, mais on leur déniait le droit d'alerter la justice.

A Caen le conflit entre les gardes et les bouchers devint rapidement aigu et il fallut un arrêté du Lieutenant Royal en date du 29 Novembre 1608 pour trancher la question et confirmer aux gardes-jurés les droits indéniables qu'ils tenaient des ordonnances du Roi. (2)

A Honfleur, l'arrêt du Parlement du 2 Août 1677 était tellement formel quant aux droits des gardes, qu'ils n'y eût pas de contestations sérieuses.

La fonction ne comportait aucun traitement, ce qui ne veut pas dire qu'elle était dénuée de tout

(1) Délibération communale du 10 novembre 1721 BB 78.

(2) Délibération communale de Caen R 42 F° 128 cité par Gallier.

bénéfice. Outre la part qui leur revenait dans le produit des confiscations et des amendes, les gardes-jurés touchaient un droit sur la réception des apprentis et la délivrance des brevets de maîtrise, plus une redevance annuelle de quatre livres payée par la corporation (1).

Aucune transaction ne pouvait se faire sans qu'ils ne l'aient autorisée, ce qui n'allait pas sans quelque rétribution plus ou moins licite, mais complètement passée dans les usages sous le nom de « Chapeaux ».

Enfin ils jouissaient d'honneurs et de privilèges locaux, tels que la remise de certains droits, ce qui dans l'ensemble n'était pas à dédaigner.

Le régime électif dura jusqu'à la fin du XVII^e siècle. En Mars 1691, le roi Louis XIV, toujours à court d'argent, trouva le moyen de s'en procurer en constituant en offices héréditaires toutes les fonctions municipales ou corporatives, offices qui furent concédés à un prix assez élevé par la Couronne.

En conséquence de cet édit de 1691, tous les gardes-jurés en exercice durent résigner leurs fonctions et il fut interdit d'en élire de nouveaux. Ils furent désormais choisis par le Roi ou son représentant provincial, parmi les Maîtres bouchers ayant au moins dix ans de maîtrise. Ce délai était réduit à dix ans, si le candidat était fils de maître.

(1) Larousse Universel. Tome V page 169.

Ces fonctions héréditaires étant assez prisées, les amateurs ne manquèrent pas, si bien que le ministre Pontchartrain put dire au Roi : « Sire, chaque fois que Votre Majesté crée un office, Dieu « crée aussitôt un sot pour l'acheter. » (1)

A Honfleur, ce fut au Vicomte d'Auge, Seigneur du Lieu, — en l'espèce le Duc d'Orléans — qu'appartint le droit de nomination, ce qui revient à dire que le bénéficiaire payait pour la concession de son office, non seulement la part du Roi, mais encore celle du Prince dont il relevait directement.

(1) Larousse Universel. Tome V page 169.

CHAPITRE IV

Règlementation de 1704 à 1776

A. CRÉATION D'INSPECTEURS DE BOUCHERIE

Les diverses prescriptions que nous venons d'étudier restèrent en vigueur jusqu'au début du XVIII^e siècle, mais il semble bien qu'elles étaient tombées en désuétude puisqu'un édit de Louis XIV de Février 1704 rappelle tout le monde à l'ordre et institue un régime nouveau. En voici la teneur : (1)

« Les Rois nos prédécesseurs ont fait en diffé-
« rents temps, plusieurs règlements de police sur
« le fait des boucheries et créé plusieurs offices
« pour veiller à la qualité des viandes exposées en
« vente pour la consommation de nos sujets ; mais
« que l'exécution de ces règlements a été tellement
« négligée depuis la réunion qui a été faite à nos
« fermes des droits attribués à ces offices, nous
« avons résolu pour remédier aux abus qui s'intro-
« duisent journellement dans le débit des viandes

(1) Edit imprimé annexé à la délibération du 20 Mars 1704.

« d'établir, tant dans notre bonne ville de Paris
« que dans toutes les villes et bourgs fermés de
« notre Royaume, des offices d'Inspecteurs de Bou-
« cherie pour tenir la main à l'exécution des règle-
« ments faits sur cette matière.

« A ces causes, à ce nous mouvant, de notre
« certaine science pleine puissance et autorité
« royale, nous avons par le présent édit perpétuel
« et irrévocable, créé et érigé en titres d'offices
« héréditaires des Inspecteurs de Boucherie, tant
« dans notre bonne ville de Paris que dans les au-
« tres villes ou bourgs fermés de notre Royaume
« et terres de notre Obéissance, en tel nombre qu'il
« sera nécessaire, *pour veiller à la qualité des vian-*
« *des qui seront débités par les bouchers* et tenir
« la main aux réglemens de police faits sur la ma-
« tière. A l'effet de quoi, les bouchers établis dans
« les villes et bourgs seront tenus de faire leur dé-
« claration aux bureaux qui seront pour ce établis
« aux entrées des villes, de tous bœufs, veaux, gé-
« nisses, moutons, brebis et chèvres qu'ils amène-
« ront ou feront amener par les forains et d'en
« payer les droits qui seront ci-après réglés à peine
« d'une amende de 300 livres pour chaque contra-
« vention et de la confiscation des bestiaux qui
« n'auront pas été déclarés, auquel effet permet-
« trons aux dits inspecteurs d'en faire la vérifica-
« tion ainsi que bon leur semblera.

« Défendons à toutes personnes autres que les

« bouchers de vendre de la viande au détail, et aux
« dits bouchers de tuer leurs viandes ailleurs
« qu'aux tueries et lieux à ce destinés et d'en faire
« le débit ailleurs qu'aux étaux et lieux publics à
« peine de confiscation et de 300 livres d'amende.

« Ensoignons à tous juges de Police de con-
« damner les contrevenants aux peines portées par
« le présent sans remise ni modération.

« Attribuons aux dits Inspecteurs de boucherie
« 3 livres par chaque bœuf ou vache, 12 sols par
« chaque veau et génisse et 4 sols par chaque mou-
« ton, agneau ou chèvre, qui se consommeront tant
« dans notre bonne ville de Paris, que dans celles
« des villes de (suivent 27 noms de villes dont
« Rouen et Caen pour la Normandie) et quant aux
« autres villes et bourgs fermés de notre Royaume,
« quarante sols seulement par bœuf ou vache et
« pareils droits que dessus pour veaux, génisses,
« moutons et chèvres, à l'exception des viandes des-
« tinées aux pauvres des hôpitaux, ainsi que des
« viandes salées pour notre Marine. Nous avons
« réuni ces offices d'Inspecteur de boucherie aux
« Communautés des villes pour en disposer comme
« de leurs biens et revenus patrimoniaux, à la
« charge de nous payer les sommes auxquelles
« la Finance en sera réglée par les rôles que nous
« ferons arrêter en notre Conseil. Donné à Versail-
« les au mois de Février de l'an de Grâce 1704 et
« de notre règne le 61^e. Signé Louis et en dessous
« Phelypeaux. »

Cet édit fut mis rapidement à exécution, un mandement du Marquis de Thiberville, Intendant de la généralité de Rouen, daté du 15 Mars 1704 (1) le rend applicable dans toute la Province à partir du 1^{er} Avril suivant une délibération du Conseil de Ville du 20 Mars 1704, en ordonne la publication aux lieux ordinaires.

Nous remarquerons tout d'abord que cet édit ne comporte aucun droit pour les porcs : Mais cela ne devait pas durer. L'État désastreux de nos finances du fait de la Guerre de la Succession d'Espagne amena le Gouvernement royal à se procurer des ressources en créant de nouveaux offices. Tous les emplois, même les plus bas, furent érigés en charges héréditaires et un nouvel édit de Mai 1704 institua des visiteurs jurés de porcs en remplacement des anciens langueyeurs.

Il étaient chargés « de visiter les porcs, pour « empêcher qu'on ne débitât au public des chairs « de mauvaises qualités » (sic) « capables de causer des maladies contagieuses » et percevaient pour leur fonction 6 sols par animal visité.

Peu après, un édit de Décembre 1708 institua des Contrôleurs visiteurs des suifs chargés de visiter les bêtes abattues pour reconnaître la quantité de suif à en retirer et ce à raison d'une taxe d'un sol par livre de suif.

(1) Copie du mandement annexée à la délibération du 20 Mars 1704.

Enfin, un nouvel édit de 1709 supprima cette dernière taxe en la remplaçant, pour huit ans seulement, par un droit sur les bestiaux égal à celui payé pour les inspecteurs. C'était purement et simplement le doublement des droits prévus par l'édit de 1704.

Ce régime ne dura pas huit ans. Son impopularité fut immense et dès 1713, on revint aux simples droits.

La création d'Inspecteurs de Boucherie ne visait que les villes et bourgs fermés du royaume. Il y eut ainsi des « lieux sujets » où le boucher payait de lourdes taxes et des « lieux non sujets » où il ne payait rien et échappait à l'inspection.

Les bouchers des villes remarquèrent vite cette fissure de la réglementation et ils émigrèrent en masse dans les faubourgs et les paroisses voisines, afin de profiter des avantages dont bénéficiaient leurs confrères des lieux non sujets. Mais le fisc d'alors ne le cédait en rien au nôtre pour sa perspicacité et sa vigilance.

Les fermiers des droits de boucherie qui virent par cette manœuvre des assujettis leur échapper une source importante de recettes s'émurent et obtinrent du roi un nouvel édit du 4 Février 1710 (1) ordonnant que tous les bouchers, leurs enfants ou leurs compagnons quitteraient les villes, bourgs et tous lieux sujets pour aller s'établir dans les paroisses

(1) Affiche originale.

ses voisins « ne pourraient tuer ni vendre aucune, « viande sans avoir préalablement fait la déclaration, « subi l'inspection et payé les droits afférents à « celle-ci ».

L'application de ces dispositions donna lieu à de nombreuses fraudes et même à de graves conflits, entre les assujettis et les bourgeois des villes d'une part qui se refusaient à payer les droits, et les inspecteurs de l'autre. Il y eut même des troubles assez sérieux en Normandie où beaucoup de communautés des villes, notamment celles de Honfleur et Caen soutinrent leurs concitoyens contre les collecteurs des droits. Aussi pour couper court à toute agitation, le roi revint-il sur sa décision.

Par un édit de Février 1715, il supprima à perpétuité et à partir du 1er Mars suivant, tous les droits d'inspecteurs de boucherie dans les Généralités de Caen et de Rouen « Parce que ces droits sont « extrêmement à charge aux habitants de ces généralités, qu'ils causent des troubles entre les « bouchers et les Commis de la Régie et font diminuer les revenus des octrois, tant par rapport aux « dits troubles, qu'aux fraudes des bouchers et à « la cherté des bestiaux ».

C'était une capitulation honorable, mais une capitulation tout de même et qui dut sembler bien dure à un roi tel que Louis XIV.

Les gardes-jurés reparurent et reprirent officiellement les anciennes fonctions de surveillance

qu'ils n'avaient peut-être — en fait — jamais cessé d'exercer. En effet la plupart des inspecteurs de boucherie institués par l'édit de 1704 n'avaient aucune compétence technique. Ils se considéraient beaucoup plus comme les fermiers d'un privilège dont ils devaient tirer le plus grand rendement que comme de véritables agents sanitaires, et ils laissaient aux syndics à la corporation des bouchers le soin d'attirer leur attention sur la mauvaise qualité des viandes exposées en vente. En tout cas, après la suppression des inspecteurs, les gardes-jurés recommencèrent à citer personnellement en justice les contrevenants aux règlements de salubrité.

En voici la preuve :

A) Le lundi dernier Octobre 1718 (1) devant les sieurs Guillaume Morel, Pierre Lion et Robert Hérault, échevins au Gouvernement d'Honfleur, se présente Jean Lelièvre, syndic des bouchers qui vient dénoncer une fraude commise par la Vve Guérard qui a fait entrer et tuer en ville une vache quin'a pas été déclarée. Il signale aussi que ladite veuve et d'autres bouchers vendent de la viande dans leurs maisons particulières « ce qui est contre les règlements de police ». Le Conseil renvoie l'affaire au Procureur pour enquête et poursuites.

(1) Délibérations communales de ce jour BB 76

B) Le lundy 13^e Octobre 1720 (1) le sieur *Hébert*, Maître boucher est cité à comparaitre devant les échevins pour répondre de faits délictueux signalés par les gardes bouchers Jean *Lelièvre* et Charles *Mauger*. L'affaire est renvoyée pour enquête et revient à l'audience du 10 Novembre suivant. Cité comme témoin, le garde *Mauger* ne se présente pas et nous avons vu précédemment ce qu'il lui en coûta.

Jean *Lelièvre* déclare qu'*Hébert* a introduit en ville, la nuit, pour être débitée au public, une vache morte et qu'ayant voulu lui demander des explications à ce sujet il « ne put en tirer raison et ne reçut de la part dudit *Hébert* que des brusqueries « il se retira alors » étant « seul et n'ayant pas la force en mains »

La suite du procès manque au registre. Il eut pourtant été intéressant de la connaître en ce qui concerne la peine appliquée à ce boucher fraudeur qui s'était permis en outre de brutaliser un garde-juré.

Rétablissement des droits d'Inspecteurs

Le Régent qui s'était rendu compte du vide que causait au trésor la suppression des droits de 1704 et de 1710, n'hésita pas à les rétablir. Un arrêt du Conseil du Roi du 22 Mars 1722 annule en effet

(1) Délibération communale de ce jour BB 78

l'édit de 1715 et ordonne qu'il sera de nouveau créé de offices d'Inspecteurs de boucherie et que les droits seront acquittés par tous les bouchers indistinctement, ceux des lieux non sujets, comme les autres.

Ces droits furent ceux de 1704 augmentés de 4 sols par livre d'argent. De plus une nouvelle taxe de 2 deniers par livre de viande était établie sur les viandes entrant en ville par morceaux. Cet arrêt fut rendu exécutoire dans la généralité de Rouen par un règlement de la Cour en date du 22 Septembre 1722. Sa mise en vigueur suscita à Honfleur de violentes récriminations.

Les bourgeois de la ville qui s'étaient habitués depuis l'émigration des bouchers dans les faubourgs, à aller eux-mêmes chercher leur viande qu'ils acquéraient ainsi à meilleur compte, sans se préoccuper de sa salubrité, trouvèrent lourde la taxe supplémentaire de deux deniers par livre qu'on leur imposait et portèrent l'affaire devant la juridiction échevinale. Celle-ci prit le 24 Septembre 1731 la délibération suivante (2) :

« Convoquée au sujet des droits d'Inspecteurs aux boucheries que le sieur François *Delaney* adjudicataire veut faire payer sur les morceaux de viande entrant par les portes de la ville à raison de deux deniers par livre, pour entendre lecture

(1) Délibération communale de ce jour Bb 82

des oppositions et prendre une délibération, l'Assemblée n'étant pas en nombre renvoie le papier à Monseigneur l'Intendant pour que Sa Grandeur ordonne ce que jugera bon ».

La réponse ne se fait pas attendre bien longtemps : le 20 Février 1732, l'Intendant notifia aux édilès de Honfleur la décision suivante :

« Vu par nous Intendant en la généralité de Rouen l'arrêté de règlement du 22 Septembre 1722. Nous ordonnons que le dit arrêté de règlement sera exécuté selon sa forme et teneur et ses conséquences. »

« Que les bourgeois et habitants de la ville de Honfleur qui feront entrer dans la dite ville des viandes par morceaux seront tenus de faire leur déclaration et de payer les droits à l'entrée soas les peines et amendes portées par l'arrêté du 22 septembre 1722 et autres règlements. A l'effet de quoi, la présente ordonnance sera publiée et affichée dans la ville d'Honfleur. Fait à Rouen le 20 Février 1732. Signé : *de Gasville* (1).

Il n'y avait plus qu'à s'incliner. Ce que firent, mais non de bonne grâce, nos concitoyens du temps.

Un arrêté du Conseil d'Etat du Roi rendue le 31 Mai 1740 apporta, en faveur des bouchers de campagne, un adoucissement aux obligations de l'édit

(1) Archives municipales Intendance R 9 No 937 bis.

de 1722. Il fut permis à « tous particuliers non reçus maîtres bouchers » résidant dans les campagnes de massacrer et de vendre leurs bestiaux dans leurs maisons particulières sans être tenus de faire de déclaration ni d'acquitter les droits, sous condition qu'ils ne pourront les étaler ou vendre hors de leurs maisons, à moins que ce ne soit dans les lieux sujets aux droits.

B. — REGLEMENTATION DE L'ÂGE DES ANIMAUX
DE BOUCHERIE

Des difficultés ne tardèrent pas à surgir entre les bouchers et les inspecteurs au sujet de l'application des droits concernant les animaux de même espèce mais d'un âge différent. L'édit de 1704 les fixait en effet à 40 sols par bœuf ou vache et à 12 sols seulement par veau ou par génisse, mais il négligeait de spécifier l'âge exact ou devait se faire la discrimination entre ces deux catégories. Cette lacune donna lieu, suivant les provinces, à des interprétations différentes. Quelques intendants fixèrent à 3 mois l'âge-limite pour la catégorie des veaux ou génisses, d'autres plus tolérants admirent six mois, un an et même deux ans ! Cela créait des jalousies entre les assujettis de provinces voisines dont les uns bénéficiaient d'un régime plus large que les autres. Pour remédier à cela, le pouvoir central décida d'unifier la réglementation et un arrêté du Conseil

en date du 14 Novembre 1723 décida que les veaux ou génisses seraient réputés bœufs ou vaches à partir de l'âge de six mois. Les bouchers furent tenus de déclarer l'âge exact de leurs animaux sous peine de confiscation et d'une amende de 300 livres par contravention.

C. — EDITS DE 1745 ET DE 1771

Deux nouveaux édits, l'un de 1745, l'autre de 1771, vinrent compléter la réglementation de la période que nous étudions.

L'édit de février 1745 créa des Inspecteurs et contrôleurs des gardes-jurés, non pas tant pour surveiller ces derniers comme semblerait l'indiquer leur titre, que pour trouver un prétexte à la perception de nouveaux droits. Ceux-ci furent fixés à 6 livres pour les bouchers de Paris et aux $\frac{2}{3}$ de cette somme, soit 4 livres pour les bouchers des communautés de Province.

Enfin l'édit de Novembre 1771 prorogea indéfiniment les droits d'inspecteurs aux boucheries qui jusque là n'étaient établis que pour une période de 9 ans, toujours renouvelée d'ailleurs, et les augmenta de 8 sols par livre d'argent. Cet état de chose dura tant bien que mal jusqu'en 1776.

CHAPITRE V

Période de 1776 à 1791

A. SUPPRESSION ET RÉTABLISSEMENT DES CORPORATIONS

Travaillée par les écrits des Philosophes qui, s'inspirant des libertés anglaises, commençaient à attaquer sévèrement les abus du Régime Royal et à battre en brèche le régime lui-même, l'opinion publique s'agitait en faveur de l'avènement d'une ère d'équité et de liberté.

Les entraves apportées au Commerce par les privilèges excessifs des corporations provoquaient en particulier de vives récriminations. Aussi le roi rendit-il en Février 1776 sur la proposition de son ministre Turgot, un édit portant suppression des communautés et corps de métiers. Il fut licite à tout citoyen d'exercer n'importe quel genre de commerce, sous la seule réserve d'en faire la déclaration à l'officier de police et de se conformer aux lois et règlements du Royaume.

Cet édit enregistré par le Parlement le 12 Mars 1776 comportait quelques articles visant spécialement le métier de boucher. L'art. 6 défendait aux

gens de ce métier de quitter leur état sans en avoir avisé au moins un an à l'avance le lieutenant de Police et l'article 13 interdisait aux gardes-jurés de faire désormais « aucunes ventes, inspections ou saisies » et d'intenter ou poursuivre aucune action en justice au nom de leur communauté.

Mais les corporations en général, et celle des bouchers en particulier qui était certes l'une des plus privilégiées et des plus puissantes ne se résignèrent pas facilement à l'abandon de droits plusieurs fois séculaires. Elles avaient au Parlement des amis nombreux, et leurs richesses leur permettaient, à cette époque de péculat, d'influencer favorablement la volonté des indécis. Elles se remuèrent tellement bien qu'elles amenèrent le Parlement à faire des remontrances au roi, au sujet de l'édit de février. Louis XVI céda et par un nouvel édit du 28 août 1776, il rétablit pour Paris six corps de marchands et 44 communautés d'arts et métiers. Il faisait toutefois une large concession à l'opinion publique en déclarant ces associations accessibles à tout le monde au lieu d'en faire comme par le passé un monopole héréditaire.

D'autres dispositions prises en Avril 1779 réglèrent le sort des corporations de province et particulièrement de celles ressortant du Parlement de Rouen, en les mettant sur le même pied que celles relevant du Parlement de Paris. Voici en résumé ce qui fut édicté :

Art. 2. — Les communautés ont le privilège exclusif d'exercer la profession attribuée à chacune d'elles.

Art. 6. — Tous français ou étrangers peuvent y être admis en payant le droit de réception.

Art. 9. — Les maîtres des anciennes communautés ou leurs veuves continueront leur métier comme *Agrégés* sans payer aucun droit. Mais s'ils veulent être admis comme maîtres, ils pourront le faire dans les trois mois en payant seulement le quart du droit de réception.

Art. 11. — Le cumul des professions est autorisé à condition de se faire admettre dans les diverses communautés, de payer pour chacune le droit de réception et d'être autorisé par le Juge de Police.

Art. 13. — Les agrégés ne sont pas admis aux assemblées, ils peuvent seulement exercer leur profession sous le contrôle des syndics et adjoints.

Art. 14. — Chaque communauté est administrée par des syndics et deux adjoints élus pour deux ans. Ces derniers ont la gestion des deniers communs et sont chargés de veiller à l'exécution des statuts et règlements.

Art. 17. — Les assemblées sont présidées par les syndics ou adjoints et leurs délibérations ne sont

valables qu'après approbation par le juge de police.

Art. 18. — Les juges de police recevront une indemnité de six livres pour assister à l'élection des syndics ou à la réception des maîtres. Le Procureur du Roi recevra en outre 4 livres et le greffier 2 livres non compris les droits de scel et de signature.

Art. 19. — Sur les droits de réception, les syndics réserveront le quart pour l'usage de la communauté. Il leur sera attribué en propre le cinquième de ce quart.

Art. 21. — Les syndics ne peuvent ester en justice sans l'autorisation de la communauté sauf pour les actions en validité de saisie.

Art. 23. — Ils rendront compte de leur gestion, en présence du procureur du Roi et de leurs successeurs dans les deux mois qui suivront la fin de leur mandat.

Art. 24. — Les maîtres et agrégés peuvent ouvrir boutique où bon leur semble. Le Droit de maîtrise est fixé à 200 livres pour les villes de premier ordre et à 100 pour les autres. C'est ce droit qui fut perçu ici.

L'Edit d'avril 1779 fut complété par plusieurs autres, destinés à en interpréter les articles ou à préciser les obligations des bouchers.

C'est d'abord une déclaration du Roi, datée du 15 Février 1780 qui réunit en un seul tous les règlements anciens visant la perception des droits : En voici le résumé

Art. 1^{er}. — Les veaux et génisses paieront dès l'âge de six mois les mêmes droits que les bœufs et les vaches. Dès le lendemain de la St-Jean-Baptiste les agneaux paieront comme moutons.

Art. 2 — La déclaration et le paiement devront se faire aux bureaux d'entrée de la ville avant de pouvoir conduire les animaux dans les étables et toute infraction à cette disposition entraînera la confiscation plus une amende de 300 livres.

Art. 3. — Les dispositions précédentes s'appliquent aux brèches, poternes ou fausses portes des villes ou bourgs fermés.

Art. 4. — L'entrée d'animaux est interdite avant 5 heures du matin et après 8 heures du soir du 1^{er} Avril au 1^{er} octobre. Avant 7 heures du matin et après 5 heures du soir pendant les autres mois.

Art. 12. — Les édits de Février 1710 et de mars 1722 sont maintenus ; en conséquence, les bouchers des lieux sujets et leurs enfants qui s'établiront dans les paroisses situées en dehors des villes ou bourgs fermés ne pourront tuer ni débiter aucune viande sans avoir fait la déclaration et acquitté les droits.

Art. 13. — Les bouchers ne pourront abattre que dans les tueries et lieux ordinaires à ce destinés, et ne vendre qu'aux étaux publics.

Art. 14. — Il leur est interdit de débiter d'autres viandes que celles provenant des bestiaux abattus pareux.

Art. 15. — Les préposés à la perception pourront exercer leur contrôle tous les jours tant dans les tueries ordinaires et les étaux publics que dans les granges, écuries et autres dépendances des maisons de bouchers. Ceux-ci devront à toute réquisition présenter leurs viandes : leurs acquits et laisser relever le compte des bestiaux sacrifiés ou non, ainsi que des viandes en morceaux.

Art. 18. — Les bouchers exerçant dans les paroisses situées à moins d'une lieue des villes ou bourgs sujets devront faire leur déclaration et payer les droits.

Art. 19. — Les bouchers non reçus maîtres demeurant dans des paroisses n'étant pas sujettes aux droits ne pourront vendre qu'à leur domicile.

C'est en quelque sorte la synthèse de tout ce que nous avons vu antérieurement.

Puis vient un arrêt du Conseil du Roi en date du 1^{er} Mai 1780 qui éclaire les syndics et leurs adjoints sur la façon dont ils doivent rendre leurs comptes conformément à l'art. 23 de l'édit de 1779

et sur les peines qu'ils encourent en cas de négligence.

C'est ensuite une déclaration du Roi, en date du 6 Février 1783 qui règle le sort des bouchers des fauxbourgs. En voici la Substance :

Art. 1^{er}. — Les Maîtres ou artisans des villes sujettes qui s'établiront dans les fauxbourgs devront se faire recevoir Maîtres de la Communauté de ces villes.

Art 2. — Ceux qui exercent actuellement dans les fauxbourgs devront se faire *Agréger* aux communautés de leur métier. Ils pourront s'y faire recevoir comme *Maîtres* en payant le quart seulement des droits de réception.

Art 6. — Les anciens statuts des corporations sont abrogés. Les nouvelles communautés devront en solliciter de nouveaux. En attendant que ceux-ci leur soient octroyés, elles devront se conformer à un règlement type annexé à la présente déclaration.

Ce dernier article demeura lettre morte à peu près partout en ce qui concerne sa première partie et notamment à Honfleur. La communauté des bouchers se conforma au règlement type dont il a été question, mais il ne semble pas qu'elle ait jamais sollicité des statuts nouveaux pendant la période de six années qui s'étend de 1783 à la Révolution.

Le règlement annexé à la déclaration du roi précitée reproduit les principales dispositions de l'édit d'Avril 1779. Il fixa notamment les conditions de l'apprentissage et de l'accession à la maîtrise ainsi que les droits à payer dans les deux cas.

Il oblige chaque communauté à établir tous les ans sous le contrôle du juge de police, deux tableaux, l'un contenant le nom des Maîtres par ancienneté et ceux de leurs apprentis, l'autre le nom des anciens maîtres n'ayant pas payé les nouveaux droits de maîtrise et qui étaient simplement agrégés. Ces derniers ne pouvaient prendre part aux délibérations de la Communauté.

Il prévoit également le mode de nomination des syndics et des adjoints, la durée de leur mandat et la nature de leurs fonctions. Parmi celles-ci nous citerons : La Présidence des assemblées, lesquelles ne pourront avoir lieu qu'en présence du Juge de police, la gestion des deniers communs et l'administration des affaires corporatives, la police intérieure de la Communauté et les visites à faire chez les maîtres et agrégés. Ces visites sont fixées à quatre au minimum par an, et donnent lieu pour chacune à la perception d'un droit de 20 sols dans les villes de première classe et de dix sols dans les autres, dont trois quarts pour la Communauté et un quart pour les syndics.

Ceux-ci doivent rendre compte à l'assemblée

du résultat de leurs visites et citer à y comparaître les maîtres ou agrégés trouvés en faute.

S'il y a récidive, le Procureur du Roi en est avisé par un procès verbal.

Les syndics doivent également rendre compte de leur gestion dans les deux mois qui suivent la fin de leur exercice. Ils ne peuvent former aucune action en justice sans y être autorisés par l'Assemblée, sauf pour faire valider une saisie. Il leur est interdit dans ce dernier cas d'accepter aucun accommodement sans l'avis du Procureur du Roi.

Ce règlement resta en vigueur jusqu'à la suppression des Communautés en 1791.

Nous avons vu que l'édit d'Avril 1779 accordait un délai de trois mois aux Maîtres des anciennes corporations pour se faire recevoir comme tels dans les nouvelles Communautés.

Ce délai était bien bref pour l'époque, si l'on considère le temps qu'il fallait pour que les corporations soient avisées des dispositions nouvelles et puissent les faire connaître à tous les intéressés. Bien des Maîtres ne se mirent pas en règle à temps et ne purent profiter des réductions prévues sur les droits de Réception. Ils n'en continuèrent pas moins à exercer leur profession, ce qui n'alla pas sans créer des difficultés entre eux et ceux qui s'étaient conformés à l'Edit.

Pour couper court à ces conflits un nouvel arrêté du Conseil du Roi, du 28 Août 1783 prorogea

jusqu'au 1^{er} Mars 1784 le délai qui était accordé aux Maîtres pour profiter des dispositions bienveillantes de l'édit de 1779. Enfin des lettres patentes du 7 Février 1784 rendues exécutoires dans la généralité de Rouen, par arrêt du Parlement de cette ville du 11 Mars suivant, concédèrent aux agrégés le droit de faire inscrire leurs fils sur les registres de la Communauté et de les faire travailler avec eux comme apprentis.

Les bouchers de la ville de Honfleur et des faubourgs s'empressèrent d'adhérer pour la plupart aux précédents réglemens et de solliciter soit l'accession à la Maîtrise, soit tout au moins l'agrégation à la Communauté. Quelques-uns firent les récalcitrants et il fallut l'intervention des syndics pour les amener à composition.

Voici quelques exemples qui nous éclaireront sur la façon dont se faisait la procédure dans ces divers cas.

1^o AGRÉGATION AUX COMMUNAUTÉS (1)

Devant M^c Renout, Greffier du Baillage. Du 29 Décembre 1779. Dudit jour et an, s'est présenté Pierre Chardey, demeurant à Gonneville, porteur de requêtes qu'ils nous auroient présentées ce jourd'huy ; expositif qu'il exerçait en ville la profession de boucher avant l'Edit d'avril dernier.

(1) Archives communales, documents du baillage — C 2.

Que son intention est de la continuer comme par le passé, mais comme il ne peut le faire sans y être admis ny sans y être autorisé, il nous prie lui fixer jour et heure de notre commodité aux fins de recevoir sa déclaration. Ladite requête signée, scellée, archivée et en forme souscrite de notre première ordonnance soy communiquée au Procureur du Roy intervenu sur ses conclusions qui fixe aujourd'hui notre commodité :

Vertu de laquelle il se nomme Pierre Chardey, demeurant en la paroisse de Gonnevillle, que son intention est de continuer la profession de boucher et de s'agréger à icelle pour tenir boutique ouverte. Sur quoy, ouï le Procureur du Roy, nous avons accordé acte de la déclaration dudit Chardey. En conséquence, lui, Agrégé, à la profession de boucher. A l'effet de quoy nous avons reçu son serment en tel cas requis. Aussi l'avons autorisé de vendre à boutique ouverte, ce qu'il a signé après lecture faite. Signé : P. Chardey.

En marge : Reçu pour les droits du Roy, 2 sols 2 deniers.

Honfleur le 12 Février 1780. Signé : Des Hauvents.

De l'examen de cette pièce, il résulte que, pour se faire agréger à la Communauté, un boucher devait adresser une requête au Greffier du baillage. Celui-ci la transmettait au procureur du roi pour avis.

Il convoquait ensuite le requérant, lui faisait prêter serment et signer le procès-verbal de réception. Après quoi, l'agrégé n'avait plus qu'à passer chez le Procureur acquitter les droits du Roi.

2° PROCÉDURE CONTRE LES RÉCALCITRANTS

Le 2 Août 1783 (2), à la requête de Jacques Maréchal, Pierre Campion, Charles Liétout et Jacques Langlois, syndics et adjoints de la Communauté des bouchers-charcutiers d'Honfleur, sont cités devant le juge du baillage les nommés Carpentier fils, Sébastien Morin fils, Lamare, Jacques Lihard et Auzerai, tous bouchers de campagne qui avaient négligé de se faire agréger à la Communauté de la ville et exerçaient quand même leur profession.

Le Procureur renvoie les parties devant leurs avocats respectifs en espérance de conciliation « pour en revenir en cas de désaccord ».

Il y a lieu de penser que l'accord se fit dans le sens du règlement puisque nous ne trouvons aucune trace du retour de l'affaire.

3° REDITON DE COMPTES PAR LES SYNDICS

Nous trouvons également dans les archives du Baillage d'Honfleur des exemples de l'application

(1: Documents du baillage, liasses C 3.

de l'art. 23 de l'édit de 1779, obligeant les syndics à rendre leurs comptes deux mois après la fin de chaque exercice et nous pouvons nous faire une idée de ce qu'il leur en coûtait en cas de négligence.

Le 2 Août 1782 (1) le procureur du roi assigne devant la Juridiction de police du baillage, Jacques Chardey, l'un des syndics actuellement en exercice de la Communauté des bouchers et charcutiers d'Honfleur, tant pour lui que pour les autres syndics et adjoints aussi en fonction, pour qu'il plaise au siège de condamner ledit Chardey, de convoquer les autres syndics et adjoints, ainsi que les Maîtres de ladite Communauté au jour que le siège fixera pour,

« Faire judiciairement et par voye de scrutin, élection de nouveaux syndics et adjoints en lieu et place de ceux actuellement en exercice aux termes de l'Edit d'avril 1779, à quoy ledit Chardey, en cas de refus sera contraint à ses propres frais jusqu'à concurrence de dix livres par saisie et vente de ses meubles et effets.

« Il sera en outre déclaré garant, vu sa négligence, de tous dommages qui pourraient en résulter pour la Communauté.

« En outre après l'élection de ses successeurs, ledit Chardey syndic et ceux qui le sont avec lui devront rendre bon et fidèle compte des manie-

(1) Archives municipales — police du baillage C 2.

ments, gestion et administration des deniers et affaires de la Communauté et d'en payer le reliquat en la forme dudit Edit et de l'arrêt du Conseil du 1^{er} May 1780. Faute de quoy ils seront condamnés à vingt livres d'amende au profit de la Communauté pour chaque quinzaine de retard.

Le siège adjuge au Procureur ses conclusions et fixe au mardi suivant, à 9 heures du matin, le jour de l'élection des syndics et adjoints. Jacques Chardey s'empresse de se conformer aux injonctions cominatoires qui lui étaient faites et le scrutin eut lieu au jour indiqué. Jacques Maréchal et Pierre Campion furent désignés comme syndics, Charles Liétout et Jacques Langlois comme syndics adjoints.

Ces derniers n'hésitèrent pas à faire appliquer les règlements en vigueur et nous avons vu dans le paragraphe précédent qu'ils mirent en demeure les bouchers de campagne d'avoir à remplir les formalités exigées par l'agrégation.

B) RÉGLEMENTATION SANITAIRE

En même temps qu'il règle l'organisation et l'administration des Communautés, le pouvoir Royal s'occupe aussi de la question de salubrité.

Un arrêt du Conseil en date du 1^{er} Juin 1782 (1) édicte que

(1) Cité par Raillet : Traité de l'Inspection des viandes, page 2.

« Défenses sont faites à tous bouchers de tuer
« et d'habiller des bestiaux qui ne seraient pas
« sains, de vendre et de débiter des viandes gâtées
« et corrompues et de vendre des veaux de moins
« de six semaines » et confirmant un arrêt du Par-
lement du 13 Juillet 1690, il rend le vendeur ga-
rant envers le boucher de la mort naturelle des
bestiaux destinés à la boucherie pendant les neufs
jours de la vente, si la mort n'est pas imputable au
boucher.

A noter que cet arrêté de 1782 n'a pas été abrogé
par les lois révolutionnaires et qu'il a continué à
régir la matière jusqu'à la promulgation de la loi
de 1851. La juridiction du baillage d'Honfleur le
mit immédiatement en application et le Lieutenant
du Roi rendit l'ordonnance de police suivante :

« Défenses à tous bouchers et charcutiers de
tuer bœufs ou vaches malsains, comme aussi d'ex-
poser en vente aucune viande corrompue. A eux
enjoints de fournir leurs étaux ou boutiques de
chairs saines et nettes à peine de confiscation de
toutes celles trouvées sur lesdits étaux ou boutiques
sans préjudice de l'amende au cas appartenant.

« Défenses sont également faites sous les mêmes
peines de tuer veaux, agneaux et chevreaux qui
n'aient au moins six semaines et les bêtes à laine
qui auraient la clavelée ou autres maladies ».

« Défenses sont faites à tous les bouchers, char-
cutiers et autres de jeter, verser ou déposer dans

les rues et sur les places, le sang et les vidanges des bestiaux qu'ils abattent. A eux enjoins de faire verser ce sang et ces vidanges dans les banneaux et tombereaux employés au nettoïement de la ville ou à défaut faire porter eux-mêmes hors de la ville ».

Un autre arrêt du Conseil du 16 Juillet 1784 (1) visant surtout la police sanitaire défend aux équarrisseurs, sous peine de « déchéance ou toute autre punition », de vendre aucune viande des chevaux ou animaux qui auraient été abattus pour être enterrés.

Enfin, une disette de fourrage, occasionnée par la sécheresse qui sévit en 1785 sur toute la Normandie, ayant amené l'abatage en masse des bestiaux dans cette province, le Parlement de Rouen, désireux de reconstituer le cheptel, rendit un arrêt, le 27 Janvier 1787, par lequel il était interdit de massacrer aucun veau femelle pendant le cours de l'année, sous peine de 50 livres d'amende (2).

C) PRÉPARATION AUX ETATS-GÉNÉRAUX

Au début de l'année 1789, s'ouvre le prologue du grand drame qui allait bouleverser la France et le monde. Le 24 Janvier paraissent les lettres patentes de Louis XVI convoquant les Etats-Généraux.

(1) Cité par Conte : Police sanitaire 1895, page 2.

(2) Arrêt imprimé ; cité par Gallier : La boucherie Caennaise. Page 251.

La Municipalité de Honfleur, réunie le 22 Mars 1789 (1) prend connaissance de ces lettres ainsi que d'une ordonnance en forme de règlement édictée par le lieutenant général du Baillage, en date du 14 Mars, et décide ce qui suit :

1°) Que les pièces ci-dessus seront lues, publiées et affichées le lendemain 23.

2°) Qu'en exécution dudit règlement il sera écrit aux syndics des divers corps d'Arts et Métiers de cette ville « aux fins par eux de convoquer incessamment chacun endroit soy, les membres « composant leur Communauté pour élire et nommer un député en raison de cent individus et au-dessous. Lesdits syndics sont en outre avertis « de faire trouver le député élu par la Communauté, « avec le Procès-verbal de son élection, en l'Assemblée qui sera tenue en l'Hôtel de Ville, le 27 « de ce mois pour rédiger le cahier de doléances « du Tiers-Etats, et élire les huit députés qui doivent le représenter à l'Assemblée du Baillage ».

A la suite de cette convocation, la Communauté des bouchers-charcutiers se réunit en assemblée extraordinaire le 26 Mars, dans une chambre du sieur Marie, aubergiste rue Royale, sous la Présidence de Jacques Chardey premier syndic. Etaient présents : Jacques Chardey (rue de la Boucherie), Jacques Maréchal (rue St-Léonard), Pierre Char-

(1) Délibération communale de ce jour — BB 110 F° 39.

dey fils Pierre (rue de la Ville), Pierre Campion (Ste-Catherine), Thomas Campion (Ste-Catherine), Jacques Mutrel (rue St-Léonard), Pierre Chardey fils Jean (Gonneville), Louis Carpentier (Paroisse Notre-Dame) et Louis Morin (Equemauville).

Pierre Chardey, fils de Pierre, fut élu délégué des bouchers et participa comme tel à l'Assemblée Communale du 27 Mars qui nomma les Députés de la Ville (1).

(1) Archives municipales : Corporations HH 33

CHAPITRE VI

Règlementations diverses

1^o HYGIÈNE ET PROPRETÉ DES BOUCHERIES

Le Conseil Echevinal comme le Gouverneur de la ville d'Honfleur n'ont jamais négligé d'assurer, en même temps que la salubrité des viandes exposées dans les boucheries, l'hygiène et la propreté de celles-ci.

De nombreux documents en font foi.

En 1668, le 5 Août, le Gouverneur qui était alors Anthoine de Villeneuve, Sieur de Monts prit l'arrêté suivant :

« De par le Roy et Monseigneur le Gouverneur..

« Deffenses aux bouchers de ceste ville de laisser ny sang ny aucunes immondices des bestes
« qu'ils tuent, tant dans leurs maisons particulières qu'à leur boucherye et il leur est enjoint de
« porter le tout à l'Hôpital et au Havre neuf, dans
« la Mer (1)

(1) Cité par Bréard : Archives de Honfleur page 122..

Cet arrêté ne fut pas respecté longtemps, si bien qu'en 1697, le 1^{er} Janvier (1) plusieurs bouchers : Henry Hébert, Robert Lepillois, Charles Mauger, Pierre Hagulon, François Guérard, Pierre Lepillois, Jean Duval, François Mauger, Jean Le Clerc, la veuve Jean Guérard et Richard Deshayes, c'est-à-dire à peu près tous les membres de la corporation, sont cités devant le Lieutenant du Roi et les échevins pour avoir jeté des vidanges de leurs bêtes « qui infectent toute la ville ».

Le lieutenant de Roi requiert pour chacun des délinquants une amende de 30 livres et la condamnation aux frais curiaux. Le Conseil, tenant compte qu'entre la citation et la comparution les vidanges ont été « ostées » les condamne simplement aux frais curiaux, mais il leur fait « deffenses, à peine de 10 L, d'amende applicables à « l'Hôpital « de ce lieu, de jetter leurs vidanges ailleurs que « dans le chenal proche de la Tour ronde de ce « lieu, au-delà de l'écluse du Hâvre neuf »

Ainsi rappelés à l'ordre, les bouchers se plièrent pendant quelque temps à l'observance du règlement, et jusqu'en 1718 aucune infraction n'est signalée. Mais à cette date il est certain qu'ils ne tenaient plus guère compte des prescriptions d'hygiène puisque les habitants voisins de la bouche-

(1) Délibérations communales de 1697 : BB 64.

rie furent obligés de porter plainte à cause des mauvaises odeurs.

Le conseil de Ville rendit le 22 Août 1718, la sentence suivante : (1)

« Devant nous, eschevins soussignés, sur la
« dénonciation qui nous a été faite judiciairement
« par plusieurs personnes voisins de la boucherie
« de cette ville, que les bouchers jettent le sang et
« autres immondices de leurs boucheries dans les
« courants et ruisseaux qui escoulent et se rendent
« dans le bassin, en sorte que ledit sang et im-
« mondices causent des puanteurs qui pourraient
« causer des maladies ».

« Pourquoi, ouy le sieur Pierre Vion, Conseiller
« en cet hôtel stipulant pour le Procureur du Roy,
« nous avons faicts deffenses à toutes personnes,
« nottamment aux bouchers, de jeter aucuns sangs
« ni immondices dans lesdits courants, à peine par
« le contrevenant de 60 sols applicables à l'Hôpi-
« tal de cette ville. Et affin que la présente soit no-
« toire, elle sera leüe et affichée partout où il ap-
« partiendra, et enjoint au sergent de cet hostel de
« tenir la main à la présente qui sera exécutée
« comme faict de police, nonobstant opposition,
« appellation et autres voyes quelconques, sans y
« préjudicier ; suivent les signatures. Et en marge :

(1) Délibérations communales de 1718 : BB 76

« Mais bien de les porter à la mer près de la Tour
« ronde. »

Cette sentence pourtant explicite et sévère demeura sans effet puisque moins de quatre ans après, le lundi 1^{er} Juin 1722 (1) le Conseil de ville est obligé d'intervenir de nouveau :

« Du lundi premier Juin 1722. Le Maire et les
« Echevins, Juges de police et conservateurs de
santé, considérant que les bouchers et tripiers jettent toutes les vidanges des bestiaux qu'ils tuent ainsi que le sang qu'il répandent dans icelle ville et dont ils font un amas très grand ; qu'ils ne veulent pas même nettoyer leurs boucheries, ce qui cause une puanteur si grande que les voisins vont être contraints d'abandonner leurs maisons et même qu'il y a lieu de craindre que par les temps de chaleur, cette infection ne cause des maladies dangereuses. Le Conseil arrêté sur conclusions de M^e Guillaume Villey, conseiller faisant fonction de Procureur syndic, que les bouchers et tripiers seront contraints de porter les vidanges de leurs bestiaux et tripes, à la Mer, derrière la tour ronde du Hâvre neuf, et que le sang sera recueilli dans des seilles pour y être aussi porté. Qu'ils devront enlever incessamment les monceaux par eux amassés et nettoieront tous les soirs leurs boucheries à peine de 20 livres d'amende applica-

(1) Délibérations municipales de 1722 BB 78

bles aux pauvres de l'Hôpital. Et pour éviter toute contestation, les gardes-bouchers sont rendus responsables de l'exécution de cet arrêté. »

Cette délibération nous laisse entrevoir que la patience du Conseil de Ville était à bout. Il élève de 60 sols à 20 livres l'amende à appliquer aux délinquants et comme il se rend compte qu'on ne mène pas les bouchers avec des règlements, il rend les gardes-jurés — qui ont la police intérieure de la corporation — responsables des infractions qui pourraient être commises ultérieurement.

C'était le meilleur moyen, et de fait depuis cette époque jusqu'à la Révolution, on ne trouve plus aucune trace de rappel à l'ordre, si ce n'est dans le règlement général de Police de 1782 que nous avons cité plus haut.

2^e BOUCHERIE DE CARÊME

Une des réglementations les plus curieuses, visant la vente des viandes sous l'Ancien Régime, c'est celle de la boucherie de Carême.

Dans son zèle religieux, le roi Louis XIV, en même temps qu'il envisageait la Révocation de l'Edit de Nantes, édictait des mesures propres à assurer dans tout le Royaume, l'observation de l'abstinence de viande ordonnée par l'Eglise pendant le temps du carême.

Toutes les boucheries durent fermer du mercredi des Cendres à Pâques, sauf celles qui, sous certaines conditions devaient assurer la subsistance des malades.

Dès 1803, le Conseil de Ville d'Honfleur régla la question par l'arrêté suivant :

« Du 9 mars 1683 (1)... Ce faict étant nécessaire de pourvoir aux malades et infirmes qui ont besoin de viande pendant ce temps de carême, ledit Procureur syndic nous a requis y être pourveu et qu'il soit nommé deux bouchers auxquels il sera permis de vendre et débiter des viandes de boucheries.

« Entérignons laquelle requeste dudit Sieur Procureur syndic, nous avons nommé Denis Haguelon et Pierre Delamare Maistres bouchers, auxquels nous avons permis de débiter des viandes de boucheries pendant ce temps de carême, à la livre, par le prix de trois sols six deniers la livre, et à eux faict deffenses d'en vendre autrement qu'à la livre et sur led. prix, parce que desdits Haguelon et Delamare paieront chacun cent sols aux mains du trésorier comptable de l'hospital en l'Eglise Sainte-Catherine, et que deffenses sont faictes à tous autres maistres bouchers de vendre et de débiter des viandes pendant led. temps de carême et led. Haguelon et Delamare signé. » Signé

(1) Délibérations communales de 1683. BB 59 f° 45.

P. Delamare, d. Haguelon, avec paraphes. — Et faisant droit sur ce que lesdits Haguelon et Delamare nous ont remontré qu'il leur est nécessaire d'estaller leurs viandes pour faire connaître le pouvoir qu'ils ont d'estaller et de vendre lesd. viandes, nous les avons permis d'en faire montre d'un morceau ; parce que deffenses leur sont faites d'en vendre aux personnes de la Religion prétendue réformée sinon en cas de maladie ».

Ainsi donc à l'origine le Conseil de ville désignait les bouchers privilégiés et ne leur imposait qu'une légère redevance en faveur de l'Hôpital. Il s'aperçut bien vite que ce privilège ainsi octroyé donnait lieu à des récriminations et à des intrigues et il résolut d'exploiter la compétition des bouchers en le mettant dorénavant aux enchères. Il prit en 1690 une délibération dans ce sens (1). « Le privilège appartiendra à celui qui augmentera le plus l'aumosne de l'hospital. L'adjudicataire ne devra livrer de viande qu'à ceux qui auront permission d'en acheter signées des sieurs curés des paroisses de la ville et villages voisins. Il sera tenu à ne vendre que de bonnes viandes au prix de 3 sôls la livre, à peine de confiscation de celles qui ne seraient pas trouvées bonnes et devra payer les frais de criée et d'adjudication ».

(1) Délibération du 12 avril 1690. BB 61 f° 21.

Le sieur Thomas Boudin qui avait offert pour l'hôpital 20 livres, fut déclaré adjudicataire.

C'était un heureux début et on ne devait pas s'arrêter là. En 1694 et 1695, le privilège fut adjugé à Louis Guérard pour 50 livres. Les enchères atteignirent successivement 80 L. en 1711, 130 L. en 1742, 150 L. en 1714, 180 L. en 1722, 225 L. en 1729, 275 L. en 1734, 340 L. en 1742, 520 L. en 1745, 620 L. en 1785, 850 L. en 1788 (1) pour se terminer en 1791 à 720 L. Nous sommes loin des 60 sols de l'origine.

Ces adjudications eurent des sorts divers. Tantôt il se manifesta une compétition acharnée entre les bouchers, tantôt il y eut carence complète de la part des enchérisseurs. Une clause du cahier des charges qu'on y voit figurer depuis 1718 (2) permet à tout concurrent évincé par la première adjudication de tiercer celle-ci dans les 24 heures et de la tripler dans la huitaine. Le tiercement consisterait en une surenchère tablée sur 3 fois le prix de l'enchère minimum. Ainsi, s'il avait été décidé que chaque enchère devait être au moins de 5 livres, celui qui voulait tiercer devait offrir au moins 15 livres au-dessus du prix adjugé. Le triplement consistait à offrir d'un seul coup trois fois le montant du tiercement.

(1) Délibérations communales de ces diverses années BB registres 59 et 110 inclus.

(2) Délibération du 14 Février 1718, BB 76.

En supposant comme précédemment l'enchère à 5 livres, il fallait donc offrir 45 livres au-dessus du prix de l'adjudication.

Dans l'un et l'autre cas, il était procédé à de nouvelles enchères sur les prix ainsi offerts, et le privilège restait, après l'extinction du troisième et dernier feu, au plus offrant et dernier enchérisseur. Nous trouvons des exemples de tiercement et de triplement.

En 1728, (1) le 26 janvier, la boucherie de carême est adjugée, le minimum des enchères étant fixé à 5 livres, à Jacques Chardey pour 165 livres, le jour même, Etienne Morel se présente pour faire une déclaration de tiercement, il offre en conséquence 15 livres de plus, soit 180 livres. Une nouvelle adjudication a lieu le 3 février suivant, avec ce dernier prix comme base. Chardey l'emporte à 195 livres. D'autres cas de tiercement eurent lieu en 1729, 1734, 1735, 1748, etc... et de triplement en 1734, 1786 et 1788 (2).

Par contre, il y eut des années où il ne se présenta personne. En 1716, le Conseil des échevins est obligé, vu la carence des bouchers, de confier aux Directeurs de l'Hôpital le soin d'assurer eux-mêmes le service de la viande de carême, en fai-

(1) Délibérations communales des 26 Janvier et 3^e Février 1728, BB 80.

(2) Délibérations de ces diverses années, série BB.

sant massacrer les bœstiaux par un boucher de leur choix (1).

En 1720, la première bannie eut lieu le 15 janvier. Il y eut offre à 80 l., mais le conseil de ville refuse d'adjuger à ce prix et décide de procéder à de nouvelles enchères, le 29 janvier suivant. Il ne se présente personne ce jour-là. Une troisième séance qui eut lieu le 5 février n'eut pas plus de succès. Cependant, après l'extinction du troisième feu, la Veuve Guérard demande à être entendue par le Conseil, et offre de prendre le privilège pour 100 l.

Il fallut bien se contenter de cela, faute de mieux. Encore était-il entendu que les 40 sols d'épices que remettait habituellement l'adjudicataire, au concierge de l'Hôtel de ville, seraient compris dans ces 100 livres (2).

En 1772 (3) à la suite d'une cabale des bouchers dont nous parlerons plus loin, il y eut encore absence complète d'enchérisseurs. Après une seconde séance également infructueuse, le Conseil est de nouveau obligé de confier à l'Hôpital le soin d'assurer la boucherie de carême.

Le receveur de cet établissement est autorisé à choisir deux bouchers de confiance pour l'achat, l'abatage et la distribution des viandes. Il devra

(1) Délibération du 24 Février 1716, BB 73.

(2) Délibérations des 15, 29 Janvier et 5 Février 1720, BB 76

(3) Délibérations des 2 et 16 Février 1772. BB 107.

également désigner un préposé pour vendre dans la Paroisse St-Thomas de Touques, qui, depuis 1749 relevait du bailliage d'Honfleur

Le prix de vente de la viande, toujours modique, subit néanmoins de nombreuses fluctuations au cours des ans. Nous l'avons vu à 3 sols 6 deniers en 1683.

En 1710, le prix de vente est lui-même mis aux enchères. Jean Lelièvre offre de vendre « bœuf, mouton et veau » à 5 sols la livre, Lavallée-Hébert déclare qu'il le fera pour 4 sols 9 deniers, et Jean Guérard pour 4 sols 8 deniers. Ce dernier obtient le privilège à ce prix.

En 1711, le Conseil taxe la viande de carême à 4 sols 6 deniers, et à 5 sols en 1715. En 1716, le bœuf et le mouton sont vendus 4 sols la livre et le veau 4 sols 1/2. A partir de 1720, on revient à 5 sols, puis nous voyons 5 sols 6 deniers en 1723. Depuis cette date jusqu'en 1772, les prix limites varient entre 7 et 6 sols pour la viande de choix et entre 6 et 3 sols pour la catégorie inférieure.

En 1772, le Conseil ayant été avisé que les bouchers vendaient souvent de la viande de deuxième choix au prix du premier, résolut de réglementer lui-même les catégories.

Il décide que les aloyaux, maigres de bœuf, rond de bœuf et vache, queue de bran, gigot carré et haute pièce de mouton, tison, roignon et rouelle de veau seront vendus 8 sols la livre.

La poitrine et le flanc de bœuf, l'épaule et la poitrine de veau 7 sols ; et enfin les cols, jarrets, gras de jambe, fausses coupes, épi, morceau de meuble qui est l'autre bout de l'épi, etc... 5 sols la livre (1). Quant aux têtes, pieds, foies, cœurs, fressures, et autres issues, on les débitera non à la livre, mais « à prix deffendu ». En 1773 la viande de premier choix passe à 10 sols la livre. De 1783 à 1791, les prix limites sont de 9 et de 6 sols.

Les conditions du cahier des charges subirent aussi quelques modifications, ainsi que les amendes à infliger soit aux bouchers non autorisés qui vendaient pendant le carême, soit à l'adjudicataire pour inexécution de son contrat.

En 1712, on stipule que la viande de carême devra « être bonne, loyalle, marchande et subjectte « à visite des gardes. »

En 1713, on ajoute que « toute viande qui ne « serait pas reconnue par les gardes, bonne à entrer dans le corps humain sera confisquée avec « amende qui sera jugée » et que « nul autre que « l'adjudicataire ne pourra vendre de viande à peine « de 50 L. d'amende, moitié pour l'hôpital, moitié « pour ledit adjudicataire. »

A partir de 1742, le concessionnaire du privilège de carême est autorisé à vendre « exclusivement à tout autre » de la volaille et du gibier à prix

(1) Délibération du 2 Février 1772. BB 107.

défendu. Mais il lui est interdit de débiter du taureau (?).

En 1742, le cahier des charges accorde aux acheteurs le droit de choisir « tout bœuf, tout mouton et tout veau suivant les besoins qu'ils en auront et en telle quantité qui leur conviendra dans toutes les espèces. »

A part ce que nous venons de signaler, les conditions varièrent peu jusqu'en 1772 ; date à laquelle, ainsi que nous l'avons relaté, une distinction très nette fut faite entre les différentes catégories de morceaux.

Cette répartition ne fut pas du goût des bouchers, qui montèrent entre eux une cabale en vue de s'abstenir de toute adjudication. Nous avons vu qu'il fallut cette année là, confier au Receveur de l'Hôpital, le soin de vendre la viande de carême.

L'année suivante, le Procureur du roi, craignant une nouvelle cabale de la part des bouchers se montra moins rigoureux, et « tout en regrettant « que les mesures prises l'an passé pour éviter les « abus des adjudicataires n'aient pas donné de résultat » il proposa au Conseil qui les accepta des conditions plus douces (1) :

L'adjudicataire pourra vendre le bœuf, le mouton et le veau au prix uniforme de 7 sols la livre, mais il aura le droit d'obliger les acheteurs à pren-

(1) Délibération du 24 Janvier 1773. BB 108.

dre dans leurs livraisons; moitié du devant et moitié du derrière. Le col, à l'exception des 4 derniers pouces du côté de la tête pourra figurer dans les morceaux de devant, comme les morceaux situés à une limite de 4 pouces au-dessus des jarrets pourront entrer dans les pesées de derrière. Les carrés et flanchets de mouton (gigots et côtelettes) seront vendus 10 sols la livre. Les issues diverses y compris les têtes, pieds, jarrets et morceaux de saignée, seront vendus à prix défendu. L'adjudicataire ne pourra forcer l'acheteur à prendre « partie d'une « viande qu'il n'aura pas demandée, etc... »

Ces conditions ne varièrent plus jusqu'en 1791. Ajoutons qu'à partir de 1770 (1) l'adjudicataire devait avoir « à tous jours et heures, sa boucherie suffisamment garnie et approvisionnée de toutes espèces de viandes et volailles bonnes, loyales et rassises, afin que le public puisse en acheter à tout instant, à peine de 300 L. d'amende (1/3 pour le dénonciateur et 2/3 pour l'hôpital) et même de prison en cas de récidive. »

Enfin à partir de 1783 (2) l'adjudicataire eut l'obligation de tenir affiché dans un lieu apparent de sa boutique, un exemplaire des clauses et des prix du cahier des charges.

La viande de carême avait toujours été exemp-

(1) Délibération du 16 Janvier 1770. BB 108.

(2) Délibération du 9 Février 1783. BB 109.

tée des droits de tarif. En 1755, le Receveur força le sieur Hérupé, boucher adjudicataire du privilège à payer lesdits droits. Celui-ci en appela au Conseil de Ville qui par une délibération du 17 Novembre (1) de la même année l'autorisa « En raison de ce
« qu'il a débité pendant le carême la viande à 4 sols
« pour les pauvres, à entrer en franchise des droits
« de tarif six bœufs, de maintenant (17 Novembre)
« aux jours gras et sous réserve du bon plaisir de
« Monseigneur l'Intendant. ».

Procès divers

La concession du privilège de carême donna lieu à de nombreux procès. Les uns sanctionnèrent les infractions commises par les adjudicataires aux conditions de leur cahier des charges, soit en vendant la viande au-dessus du prix fixé, soit en livrant au public des viandes de qualité douteuse. Les autres mirent en cause des concurrents déloyaux, qui au mépris du privilège exclusif de l'adjudicataire et malgré les défenses de l'Autorité, se livrèrent au Commerce clandestin de la viande pendant le carême.

Le premier de ces procès remonte à 1711 (2). L'adjudicataire Pierre Vache, boucher du bataillon de Tourraine, alors en garnison à Honfleur, dénon-

(1) Délibération du 17 Novembre 1755 — BB 99

(2) Délibération du 6 Mars 1711 — BB 73

ce au Conseil le boucher Hébert dit Lavallée qui a fait entrer par son fils un veau en ville, ainsi que le constate le registre de Dinot, préposé au Tarif.

Lavallée a beau prétendre que l'affirmation de Dinot est isolée et par conséquent sans valeur, le Conseil ne l'en condamne pas moins à 15 livres d'amende, à partager par moitié entre l'adjudicataire et l'Hôpital.

Nous avons relevé deux autres procès en concurrence déloyale. Le 18 Mars 1767 (1) Nicolas Dupin, boucher privilégié assigne Jacques Mutrel et son épouse, ses confrères, qui ont passé en fraude un quartier de veau pesant 30 livres, lequel a été saisi par le commis de la ferme des Aides.

La Dame Mutrel se paie de toupet. Elle affirme devant les échevins qu'elle a acheté le morceau de viande en question chez Dupin lui-même, et qu'elle lui a payé avec un écu de 31, 3 pièces de 12 sols et le reste en sols marqués. Dupin nie le fait et met en demeure la déclarante de faire la preuve de ses assertions. Celle-ci répond qu'ayant acheté sa viande en public, elle n'a pas de preuve à faire. Le Conseil est éclairé par cette réponse. Il déclare la viande confisquée au profit de Dupin ou au paiement de la somme de 10 L, en représentant la valeur. Les époux Mutrel sont en outre condamnés à 50 L d'amende,

(1) Délibération dudit jour — BB 106

plus 20 L de dommages-intérêts envers Dupin, aux dépens et à l'affichage du jugement.

Enfin, en 1790 (1) le 17 Février en pleine Révolution, Pierre Chardey dernier adjudicataire du privilège assigne les bouchers Jacques Chardey, Mutrel et Lecarpentier, pour vente de viande en carême au mépris de son privilège. Les intimés prétendent que ce privilège commençait seulement à compter de ce jour et qu'il ne leur est pas interdit de liquider la viande qui leur reste de la veille, à moins que l'adjudicataire ne leur reprenne.

Le Conseil de Ville « sans avoir égard à l'exception proposée par les bouchers, leur fait « défenses de vendre aucune viande pendant le carême, leur ordonne de fermer immédiatement « leurs boucheries et les condamne aux dépens envers Chardey. »

Voici maintenant le tour des adjudicataires du privilège.

A) Le samedi 23 Février 1722 (2) Hébert dit Lavallée est cité devant le Conseil de Ville sur la plainte de plusieurs bourgeois parce qu'il vend la viande de carême « non pas à 5 sols comme le veut « son adjudication, mais à divers prix et la plus « grande part à 6 sols la livre. » Le Conseil ordonne que l'adjudication au dit Hébert sera exécutée selon sa forme et teneur, sans y déroger.

(1) Délibération dudit jour — BB 110.

(2) Délibération dudit jour.

Défense est faite au dit Hébert de vendre sa viande au-dessus de 5 sols la livres (bœuf, veau et mouton) sous peine de 50 l. d'amende et de la confiscation des viandes exposées en vente.

B) Le 25 Février 1771 (1) l'adjudicataire Charles Destin comparaît devant les échevins pour avoir vendu sa viande 8 sols au lieu de 7 sols prix fixé. Destin reconnaît le fait et soutient pour sa défense que s'il fait payer 8 sols, c'est afin de pouvoir payer à l'Hôpital les 320 l. de son adjudication, et que, même vendant à ce prix, il est encore de retour, parce qu'il lui reste quantité de bas morceaux qu'il ne peut écouler.

Le Procureur réplique que les conditions de l'adjudication font une loi stricte entre le public et le boucher, et que ce dernier n'y peut déroger sans prévarication. Sur ce, le Conseil condamne Destin à 50 l. d'amende, aux dépens et à la restitution du trop perçu.

C'est ce procès qui motiva les nouvelles conditions de vente que nous avons signalées, en 1772.

De ces documents, il résulte que les adjudicataires grevés de lourdes charges et obligés de vendre leur viande à un prix relativement bas, ne tiraient guère de bénéfice de leur privilège. Ils ne pouvaient arriver à leurs affaires que par la fraude.

(1) Délibération dudit jour. — BB 107.

Celle-ci s'exerçait tantôt sur le prix de vente ainsi que nous venons de le voir, tantôt ce qui était pire, sur la qualité des viandes mises en vente. En voici des exemples.

C) Pendant le carême en 1780, l'adjudicataire Pierre Chardey tombe sous le coup d'une action en clameur de Haro, intentée par le garde boucher Lecomte pour mise en vente de veau trop jeune. L'affaire vient le 4 Février (1) devant le Conseil de Ville.

Le sergent royal Prentout présente aux échevins les morceaux d'un veau qu'il a saisi dans la boucherie de Chardey comme étant de mauvaise qualité et incapable d'être exposé en vente.

Le garde-boucher demande qu'il soit nommé des experts, mais Chardey qui n'avait certes pas la conscience tranquille, reconnaît que le veau est réellement trop jeune et trop maigre et déclare qu'il s'en procurera de plus âgés à l'avenir et se conformera strictement aux conditions de son privilège. Il ajoute qu'il s'en rapporte à justice sans qu'il soit besoin d'expertise.

Le conseil de ville se laisse toucher par cet aveu. Il prononce la confiscation de la viande et inflige à Chardey une simple amende de 10 l. plus les dépens « sans en tirer à conséquence. ».

(1) Délibération du 4 Février 1780 — BB 109.

D) Un autre procès pour mise en vente de veau trop jeune est jugé le 17 Mars 1784 (1). L'adjudicataire Liétout, chez qui on a saisi 3 livres de poitrine de veau que les experts Jacques Le Maréchal et Michel estiment provenir d'un animal n'ayant pas plus de 8 à 10 jours est condamné à la confiscation avec immersion de la viande reconnue « immonde » à 3 livres d'amende et aux dépens.

Enfin il arrivait fréquemment que l'adjudicataire glissait dans les pesées quelques morceaux de basse viande qui aux termes du règlement de 1773 n'auraient pas dû y figurer. Le 20 Février 1782 (2) Jacques Le Maréchal, adjudicataire du privilège est assigné par Michel Cottin, et son épouse sous prétexte que le morceau de viande qu'il leur a livré est un bout de saignée et non pas de poitrine de bœuf, comme ils l'avaient demandé. Les experts Jean Campion et Pierre Chardey déclarent que le morceau en question est bien de la poitrine et que c'est avec juste raison que Le Maréchal l'a compté sur le pied de 8 sols la livre. En conséquence les époux Cottin sont déboutés de leur action et condamnés aux dépens envers l'adjudicataire.

On se souvient qu'à partir de 1770, une clause du cahier des charges obligeait l'adjudicataire à tenir sa boutique continuellement garnie des diffé-

(1) Délibération dudit jour — BB 109.

(2) Délibération dudit jour — BB 109.

rentes sortes de viandes et volailles « bonnes, loyales et rassises. » Or un jour de carême de 1776, le boucher Tubœuf ne put satisfaire sa clientèle. Poursuivi par le Procureur du Roi (1) « En contravention à l'acte d'adjudication de son privilège ». Il prétend que s'il a manqué de viande, c'est parce qu'il a y eu 2 jours de fête de suite et qu'il n'a pu ces jours là sacrifier les animaux qu'il a achetés. Que ce matin même, les bureaux étant fermés il n'a pu les faire entrer à temps pour les abattre avant l'heure d'ouverture de sa boucherie, et qu'en somme il n'a pas commis une grande faute en laissant sa boucherie deux heures sans viande.

Le Conseil de Ville ne l'en condamne pas moins à 50 l. d'amende, modérée à 10 l. en raison des circonstances, aux dépens et à l'affichage du jugement, Il lui enjoint en outre à peine de 500 l. d'amende « et même de prison » d'avoir à tenir sa boucherie continuellement garnie.

Nos bons échevins d'alors ne badinaient pas en matière d'exécution des clauses d'un cahier des charges, et nous pouvons bien dire en matière de conclusion, qu'ils faisaient payer cher le privilège exclusif de vendre de la viande en temps de carême.

(1) Délibération du 26 Mars 1776 — BB 108.

CHAPITRE VII

Droits de Consommation sur la viande et Fraudes auxquelles ils donnèrent lieu

Pour en terminer avec l'Ancien Régime, il ne nous reste plus qu'à renseigner nos lecteurs sur les droits perçus par la Ville pour la consommation des viandes et sur les fraudes auxquels ces droits très élevés donnèrent lieu :

Nous avons déjà vu que des lettres patentes de Charles VII en date du 11 Avril 1456 avaient autorisé la Ville d'Honfleur à percevoir :

10 deniers tournois sur les bêtes aumailles

4 deniers sur les veaux

2 deniers sur les moutons

et 4 deniers sur les porcs.

Ces droits furent confirmés successivement par des Chartres de Louis XI, Henri II, Henri IV, ainsi que par la déclaration de Louis XIV en 1692. Entre temps ils furent doublés pour toute la durée de la guerre de 30 ans par un acte émanant de l'Autorité royale en date du 27 Décembre 1647.

En l'an 1684, la ville d'Honfleur obtint l'abonnement à la Taille par le versement d'une somme de 25.000 livres. Pour se procurer cette somme, elle fut autorisée par arrêt du 18 Novembre 1684 (1) à lever pendant 9 ans, un droit de tarif sur certaines denrées et notamment sur les bestiaux sacrifiés en ville, savoir ;

par bœuf : 100 sols soit 5 livres

par vache : 3 livres 10 sols

par veau : 12 sols

par mouton et agneau : 10 sols

par porc : 15 sols

Ce tarif fut prorogé pour 3 ans par arrêt du 29 Décembre 1693 puis pour 9 ans par arrêt du 11 Juillet 1702 (2).

Un nouvel arrêt (2) du 24 Mars 1703 autorise la ville à lever pendant ces neuf ans le quart en sus des droits précédents. Ce quart en sus est étendu aux droits patrimoniaux (ceux établis par Charles VII) par décision du 11 juillet 1704. Puis le tout est encore frappé d'un nouveau droit de 2 sols par livre par des arrêts des 3 et 24 Mars 1705. En 1704 et 1706 viennent s'ajouter les droits d'Inspecteurs de boucherie et de visiteurs des porcs (fixés comme nous l'avons vu à 40 sols par bœuf ou vache, 12

(1) Tarif de 1684, archives municipales. CC 478.

(2) Pièces originales aux archives. CC 478.

sols par veau ou génisse, 4 sols par mouton et 6 sols par porc.) Lesquels sont doublés en 1709 et majorés de 4 sols par livre à partir de 1710. Il est juste de dire que la ville ne percevait que les droits primitifs tant sur les patrimoniaux que sur le tarif. Les augmentations successives que nous avons signalées allaient au trésor Royal sous le nom de « Droits réservés ».

En 1711 et 1712 (1), la ville est dotée d'un nouveau Tarif (celui de 1712 complétant le premier qui avait oublié le droit sur les porcs).

On retrouve les droits du tarif de 1684, avec cette différence que de Pâques au 25 Juin, les agneaux ne paient qu'un droit de 5 sols, au lieu de 10. Après cette date ils sont considérés comme moutons. Le tarif de 1712 prévoit également un droit de 4 deniers par livre sur les viandes en morceaux qui jusque là n'étaient taxées qu'à 2 deniers par livre.

En 1710, le roi impose à ses sujets un nouvel impôt qu'on appela, sans doute par ironie, le Don Gratuit.

Il fut perçu par doublement de tous les droits antérieurs. En 1711 ce doublement fut remplacé pour une période de 8 ans par une surtaxe de 3 sols par livre sur tous les impôts. Cette surtaxe fut

(1) Arrêts du 1^{er} Décembre 1711 et 10 Mars 1712 (originaux imprimés chez Viret à Rouen. CC 478.)

prorogée plusieurs fois et finalement, un arrêt du Conseil du 27 Septembre 1757 rétablit le doublement. Enfin, un édit de 1724 créa un droit supplémentaire de 1 sol par livre sur toutes les denrées sujettes au tarif, pour l'entretien des mendiants et vagabonds à la charge de notre hôpital. Ce droit fut porté à 1 sol 9 deniers par délibération du 20 Décembre 1746.

Cela dura jusqu'en 1758.

Ecrasés par les charges de toute nature et voyant d'année en année s'augmenter le déficit de leur budget, les Bourgeois et habitants d'Honfleur députèrent vers le Roi leur édile Prémord qui plaida si chaleureusement la cause de la ville qu'il obtint le 22 Novembre 1757 un arrêt qui rétablissait à perpétuité les habitants d'Honfleur et leurs successeurs dans leurs privilèges et exemptions de toute taille. C'était un beau cadeau puisque la ville payait à cette époque 38.000 l. par an pour la dite taille. Le tarif devenant sans objet fut alors complètement aboli.

Mais si l'arrêt de Novembre 1757 allégeait pour l'avenir les charges de la ville, le passif de celle-ci était tel que les contribuables du temps ne s'aperçurent guère du cadeau royal. Tous les anciens droits (Patrimoniaux, octroi et sols pour livre) furent fondus en un seul arrêt du Conseil en date du

25 Août 1758 (1) et qui s'établit ainsi en ce qui concerne les viandes :

Bœuf ou vache.	6 livres
Veau.	4 livre 10 sols
Porc	1 livre
Mouton, brebis, agneau	15 sols
Viandes en morceaux. . .	6 deniers par livre pesant

Le même arrêt stipule que tous ceux qui feront entrer en ville des bestiaux ou des viandes, seront tenus d'en faire la déclaration sous peine de confiscation et d'une amende de 50 l. Il précise également que tous les droits établis antérieurement sont et demeurent abolis et qu'il ne doit rien être perçu sur les bestiaux entrant en ville mais qui n'y seraient pas consommés.

L'examen attentif que nous avons fait des comptes des receveurs municipaux, nous a permis de constater que les droits fixés ci-dessus ont été strictement appliqués et sans aucune majoration en ce qui concerne la ville.

Il n'en est pas de même pour les droits réservés du Roi. Outre les taxes d'Inspection qui furent maintenues, le trésor exigea dès 1758 (Edit d'Août) un nouveau don gratuit dont la ville se racheta par

(1) Imprimé original annexé au registre de délibération de 1758.
C. Leboullenger à Rouen.

un versement de 33.000 livres. Elle fut autorisée (édit du 3 Janvier 1759) à recouvrer cette somme en percevant, pendant 6 ans des droits supplémentaires sur les boissons et les viandes, savoir :

30 sols par bœuf ou vache

5 sols par veau, génisse et porc

4 sols par mouton, brebis ou chèvre

3 deniers par livre pesant sur les viandes en morceaux.

La perception de ces droits aurait dû cesser en 1765. Ils furent prorogés plusieurs fois, et finalement durèrent jusqu'en 1791.

Ce n'est pas tout. Un arrêt royal du 3 Février 1760, enregistré au Parlement de Rouen le 9 Août et au bailliage d'Honfleur le 23 suivant, augmente tous les droits d'un sol par livre ; un deuxième sol est établi par une déclaration du Roi du 21 Novembre 1763, et enfin 8 nouveaux sols par livre sont encore ajoutés par un édit du 21 Novembre 1771, confirmé par arrêt du Conseil le 22 Décembre de cette même année. Le Conseil de Ville arguant de ses privilèges essaya d'échapper à cette nouvelle perception ; ses démarches restèrent vaines et il fallut bien s'y soumettre.

Le tableau ci-dessous nous donnera une idée de ce qu'un boucher payait comme taxes sur les viandes à l'aurore de la Révolution.

VILLE DE HONFLEUR

Droits sur les viandes en 1790

ORIGINE DES DROITS	BOEUF OU VACHÉ	VEAU	PORC	MOUTON	VIANDES DÉTACHÉES	(1) par livre pesant
Tarif de 1758	6 l.	1 l. 10 s.	1 l.	0 l. 15 s.	0 l. 0 s. 6 d. (1)	
Dons gratuits de 1759	1 l. 6 s.	0 l. 5 s.	0 l. 5 s.	0 l. 4 s.	0 l. 0 s. 3 d.	
Droits d'Insp.....	2 l.	0 l. 12 s.	0 l. 6 s.	0 l. 4 s.	0 l. 0. 2 d.	
10 sols par L. (arrêts de 1760- 63 71).....	4 l. 15 s.	0 l. 18 s 6 d.	0 l. 15 s. 6 d.	0 l. 11 s. 5 d.	0 l. 0 s. 5 d. 1/2	
Droit de 1 sol 9 d. pour l'Hôp. perçu sur le tarif de 1758 au-dessus de 5 livres.....	0 l. 10 s. 6 d.					
Total.....	14 l. 15 s 6 d.	3 l. 5 s. 6 d.	2 l. 6 s. 6 d.	1 l. 14 s. 6 d.	0 l. 1 s. 4 d. 1/2	

Fraudes

Ces droits étaient formidables pour l'époque et leur exagération appelait tout naturellement la fraude. Celle-ci ne manqua pas de se produire, d'autant plus que les déclarations et démarches diverses qu'on exigeait des assujettis leur faisait perdre un temps précieux. Nous sommes fixés à la fois sur ces démarches et sur la façon ordinaire dont se pratiquait la fraude par une déclaration faite au Conseil de Ville le 15 Juin 1770 (1) par le Maire Lacroix Saint-Michel et que nous reproduisons ici :

« Les cabaretiers, bouchers, et bouilleurs d'eau
« de vie non abonnés sont tous fraudeurs et doi-
« vent être exercés tous les jours.

« Tout le monde sait que la viande est fournie
« à Honfleur par 35 ou 40 bouchers de la campa-
« gne qui l'apportent coupée en morceaux, sur
« leurs chevaux et font la déclaration à la porte par
« où ils entrent. Le commis l'enregistre et leur
« donne un bulletin sur lequel est écrit la quotité
« et la quantité de viande qu'ils lui ont déclarée, ne
« pouvant vérifier si leur déclaration est exacte,
« où il faudrait les faire tous décharger, d'autant
« plus qu'ils peuvent mettre dans l'entrebas, sous
« une moitié de bœuf, et sans qu'on s'en aper-
« çoive vingt, trente et même quarante livres de

(1) Délibération dudit jour — BB 107.

« viande et que cette opération se tiendrait surtout
« à la porte Saint-Léonard jusqu'à midy.

« Le contrôleur se trouve dès 7 heures du matin à la boucherie prend la déclaration des bouchers à mesure qu'ils arrivent et la vérifie à la décharge, après quoi ils vont acquitter les droits au bureau général, rapportent leurs quittances et vont les remettre au contrôleur qui a relevé à toutes les portes la quotité et quantité de viande afin d'être certain si tout les bouchers sont venus à la boucherie et s'ils ont acquitté les droits.... etc.... »

Ce mémoire dont la conclusion était qu'il fallait créer un nouveau poste de commis pour faciliter la surveillance nous éclaire de façon très nette sur la façon dont se faisait le contrôle. Il nous laisse entendre aussi comment s'opérait la fraude : Le boucher qui avait déclaré par exemple un demi-bœuf à son passage à la porte, après avoir dissimulé 30 ou 40 livres de viande dans l'entrebas, s'empresait de déposer cette viande en lieu sûr avant de se présenter à la boucherie. D'autres la faisait passer par une personne non suspecte.

Nous allons citer quelques procès qui nous renseigneront sur les peines appliquées aux fraudeurs.

Le 29 Janvier 1759 (1) lecture est faite au Conseil de ville d'une ordonnance rendue par l'Inten-

(1) Délibération sur les nouveaux patrimoniaux, CC 686 F° 5 V°.

dant de la Généralité de Rouen en date du 18 du même mois, contre le sieur Canu dit La Rivière et un soldat du bataillon de Nantes en garnison à Honfleur, qui ont été surpris passant en fraude trente livres de viande.

L'Intendant prononce la confiscation ainsi que de la viande que de la nappe qui l'enveloppait, au profit de la régie. Il met hors de cause Canu, dont la culpabilité n'est pas nettement établie et comme le soldat n'a pas été identifié, il ordonne que défense sera faite aux soldats de frauder en entrant des viandes en ville sur la sollicitation des bourgeois, et que le jugement sera envoyé au Commandant du Bataillon de Nantes pour être lu dans les chambres.

Le même jour (1) lecture est également donnée d'une autre sentence de l'Intendant qui, par application des dispositions de l'arrêt du 25 Août 1758, condamne le sieur Paulmier qui a passé en fraude un quartier de mouton, à 50 livres d'amende, à la confiscation de la viande et aux dépens,

Le 22 Mars 1759 (2) communication est faite au Conseil qu'il a été adressé le 5 de ce mois, une requête à Monseigneur l'Intendant en vue de faire condamner Jean Lecomte, boucher de la Paroisse de Fourneville, à verser à la régie la somme de

1) Délibérations sur les nouveaux patrimoniaux CC 586 F^o 5 verso

2) Délibérations sur les nouveaux patrimoniaux CC 586 F^o 15.

trente livres représentant la valeur d'une certaine quantité de viande passée en fraude qui a été saisie puis rendue à son propriétaire sur sa demande, plus 50 livres d'amende.

L'Intendant a rendu le 8 Mars une ordonnance confirmant le versement des 30 livres représentant la valeur de la viande, mais réduit l'amende à 10 livres « parce qu'autrement la peine serait trop forte. »

Le 10 Octobre 1759 (1) le sieur Quételboucher, demeurant lui aussi à Fourneville est surpris passant en fraude 8 livres de lard. Il demande à composer. Dans sa séance du 16 Novembre suivant, le Conseil reçoit sa requête, confirme la saisie de la viande et lui inflige seulement 3 livres d'amende.

Le même jour (16 Novembre) le boucher Mériault, de Pennedepie obtient main levée d'une saisie d'un quartier de mouton fraudé en payant les droits ordinaires majorés de trente sols.

La fraude se compliquait parfois de rébellion.

Le 26 Septembre 1760 (2), le sieur Louis Andrieu passé à la Porte Saint-Léonard avec une certaine quantité de viande dont il déclare seulement 4 livres. Le commis de la régie qui soupçonnait une fraude le suit et le voit entrer chez le sieur Le Baron,

(1) Delibérations sur les nouveaux patrimoniaux CC 586 F^o 42.

(2) Procès de régit CC 592

perruquier où il dépose la viande et s'enfuit par une porte de derrière. Le commis, sur la déclaration des époux Le Baron que la viande ne leur est pas destinée la confisque et l'emporte. A sa sortie de la maison il est assailli par le sieur Andrieu accompagné de quelques soldats qui le malmènent quelque peu et lui arrachent la viande des mains. L'enquête dure assez longtemps, près d'un an. L'intendant condamne Andrieu à 50 livres d'amende, au paiement de 40 sols représentant la valeur de la viande et aux dépens. Le lendemain il réduit « par grâce et sans tirer à conséquence » l'amende à 10 livres seulement. Andrieu s'en tire en payant en tout 12 livres 18 sols et 3 deniers ainsi qu'en fait foi le reçu du Receveur. Il devait s'estimer heureux. Aujourd'hui il en coûterait certes beaucoup plus cher pour reprendre par la force une denrée saisie et malmenier les agents chargés du contrôle. . . . Le nombre important de procès de fraude de viande que nous avons relevé dans les archives municipales (Procès de Régie 4 II N° 88) une quarantaine au moins, suffit à faire ressortir la façon dont les bouchers en général appréciaient les droits qui les frappaient.

Nous en avons fini avec l'Ancien Régime.

De l'étude approfondie des nombreux documents qui nous sont passés sous les yeux, nous tirons cette conclusion très nette que le contrôle des viandes a surtout visé, depuis le XVII^e siècle, un but fiscal.

La visite sanitaire avait certes lieu et des mauvaises viandes ont été soustraites à la consommation ; mais cette visite, au lieu d'être le but principal, servait surtout de prétexte à la perception des droits onéreux dont la boucherie était grevée avant la Révolution.

DEUXIÈME PARTIE

Réglementation pendant la période révolutionnaire (1789 à 1804)

Nous avons divisé l'étude de cette période en trois Chapitres.

Le premier traite de la période transitoire qui va de 1789 à 1791 et pendant laquelle les réglementations anciennes demeurent encore en usage, modifiées et complétées par plusieurs lois nouvelles.

Le deuxième vise l'époque où la Révolution battait son plein et pendant laquelle le Gouvernement en butte à la coalition du dehors et aux factions de l'Intérieur dut prendre des mesures exceptionnelles (an II à an VII).

Le troisième étudie l'époque où la Révolution victorieuse s'organise et s'assagit (an VII à an XII),

CHAPITRE PREMIER

Période transitoire (1789-1791)

Si l'ère des réformes commence le 5 Mai 1789, lors de l'Ouverture des Etats-généraux, il tombe sous le sens que des usages millénaires comme l'étaient ceux de l'Ancien Régime ne pouvaient cesser d'exister du jour au lendemain. Le passage à l'état nouveau fut donc lent et progressif. Il y eut une période pendant laquelle l'armature du passé subsista, mais en subissant petit à petit des modifications profondes, jusqu'au moment où une réglementation nouvelle finit par les remplacer.

A-) LOI DU 14-22 DÉCEMBRE 1789

La première loi importante que nous trouvons pendant cette période, c'est celle qui enlève aux Gouverneurs des villes, l'autorité qui leur appartenait jusque là, pour la confier aux officiers municipaux. Elle fût votée par l'Assemblée Nationale le 14 Décembre 1789 et rendue exécutoire par lettre patente du Roi, en date du 22 du même mois. Son article 50 est ainsi conçu.

« Le pouvoir municipal est chargé de faire jouir
« les habitants des avantages d'une bonne police,
« notamment de la propreté, de la salubrité, de la
« sureté dans les rues et édifices publics. » Pour
arriver à ce but, on institue près du Conseil Municipa-
pal un procureur de la Commune à qui sont spécia-
lement dévolues les fonctions de Police, et dès le
début de 1790 nous trouvons une preuve de l'inter-
vention de cet agent, ainsi que du pouvoir de jus-
tice dont étaient revêtus les officiers municipaux,
dans un procès intenté au boucher Courieux pour
mise en vente de viande insalubre.

Le samedi 8 Mai 1790 (1) devant les officiers
municipaux se présentent Jacques Langlois, Tho-
mas Campion et Pierre Chardey, syndics et ad-
joints de la communauté des bouchers, porteurs
d'un procès-verbal de la saisie d'un demi-bœuf
exécutée à leur requête par le sieur Furet, huis-
sier. Ils demandent au Procureur de la Commune
de requérir « pour la visite de la viande ce que sa
prudence lui suggérera », et de faire citer devant les
officiers municipaux le délinquant Courieux, pour
être condamné aux dommages intérêts envers la
Communauté, ainsi qu'aux dépens et amendes. Le
Procureur fait sienne cette requête et demande la
nomination d'experts. Les officiers municipaux dé-
signent Pierre Carrey, boucher à Beuzeville, et

(1) Délibération de ce jour..1 H 66 F^o 10.

Michel Helloin, boucher à Equemauville, pour examiner la viande et leur rendre compte de son état. Ceux-ci exécutent leur mission sur le champ et remettent aussitôt le rapport suivant que nous reproduisons in-extenso, car il en vaut la peine à cause de sa naïveté.

« L'an mil sept cent quatre vingt dix, le 8 may
« à 4 heures de l'après-midi. Nous Pierre Carrey
« et Michel Hellouin, marchands bouchers demeu-
« rant le premier en la paroisse de Beuzeville et le
« second en celle d'Equemauville, experts nommés
« d'office par Messieurs les Officiers municipaux
« de la ville d'Honfleur par sentence dudit siège
« en date de ce jour, vertu de laquelle nous avons
« été assignés ce même jour à la requête de Mon-
« sieur le Procureur de la Commune aux fins par
« nous de prêter serment de fidèlement procéder
« au Procès-verbal de la viande mentionnée tant
« dans la sentence sus dattée qu'au procès-verbal
« y mentionné suivant qu'il est plus au long con-
« tenu en la même sentence qui nous a été mise aux
« moins au fins d'opérer au susdit procès-verbal.
« Nous, experts susdits à la requête de Monsieur
« le Procureur de la Commune, nous nous sommes
« rendus sur la place d'Armes de la dite ville, ou
« étant, nous avons trouvé sur des futailles un
« costé de bœuf que l'on nous a indiqué être celui
« en question. Examen fait par nous, dud. côté de
« viande que nous avons connu pour être celui d'un

« bœuf à qui il est arrivé un accident, lequel acci-
« dent lui a mérité une mort avancée, au point que
« nous estimons qu'elle ne peut être exposée en
« vente, étant absolument incapable d'entrer au
« corps humain, au point que led. costé de viande
« est déjà tout corrompu, lequel nous estimons
« qu'il sera totalement pourri d'icy 24 heures.
« Pourquoi nous avons fait et rapporté en justice
« le dit procès-verbal pour valloir à Monsieur le
« Procureur de la Commune ce qu'il appartient-
« dra ; ce que nous avons signé les jours et ans sus-
« dits. »

Après lecture d'un rapport aussi clair et aussi lumineux, les officiers municipaux ordonnèrent que la viande serait submergée en présence de l'Huissier Furet, nonobstant tout appel et opposition et réserve de tous droits et dépens vis-à-vis de Courieux qui a pris la fuite.

Suit un procès verbal de Furet qui atteste que la viande saisie a été jetée à la mer « de la jetée nord de la « ville » et qu'il a remis à Jacques Chardey, l'un des syndics une note de 24 sols à payer aux porteurs de la viande.

B.) LOI DU 28 MARS 1790 (1)

Cette loi porta un coup sensible aux Communes en supprimant sans indemnité par son article

(1) Bulletin des lois 1790.

19 (titre II) tous les droits perçus en argent ou en nature par les villes en raison de l'apport de la viande dans les halles publiques ou marchés. Etaient seul maintenus (art. 15) les octrois autorisés perçus au profit du Trésor public, des Provinces, villes et hospices. Pour notre cité, c'était une grosse partie des ressources prévues par le tarif de 1758 qui se trouvaient atteintes, en ce qui concernait principalement les viandes foraines.

Il en résultait aussi ce fait, dont nous reparlerons plus loin, que si le Maire avait le droit de contrôle sur ces viandes et pouvait désigner une personne compétante pour exécuter ce droit, il ne lui était plus permis de lever aucune taxe en faveur des préposés à l'Inspection. Ceux-ci devraient être payés sur le budget communal comme les autres employés. A noter que l'Etat continuait lui à percevoir les droits d'Inspecteurs de boucherie qui ne furent supprimés qu'en 1791.

C—) Loi de 24 Août 1790

Bientôt un nouveau pas en avant est fait pour renforcer et préciser le pouvoir des Municipalités.

L'Assemblée nationale vote le 16 août et le roi sanctionne le 24 Août 1790 (1) une loi sur la police rurale qui resta longtemps la Charte des Com-

(1) Bulletin des lois 1790.

munes. Dans la partie qui nous concerne, nous trouvons des indications formelles à l'article trois du titre XI ainsi conçu :

« Les objets de Police confiés à la vigilance des municipalités sont 1°... 2°... 3°... 4°... L'Inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique »

C'est net et précis. Il appartient désormais au pouvoir Municipal de prendre toutes les mesures propres à assurer la salubrité de la viande vendue dans la Commune.

Sont donc légaux les arrêtés qui, en vertu de cette loi, obligent les bouchers à faire leur déclaration à la Mairie avant d'exercer leur commerce, à sacrifier les animaux et à exposer les viandes dans des lieux déterminés, ceux qui désignent des inspecteurs pour examiner les viandes et fixent les lieux et les heures où aura lieu l'inspection, ceux qui interdisent aux bouchers forains de mettre en vente les viandes qu'ils importent dans la Commune sans les avoir préalablement soumises au contrôle, ceux qui protègent la fidélité du débit en réglementant la quantité d'os et d'issues qui peuvent entrer dans les pesées, etc... etc...

Mais sont illégaux les arrêtés qui créent une taxe municipale pour rémunérer l'Inspecteur, ceux qui sous prétexte de salubrité interdisent de vendre cer-

taines viandes à des époques déterminées de l'année (exemple : la viande de taureau pendant le carême), ceux qui refusent aux bouchers forains l'autorisation de vendre dans la commune (1) etc...

Il est entendu que nous en sommes à l'interprétation de la loi de 1790 et que certaines mesures que nous signalons comme illégales aux termes de cette loi ont été rendues licites par des lois postérieures (1831-1851 et 1881) exemple le droit de créer une taxe municipale d'Inspection. Par contre des mesures permises par cette loi, ne sont plus autorisées aujourd'hui, comme l'obligation faite aux bouchers de ne vendre leur viande qu'à la halle publique. Autres temps, autres mœurs.

Voici des preuves à l'appui de nos assertions.

A.) Se basant sur la loi de 1790, le Maire du Havre (2) avait pris un arrêté pour soumettre les viandes à l'Inspection. L'article 12 de cet arrêté autorisait les inspecteurs à percevoir un droit de 15 c. par bœuf ou vache, 10 c. par porc et 5 c. pour les autres animaux.

La Préfecture approuva, mais les bouchers refusèrent d'acquitter la redevance ainsi établie et l'un d'eux, le sieur Henry se laissa condamner par le juge de Paix à payer les 3 fr. 80 qu'on lui récla-

(1) Nouveau guide pratique des Maires, par Durand de Nancy page 196.

(2) Journal des communes, année 1828, page 72.

maît. Il porta l'affaire en cassation. La cour rendit seulement son jugement le 22 Février 1825. Par ce dernier, elle cassa la sentence du juge de Paix en spécifiant que si la loi de 1790 permettait bien aux Maires de désigner des préposées pour vérifier les viandes, elle ne leur avait pas concédé le droit de lever des taxes pour indemniser ces agents.

B.) Le Maire de Saint-Lô (1) prend un arrêté interdisant aux bouchers de vendre leurs viandes ailleurs qu'à la Halle. Le boucher Houël refuse de s'y soumettre et continue à vendre à son domicile. Le Tribunal de Saint-Lô, saisi de l'affaire se déclare incompetent par le motif « que l'arrêté » du Maire ne s'appuie sur aucune loi. « Mais la Cour de cassation par arrêt du 7 Décembre 1826 casse ce jugement et déclare l'arrêté municipal parfaitement légal parce que la loi de 1790 donne au Maire le droit de prendre toutes les mesures propres à assurer la salubrité des denrées mises en vente. Nous verrons plus loin qu'un arrêté pris par le Maire de Honfleur dans le même sens, le 6 Nivôse an VII a été lui aussi confirmé en haut lieu.

D—) SURVIVANCE DES CORPORATIONS

Au cours de l'année 1790 et dans les premiers mois de l'année 1791, les Communautés d'Arts et

(1) Journal des Communes, année 1828 page 185

Métiers continuent à fonctionner comme il a été ordonné par les Edits royaux de 1779 et de 1783, de même que ce sont toujours les lettres patentes de 1782 qui régissent la question de la salubrité des viânes.

Nous constatons encore des admissions à la Maîtrise. Ainsi le 4 Octobre 1790 (1) les officiers municipaux rendent la sentence suivante :

« Ce aujourd'hui, après avoir entendu le Procureur de la Commune, nous avons d'avis uniforme reçu et admis ledit Jean Mesnel comme nouveau boucher-charcutier en cette ville, pour luy jouir des droits, privilèges et prérogatives attachées à la profession. A charge pour lui de se conformer aux ordonnances, édits, arrêts et règlements à cet égard.

« A l'effet de quoy, nous avons de luy pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé. Au surplus, luy autorisé de tenir boutique ouverte et d'exercer lad. profession de boucher charcutier ainsy et de la même manière que les autres maîtres de lad. communauté aux termes de droit de laquelle quittance suit la teneur :

« Généralité de Rouen — Ville d'Honfleur —
« N° 253. J'ai reçu de Jean Mesnel exerçant librement la profession de boucher, la somme de 25
« livres faisant les $\frac{3}{4}$ du tiers de celle de cent livres de la fixation de la Maîtrise de boucher char-

(1) Délibérations de 1790 I + 72.

cuittier ce que ledit Nesnel a signé avec nous procureur de la Commune et Secrétaire greffier » Suivent les signatures.

Cette sentence est en tout point conforme aux édits royaux. Les seuls changements que nous y relevons se réfèrent à la loi du 22 Décembre 1789 sur l'organisation du pouvoir Municipal. Le Procureur de la Commune remplace le Procureur du Roi, et les officiers municipaux concèdent le brevet de Maîtrise aux lieu et place du Gouverneur.

De même pendant cette période les impôts continuent à être perçus suivant les anciens usages. Bien des bouchers pensaient, qu'après le vote de la loi du 28 Mars 1790 ils pouvaient vendre librement leurs viandes sans acquitter aucune taxe. C'était une interprétation un peu trop large des termes mêmes de cette loi. Celle-ci ne visait que les redevances Communales et ne touchait en rien aux droits de l'Etat. Comme elle manquait de précision, elle fut complétée par un Décret de l'Assemblée nationale en date du 10 Août 1790 (1) sanctionné le 18 par le Roi de la façon suivante :

« Conformément à nos précédentes lettres patentes sur les décrets rendus par l'Assemblée Nationale, les droits d'Aydes, octrois et autres conservés, continueront à être perçus jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Enjoignons spéciale-

(1) Archives municipales ; 1 + 66 f° 50

ment *aux bouchers* et autres d'acquitter les dits droits pour les arriérés et de se soumettre aux exercices que leur perception rend nécessaires à peine d'être poursuivis non seulement comme contribuables, mais encore comme réfractaires à nos lettres patentes sur les Décrets de l'Assemblée Nationale. Donné à Saint-Cloud le 18 Août 1790; Signé Louis.»

L'application de cet ordre royal rencontra quelques difficultés dans notre ville. Depuis le début de la Révolution, plusieurs bouchers d'Honfleur s'étaient refusés à acquitter les anciens droits et dès 1789 des poursuites avaient été engagées contre eux. Des procès-verbaux des 18, 29 et 30 août 1789 (1) constatent en effet que le boucher Jacques Chardey refuse de payer 16 livres 17 sols et 6 deniers. que Lihard refuse également le paiement de 24 livres 5 sols et Jacques Mutrel celui de 10 livres 2 sols 2 deniers, qu'ils doivent au Receveur des Patrimoniaux de la ville pour droits de boucherie.

Sur mise en demeure qui leur est signifiée le 7 Septembre par exploit d'huissier, Lihard et Mutrel s'exécutent, mais Jacques Chardey maintient son refus et se laisse acculer à la saisie de ses meubles. Celle-ci est pratiquée le 5 novembre. Il s'incline alors devant la force et cela lui coûte en plus des droits, la somme de 8 livres et 5 sols pour les frais. L'affaire paraissait classée, mais le citoyen Jacques

(1) Procès de Régie 1789 CC 592.

Chardey qui d'après les documents divers que nous avons trouvés aux archives était décidément une mauvaishôte, engardait une certaine rancune contre les agents de la perception. Un jour qu'il était quelque peu pris de boisson, le 1^{er} octobre 1790, il rencontra pour son malheur le contrôleur Charles Lelièvre qui circulait à cheval sur la route de Pont-L'Évêque. Il l'interpella en lui disant qu'il allait chez lui pour discuter sur les droits d'Inspecteur de boucherie qu'il se refusait à payer.

Le contrôleur, très calme, essaya de lui faire comprendre qu'il s'entêtait à tort et que c'est mal à propos qu'il avait cessé le paiement de droits que l'Assemblée Nationale avait maintenus.

Il l'engagea dans son intérêt, à se soumettre à la loi. Le citoyen Chardey ne voulut rien entendre, il s'emporta et traita le contrôleur de gueux et de J. F. termes qu'il réitéra plusieurs fois en disant en outre « Je t'en ferai repentir. »

Le contrôleur porta plainte au Conseil de Ville (1 : Chardey s'y présenta, alléguant pour sa défense qu'il avait bu et « ne sentait pas la force de ses termes », il ajouta qu'il se repentait et faisait appel à l'indulgence du Conseil.

Celui-ci le condamne seulement « à garder prison pendant 24 heures eu égard à son repentir ». Il lui enjoignit en outre d'être plus circonspect à l'a-

(1) Délibérations de 1790, 1 + 66 F^o 50

venir envers le contrôleur et d'avoir à payer, non seulement les droits d'Inspecteurs, mais encore ceux appartenant à la ville et tous autres, ainsi que les dépens et frais curiaux du procès.

A noter qu'à cette époque les Justices de Paix n'étaient par encore créées et que la simple police continuait à être exercée par le Maire et les adjoints qualifiés « d'officiers municipaux de police Judiciaire », en exécution des lettres patentes du 20 Avril 1790 (1) qui prescrivaient conformément à divers décrets de l'Assemblée Nationale, que les anciens règlements restaient toujours applicables, tant qu'ils n'auraient pas été abrogés ni changés.

C'est également en s'appuyant sur ces lettres patentes que la Municipalité ne prend aucune disposition nouvelle en ce qui concerne l'Inspection des viandes. Elle se borne à faire appliquer les anciennes ordonnances, et la surveillance s'opère comme par le passé avec le concours des syndics sous le contrôle toutefois du Procureur de la Commune qui remplace le Lieutenant du roi. Nous trouvons à la date du 13 Août 1791 (2) une sentence des officiers municipaux rendue contre Jean Simon, boucher qui a exposé un porc ladre. La viande est confisquée et immergée, et le délinquant, bien que le Procureur ait requis contre lui une amende de 20 livres, est condamné seulement aux frais du procès.

(1) Bulletin des lois 1790, Tome II.

(2) Délibérations de 1791, 1^{re} + 67^{re} 15

E-) LOI DU 2-17 MARS 1791

SUPPRESSION DES CORPORATIONS

Au début de 1791, le 2 mars, l'Assemblée Nationale vote une loi que le roi sanctionne le 17, et qui institue définitivement la liberté du Commerce (1).

L'article 1^{er} décrète qu'à partir du 1^{er} Avril 1791 toutes les maîtrises, jurandes, Communautés d'Arts et métiers, cesseront d'avoir une existence légale, et que les droits d'Inspecteur aux boucheries seront abolis.

L'article 5 prescrit aux syndics des corps de métier de rendre leurs Comptes de gestion aux municipalités qui les vérifieront, établiront le compte des dettes passives de la communauté dont la liquidation sera faite par les soins du Procureur du Roi, siégeant au chef lieu du District.

Enfin l'article 7 permet à toute personne d'exercer à partir du 1^{er} Avril tel négoce qu'elle trouvera bon, sous la seule réserve de se munir d'une patente, d'en acquitter le prix et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits. Le taux de cette patente est fixé à 2 sols par Livre de loyer jusqu'à 400 l. à 2 sols 6 deniers de 400 à 800 l. et à 3 sols par livre pour les loyers au-dessus de 800 l.

1) Bulletin des lois, Tome III, 1791, page 2

Les communautés en général ne se pressèrent pas de rendre leurs comptes pas plus d'ailleurs que les municipalités de les mettre en demeure de le faire. Il y eut de nombreux rappels émanant soit du pouvoir central, soit du Directoire exécutif du District. Le 24 Février 1792, la municipalité d'Honfleur informe par lettre ce directoire qu'elle a fait toutes diligences pour amener les corps de métier à se mettre en règle et qu'elle va prendre des mesures contre les retardataires (1).

Après mise en demeure formelle, la Communauté des bouchers s'exécute le 20 Avril 1792 (2). Les syndics et adjoints, Jacques Chardey, Jacques Langlois et Jacques Maréchal, remettent à la municipalité leur comptabilité administrative depuis le 12 Juin 1788, date à laquelle ils ont été élus, jusqu'au 5 Mai 1791 où la Corporation a cessé effectivement de fonctionner. Cette comptabilité est nettement déficitaire.

Les syndics soulignent dans leur rapport que les comptes qui leur avaient été passés en 1788 par Pierre Campion, premier syndic sortant, accusaient une somme de 114 livres qu'ils n'avaient pu recouvrer sur les maîtres bouchers et les agrégés, et que ces derniers se sont d'ailleurs refusés à payer depuis le début de la Révolution malgré les poursuites intentées contre eux par le minis-

(1) Lettre du 24 Février 1792, F + 23 ; corporations.

(2) Archives municipales ; corporations F + 24.

tère de l'huissier Furet dont les honoraires également dus s'élèvent à 21 l. 2 sols 6 deniers.

Les dépenses de la Communauté s'élèvent à 33 livres 2 sols 6 deniers, et les recettes à 18 livres seulement. Il en résulte donc un excédent de dépenses de 15 livres, 2 sols 6 deniers, qui ajoutés aux 114 livres dues par Campion et à 11 sols 6 deniers dus par divers donnent un déficit total de 124 livres 14 sols.

La Municipalité homologue ces comptes et en donne décharge aux syndics. La Communauté des bouchers n'a donc rien à verser au Trésor. Il est fort probable que c'est là où elle voulait en arriver.

A partir de cette date, le rôle des syndics est terminé. La surveillance des viandes ne leur incombe plus, elle relève uniquement de la Municipalité en la personne de son représentant le Procureur de la Commune. Celui-ci s'assure par des visites quotidiennes à la boucherie, de la salubrité de la viande. S'il en rencontre qui soit suspecte, il se borne à en suspendre provisoirement la vente et à faire désigner sur le champ deux experts. Si le rapport de ces derniers conclut à l'insalubrité, le boucher coupable est traduit devant le conseil de ville pour être condamné à la confiscation de la marchandise avariée et à une amende. Si la viande est reconnue bonne, on la remet à la disposition de son propriétaire. Nous aurons l'occasion de citer plus loin des exemples de la procédure usitée.

F) LOI DU 19 JUILLET 1791 (1)

Petit à petit l'Assemblée Nationale fixe les pouvoirs des autorités communales. Une loi sur la police rurale votée et sanctionnée par le roi le 22 Juillet 1791 renferme quelques dispositions relatives à la surveillance des viandes de boucherie.

L'article XIII stipule que la Municipalité pourra commettre à l'Inspection et à la salubrité des comestibles, un nombre suffisant de gens de l'Art, lesquels après avoir prêté serment rempliront, à cet égard seulement, les fonctions de commissaires de police.

L'article XX prévoit qu'en cas d'exposition en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles, ils seront confisqués et détruits, et le délinquant condamné à une amende égale au tiers de sa contribution mobilière, sans pouvoir être moindre que trois livres, et l'article XXVII complète le précédent en ajoutant que dans le cas de récidive, les amendes seront doublées et les jugements affichés aux frais des condamnés.

L'article XXIX, ordonne que les règlements en vigueur sur la salubrité des comestibles continueront à être appliqués jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Enfin l'article XXX permet aux municipalités

(1) Bulletin des lois 1791.

de taxer le pain et la viande à l'exclusion de toute autre denrée.

Cette loi nous suggère quelques réflexions.

Tout d'abord, si l'article 13 permet aux municipalités de préposer des « gens de l'Art » à la surveillance des comestibles, il reste muet sur la signification exacte de ce terme. Quels devaient être ces « gens de l'Art » ? des artistes vétérinaires ou des professionnels du métier comme l'étaient les anciens syndics ?

Si nous comparons le texte de cet article avec celui de l'article 2 d'un arrêt du Conseil du Roi en date du 16 Juillet 1784 (1) sur la police sanitaire, nous avons le droit de penser que par « gens de l'art » le législateur visait des personnes compétentes, ayant reçu dans les Ecoles une instruction spéciale. En effet, aux termes de l'arrêt de 1784, les Intendants et commissaires qui désignent des experts en matière sanitaire doivent les prendre de préférence parmi les élèves des Ecoles Vétérinaires.

Sans faire aux Communes une obligation formelle de choisir comme surveillants des denrées, ces artistes vétérinaires on leur conseille de les prendre de préférence à tous autres, cela est indiscutable.

Malheureusement la routine conservait ses

(1) Cité par Comte, Police sanitaire 1895, page 2.

droits; la plupart des municipalités interprétèrent le terme « gens de l'art » dans le sens de « professionnels du métier » et désignèrent, comme nous le verrons pour Honfleur, soit des bouchers, soit même des restaurateurs !

D'autre part, l'art. 29 de la même loi, en prescrivant que les règlements en usage en ce qui concerne la salubrité des denrées continueront à être appliqués, dispense les municipalités de prendre des dispositions nouvelles.

L'ordonnance Royale de 1782 et les arrêtés municipaux pris en conformité de celle-ci conservent leur plein effet et servent de base à toute intervention légale en matière d'inspection des viandes, et — à part l'intervention du commissaire de police — il n'y a absolument rien de changé.

G) VENTE DES ETAX DE LA VILLE (1793)

Une loi votée le 17 Août 1791 envisage la liquidation des dettes communales. Elle enjoint aux municipalités de procéder à cette liquidation « autrement que par les octrois ou autres droits » et les autorise à vendre soit les biens nationaux qui leur ont été dévolus, soit à défaut leurs biens patrimoniaux personnels, après avis du Directoire du District.

La ville d'Honfleur ne possédait aucun bien na-

tional mais elle avait en propriété des biens patrimoniaux parmi lesquels figuraient les six étaux de la rue de la Boucherie.

Une délibération municipale du 5 Novembre 1792, approuvée par le Directoire du District le 27 Janvier 1793, en autorise la vente, après expertise.

Les deux experts désignés, les citoyens Letorrey et Mellon (1) estimèrent que trois des étaux mesurant 46 pieds 6 pouces de long sur 9 pieds de large pouvaient valoir ensemble douze cent cinquante livres, et que les trois autres de 69 pieds six pouces de long sur 9 pieds de large, mil sept cent soixante quinze livres, soit en tout 3.025 livres. Le boucher Jacques Chardey, principal tenancier et voisin personnel des étaux offrit immédiatement la somme indiquée par les experts. La commune jugea qu'elle pourrait obtenir davantage en mettant en adjudication les six étaux qui étaient loués depuis 1788 pour une somme totale de 200 livres.

Les enchères eurent lieu le 15 Mai suivant. Les deux lots restèrent à Chardey, mais pour le prix de 5.510 livres. L'Administration n'eut donc qu'à se louer de sa décision.

Nous avons retrouvé aux Archives le plan sommaire des lieux établi par les experts, nous le reproduisons à titre documentaire.

(1) DÉLIBÉRATION DU 19 AVRIL 1793 — D.

Rue de la Ville

Maison appartenant à Jac Chardey	Boucherie louée à J. Chardey (24 l.)	Boucherie appartenant à P. Chardey	2 étaux réunis loués à J. Chardey (40 L. et 54 L.)	Boulangerie Grenquet aujourd'hui Dupont
---	---	---	---	--

← Vers le Quai St-Etienne

Rue de la Boucherie

Boucherie louée à la Vve Mutrel (24 livres)	Boucherie louée à la Vve Char- pentier (18 l.)	Boucherie louée à Quillet (40 livres)	Boucherie appartenant à Jacques Langlois	Immeuble de Grenquet
--	---	--	---	----------------------------

Les Eaux appartenant à la ville sont soulignés en rouge.

CHAPITRE II

Période de l'an II à l'an VII (1793 — 1799)

Cette période est dominée par la mise en vigueur de deux grandes lois révolutionnaires : celle du 26 Juillet 1793 sur l'accaparement et celle du 29 Septembre de la même année fixant le prix maximum des denrées.

A) LOI DU 26 JUILLET 1793 (I) (ACCAPAREMENT)

La Convention décrète que l'accaparement est un crime capital (Art. 1^{er}) et que sont coupables de crime ceux qui dérobent à la circulation sans les mettre en vente journellement et publiquement, les denrées de première nécessité (Art. 2) ou ceux qui laissent périr volontairement ces denrées (Art. 3). Les denrées de première nécessité sont le pain, la viande, etc.... (Art. 4).

Tous ceux qui en détiennent doivent les déclarer à la Mairie dans les huit jours de la publication de cette loi (Art. 5).

(1) Imprimé original, à Caen chez Leroy ; archives H 16 N° 4

Ceux qui ne se conformeront pas à ces prescriptions seront réputés accapareurs et punis de mort ; en outre leurs biens seront confisqués au profit de la Nation, et les denrées mises en vente (Art. 8). Ces peines seront également appliquées à ceux qui font de fausses déclarations.

B) LOI DU 29 SEPTEMBRE 1793 (1) (MAXIMUM)

Les objets que la Convention Nationale a jugés de première nécessité et dont elle a cru devoir fixer le maximum ou le plus haut prix sont : la viande fraîche, la viande salée, le lard, etc..... (art. 1^{er}).

Le maximum de prix des denrées sera dans toute l'étendue du territoire de la République, jusqu'au mois de Septembre prochain, le prix de 1790, augmenté d'un tiers, déduction faite de tous les droits fiscaux ou autres auxquelles ces denrées étaient soumises (art. III).

Toute personne vendant ou achetant au-dessus du maximum paiera, par forme de police municipale, une amende solidaire du double de la valeur de l'objet vendu, au profit du dénonciateur, et sera portée sur la liste des suspects et traité comme tel. L'acheteur échappera à cette peine s'il dénonce le vendeur.

(1) Bulletin des lois 1793.

Le marchand sera tenu d'avoir dans sa boutique un tableau indiquant de façon apparente les prix maxima.

Ainsi donc, la Nation traquée sur toutes ses frontières et portant au flanc cette plaie saignante : La Vendée, se rend compte qu'elle ne conservera la paix intérieure dans les départements fidèles qu'en assurant au peuple la vie de chaque jour. Elle défend à quiconque de s'enrichir en spéculant sur la misère d'autrui et veut que si les vivres sont rares, elles ne soient pas au moins l'apanage de la Fortune. C'est l'égalité devant la disette. A chacun selon ses besoins et rien de plus.

C) APPLICATION LOCALE DE CES LOIS

La Municipalité d'Honfleur ne perdit pas de temps pour mettre ces lois en application dans la Commune.

Dès le 24 vendémiaire an II (1) (15 Octobre 1793) le Conseil de Ville, considérant qu'en attendant que la fixation du maximum du prix des denrées, conformément à la loi, lui soit parvenue, les habitants de la ville les paie toujours au même prix « que, la classe indigente souffre et a de la peine à « vivre, arrête unanimement qu'il sera adressé au « Citoyen Administrateur du district de Pont-l'Évê-

(1) Délibérations communales an II D + 7.

« que, un tableau taxant provisoirement quelques
« denrées de première nécessité avec invitation de
« l'approuver et de l'autoriser à le faire appliquer
« dans toute la Commune jusqu'à ce que la fixa-
« tion officielle lui soit parvenue ». Savoir :

La livre de bœuf de première qualité.....	10 sols
la livre de bœuf de 2 ^e qualité.....	8 sols
la livre de Lard.....	10 sols
la livre de mouton de 1 ^{re} qualité.....	10 sols
la livre de mouton de 2 ^{me} qualité.....	8 sols
la livre de veau de 1 ^{re} qualité.....	10 sols
la livre de veau de 2 ^{me} qualité.....	8 sols

Suivent d'autres denrées. Il est en outre arrêté
que chaque citoyen ne pourra s'approvisionner de
ces diverses denrées que dans la proportion du
nombre de personnes composant chaque ménage et
pour une période ne dépassant pas 8 jours.

Cette taxe resta en vigueur jusqu'au 22 Flo-
réal de l'an II, (13 Mai 1794). A cette date le district
de Pont-Chaslier (anciennement Pont-l'Evêque)
fixe ainsi qu'il en a reçu mission par la loi du 6
ventose an II (28 Février 1794) les prix maximum
à appliquer dans le district et particulièrement à
Honfleur.

Voici ceux qui concernent la viande (2) :

Bœuf, vache, mouton.....	12 sols 7 deniers la L.
Veau.....	10 sols 9 deniers d.
Agneau.....	12 sols 4 deniers d.
Porc frais ou salé.....	12 sols 4 deniers d.

(2) Tableau imprimé (archives municipales F + 134).

A remarquer au sujet de cet arrêté que la viande de bœuf, de vache ou de mouton était vendue à Honfleur 3 deniers de plus que dans le reste du district où le prix maximum était fixé à 12 livres 4 deniers. Cela peut s'expliquer par ce fait, qu'étant éloignés des marchés, les bouchers de notre ville avaient à ajouter au prix d'achat des bestiaux, des frais de déplacement et de conduite que ne supportaient pas leurs confrères des lieux voisins.

Il n'en est pas moins vrai que la ville d'Honfleur avait déjà à cette époque, le privilège peu enviable, qu'elle a d'ailleurs jalousement conservé depuis, de payer la viande un peu plus cher qu'ailleurs.

A remarquer également que les prix fixés tout d'abord par la délibération communale du 24 vendémiaire, étaient sensiblement plus bas que ceux établis par le district.

Mais il apparaît ici nettement que la Municipalité, dans son désir d'aboutir rapidement avait négligé certains éléments d'appréciation du plus juste prix. Ainsi l'Administration de Pont-Chaslier prend comme base de la taxe les prix de 1790 qu'elle majore de 4 sols par quintal pour frais divers et de 10 % pour le bénéfice normal du détaillant, choses dont n'avait pas tenu compte le Conseil de Ville.

L'autorité municipale réglemente aussi les jours

de vente et par un arrêté du 2 Brumaire an II (1), elle prescrit à tous commerçants, sous peine d'être regardés comme suspects et traités comme tels, de tenir leurs boutiques ouvertes et leurs marchandises exposées en vente tous les jours indistinctement, y compris les ci-devant dimanches et fêtes. Par contre, ils pourront s'ils le désirent se reposer et fermer leurs boutiques le dernier jour de chaque Décade :

Le 9 Frimaire an II (2) autre arrêté qui prescrit aux bouchers de campagne, apportant des viandes de les accompagner des issues, cuirs et suifs.

D) ARRÊTÉ DU 15 FRIMAIRE AN II (3)

A cette date, le Conseil prend un arrêté réglant la vente de la viande et fixant à la fois le lieu et les heures de cette vente.

Cet arrêté fut appliqué pendant toute la période révolutionnaire et fut le point de départ de nombreuses contestations et de multiples procès dont nous reparlerons plus loin.

Voici quelle en était la teneur :

Art. 1^{er}. — Défenses sont faites à tout citoyen d'acheter aucune marchandise, ayant été dans l'usage d'être apportée au marché autre part que dans

(1) Délibération dudit jour. 1 + 68, f^o 41.

(2) Délibérations communales an II, D.

(3) Archives municipales, 1 + 69, f^o 2.

lesdits marchés et après l'ouverture d'iceux, sous peine de 30 livres d'amende applicables un tiers au profit du dénonciateur et les deux tiers au profit de la Commune.

Art. 2. — Défenses sont pareillement faites à tous bouchers de la Commune ou des communes voisines qui apporteront leurs viandes en cette commune de les vendre ailleurs qu'à la boucherie ordinaire et à boutiques ouvertes, ce qui ne pourra se faire pendant les mois de Brumaire, Frimaire, Nivos (sic) et Pluvios (sic) avant 8 heures du matin et les autres mois à 7 heures aussi du matin, sous peine de pareille amende applicable comme il est dit.

Art. 3. — Défense aussi est faite à tous bouchers forains ayant usage d'apporter leurs viandes à la boucherie de cette commune, d'en apporter aucune sans les accompagner des issues, cuirs et suifs en provenant, pour être ces derniers objets vendus à prix défendu jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le tout à peine de pareille amende applicable comme dessus ».

Suivent d'autres articles concernant divers produits et ordonnant la publication du Présent arrêté.

Et pour assurer à ses concitoyens une distribution de viande aussi impartiale que possible, la Municipalité complète les dispositions précédentes

par d'autres mesures arrêtées le 29 nivose an II (1).

« 1^o Défenses sont faites à tous bouchers de cette commune et à ceux y attendant de ne délivrer aucune des viandes dont ils sont actuellement en possession que par petites portions et après toutefois que les malades, les infirmes, les femmes en couches et celles enceintes et les ouvriers travaillant à la construction des vaisseaux de la République en auront été approvisionnés par petites portions, le tout d'après des certificats de la Municipalité qui assure ses concitoyens qu'il ne sera délivré aucun que d'après une connaissance de cause. Le tout à peine de 8 jours de détention dans la maison d'arrêt, contre chaque boucher qui contreviendrait aux dispositions de cet arrêté.

2^o Qu'il est enjoint aux bouchers de cette Commune de s'approvisionner de viandes de boucherie et d'en garnir leurs boutiques comme par le passé, conformément à la loi, à peine d'être regardés comme suspects et traités comme tels... Signé : Pierre Allix officier Municipal, Pottier Secrétaire, etc. »

Ces arrêtés pris en conformité des deux grandes lois révolutionnaires précitées appellent quelques commentaires.

Celui du 15 Frimaire, en interdisant aux bouchers de vendre leur viande autre part qu'à la bou-

(1) Extrait du registre de Police municipale D — 7.

cherie ordinaire et en dehors des heures fixées donne au Procureur de la Commune le moyen d'exercer un contrôle rigoureux non seulement sur la quantité de viande exposée en vente, mais encore sur la salubrité de cette viande ainsi que la loi lui en impose l'obligation, et celui du 29 Nivose, pris en vue d'éviter l'accaparement assure la répartition équitable d'une denrée de première nécessité telle que la viande. Il prévoit aussi, avec juste raison le délit de coalition des bouchers, qui, forcés de vendre leurs marchandises à un prix relativement bas pourraient s'entendre pour laisser manquer la ville de viande. Ils sont dorénavant obligés de tenir leurs boutiques suffisamment approvisionnées sous peine d'être traités comme suspects, et nous savons ce que cette menace signifiait en 1793.

E) PROCÈS DIVERS

Nous avons relevé plusieurs procès visant des infractions à ces arrêtés et nous allons en exposer quelques uns.

A) Le 16 Frimaire an II (1), le Procureur de la Commune poursuit devant les officiers municipaux le citoyen Dupont, aubergiste à l'enseigne du cheval blanc, pour avoir, par l'entremise de Jean Vauquelin son employé, acheté la nuit une certaine

(1) Archives municipales I - 69 f° 3.

quantité de viande au boucher Chardey. Celui-ci inculpé solidairement, allègue que la viande étant destinée à une auberge, où tout le monde peut manger, il ne se croyait pas en faute.

Dupont reconnaît le fait, mais il ajoute que s'il a envoyé si tardivement chercher de la viande, c'est que les postillons lui avaient annoncé que des Députés de la Convention allaient arriver chez lui et que de plus, il n'avait pas eu connaissance de l'arrêté pris la veille (15 frimaire). Le procureur réplique que l'arrêté ayant été régulièrement publié, Dupont ne pouvait l'ignorer et qu'en tout cas son acte est répréhensible et passible des peines de la loi, parce qu'il tend à priver les habitants des viandes dont ils ont besoin. La cause entendue, le Tribunal prononce la confiscation au profit des indigents de la viande, du panier et de la serviette qui la contenait et condamne solidairement Chardey et Dupont à 30 livres d'amende et aux dépens. Le citoyen Chardey que nous connaissons déjà comme une mauvaise tête, accueille ce jugement par le cri de « à la Lanterne » qu'il récidive par deux fois malgré la défense du Procureur. Appréhendé sur le champ, il est conduit en prison pour 24 heures.

B) Le 22 Nivôse an II (1) deux procès de viande sont jugés par les officiers municipaux. Le premier

(1) Archives municipales, 1 69 fo 11.

visé une saisie pour viande malsaine, le deuxième une affaire d'agcaparement.

Saisie de viande. — Le sieur Furet, Commissaire de Police et Procureur de la Commune avait trouvé en exerçant sa surveillance à la boucherie, deux devants et un morceau de derrière de bœuf qui lui parurent corrompus.

En l'apercevant les délinquants prirent la fuite. L'enquête établit qu'ils avaient commencé leur vente à 6 heures du matin, en dépit du règlement fixant à 8 heures le moment de l'ouverture.

Le procureur requit : 1° qu'il soit nommé deux experts bouchers pour visiter la viande et 2° que des poursuites soient exercées tant contre les délinquants que contre ceux qui ont acheté avant l'heure.

Les deux experts désignés Jacques et Pierre Chardey, estimèrent que la viande était de très mauvaise qualité, entièrement corrompue et incapable d'être exposée en vente, et cela parce qu'à leur avis, cette viande provenait d'un animal qui aurait été étouffé et non saigné. En tout cas la viande « est gangrenée » et ne saurait entrer sans danger dans le corps humain conclurent-ils.

Le Procureur ajouta que le fait d'avoir vendu cette viande sur le pied de 10 sols la livre constituait une véritable escroquerie et qu'il est de son devoir de réclamer une punition sévère contre les

délinquants qui par cupidité n'ont pas craint « d'apporter en ville la contagion ». Il demanda le renvoi en correctionnelle des coupables et la submersion de la viande, ce que lui accorda unanimement le tribunal.

Accaparement. — Dans la deuxième affaire du jour (1) les citoyennes honfleuraises firent elles-même la police. Elles arrêtrèrent avant 8 heures du matin, deux femmes qui sortaient de chez Liétout boucher, avec « deux forts paniers de viande de bœuf et de mouton » qu'elles leur arrachèrent et déposèrent au poste de garde où ils furent saisis par le Commissaire de police.

L'un de ces paniers était porté par une fille au service des sœurs Drieu aubergistes « à la Terre-Sainte » l'autre par la Demoiselle Anne Toutain préposée au service du citoyen Lechevalier, ci-devant noble.

Le Tribunal prononce la confiscation des viandes et paniers et condamne les délinquants à chacun 30 livres d'amende solidairement avec le boucher. Celui-ci qui faisait entrer des pieds de bœuf dans ses pesées « contrairement aux anciens règlements » récolte en plus 20 livres d'amende pour ce délit.

Voici maintenant quelques exemples de l'application de la loi sur le maximum.

(1) Archives municipales, 1 69 fo 13.

A) Procès Lepineuze et femme Piquet (vente au-dessus du maximum et rebellion) (1). Le 28 Floréal an II, le citoyen Gallois, officier municipal, s'étant transporté route d'Honfleur à la Rivière, aperçut dans le magasin du citoyen Lépineuze dit Dubois un veau qu'il avait tué et distribuait à divers citoyens et citoyennes, en dépit de l'arrêté du 15 Frimaire. Il donna l'ordre de cesser immédiatement la vente. Lepineuze refusa d'obéir et remit environ 12 livres de viande à la femme Piquet. Gallois voulut empêcher celle-ci de s'en livrer et se saisit de la viande. La femme Piquet se précipita sur lui et lui arracha la viande des mains. Le citoyen Gallois, très digne, ceignit alors son écharpe et fit au nom de la loi sommation de la dame Piquet d'avoir à cesser tout enlèvement. Celle-ci s'y refusa et emporta sa viande en préférant à l'égard de l'officier municipal les propos les plus insultants: Le Commissaire de police, mis au courant de ces faits fit citer les délinquants à comparaître le jour même devant le Conseil de Ville.

Le citoyen Lepineuze déclara que le veau qu'il débitait venait de chez son fermier et qu'il le distribuait gratuitement soit à quelques uns de ses amis, soit aux pauvres et encore par petites portions, ce qu'aucune loi ne pouvait l'empêcher de faire.

(1) Archives municipales, 1 69 f° 39 recto.

La défense était habile. Malheureusement pour lui, le commissaire avait également fait citer deux citoyennes surprises en train de lui acheter de la viande. La première, une femme Barbel, déclara que Lepineuze lui avait vendu le devant de veau à raison de 18 sols la livre et qu'il vendait le derrière sur le pied de 20 sols. La seconde, une citoyenne Hurel, affirma à son tour qu'elle avait acheté à Lepineuze de la poitrine à raison de 18 sols la livre. L'agent national requit alors contre tous les contrevenants les peines édictées par la loi du 29 septembre 1793. Le Tribunal adoptant ses conclusions condamne solidairement le boucher et ses clients à une amende de 27 livres « faisant le double de la valeur des denrées vendues » ; ordonne que leurs noms seront inscrits sur la liste des suspects et le jugement lu et affiché à leurs frais.

La femme Piquet récolte en plus 24 heures de prison pour injures à un Magistrat Municipal.

B) Procès Quillet. (Refus de vendre au Maximum et viande Malsaine) (1). Le 9 Thermidor an II, plusieurs citoyens de la ville se présentèrent pour acheter de la viande à la boutique du sieur Quillet. Celui-ci, bien qu'il eut un veau exposé en vente refusa de les servir en leur disant « Je vendrai à qui

(1) Archives municipales, 1 + 69, f° 39 verso.

je voudrai et au prix que je voudrai ». Le commissaire prévenu se rendit à la boutique du sieur Quillet et constata qu'il y avait « une courraye » de veau corrompue et répandant une odeur infecte.

En outre l'enquête révéla que Quillet avait vendu de la viande à raison de 16 sols la livre. Poursuivi pour tous ces faits, le coupable comparait le jour même devant le Conseil de la ville qui désigne comme experts les citoyens Jean Lecomte, boucher à Saint-Gatien, et François Cavellier, boucher à Honfleur, pour examiner la courraye suspecte.

Ces experts estiment que cette issue « est complètement gâtée et ne peut être mangée. » Après quoi, le Tribunal condamne Quillet pour ces différents délits à 50 livres d'amende, 3 jours de prison et aux dépens. La courraye sera submergée « comme viande immonde ».

F.) PROCÉDURE EN CAS DE SAISIE DE VIANDE INSALUBRE

Ce dernier procès et plusieurs autres que nous avons pu étudier aux archives, nous éclairent sur la procédure suivie à l'époque en cas de mise en vente de viande impropre à la consommation.

Bien que l'article 23 de la loi du 19 Juillet 1791 stipule que les communes pourront préposer à la surveillance des gens de l'Art, qui prêteront serment et auront en matière d'inspection des viandes

seulement les pouvoirs d'un Commissaire de Police, la Municipalité d'Honfleur n'avait encore rien fait dans ce sens. Le commissaire de police restait donc seul chargé de veiller à la salubrité des viandes. Il passait chaque jour à la boucherie, et si au hasard de ses visites, il remarquait une viande douteuse, il se bornait à en interdire provisoirement la vente et à la faire déposer en lieu sûr. Il citait ensuite le boucher responsable à comparaître le jour même devant les officiers municipaux, desquels il requerrait la nomination d'experts. Ces derniers devaient opérer sur le champ, chaque partie désignant le sien ; ainsi dans l'affaire Quillet, ce dernier avait choisi Lecomte, et le Procureur avait proposé Cavellier.

Les officiers municipaux ratifiaient généralement ces propositions et investissaient les experts de leur fonction officielle. Ceux-ci prêtaient serment, examinaient la viande et déposaient leur rapport. En cas de conflit, le Tribunal désignait d'office un tiers-arbitre. Il jugeait ensuite suivant les conclusions du rapport. Si la viande était reconnue bonne, il en ordonnait la remise au propriétaire. Si elle était trouvée malsaine il en prononçait la confiscation en vue de l'immersion, et condamnait le délinquant aux peines prévues par les lois. C'était en somme, à part de légers détails, la continuation des usages anciens.

Voici un exemple de viande reconnue bonne après expertise.

Le 2 fructidor an II (1), le Commissaire de Police Furet, et son adjoint Letellier sont avisés qu'on vient d'apporter à la boucherie un bœuf qui « serait mort de mauvaise maladie ».

Ils se transportent immédiatement sur les lieux, et constatent que le bœuf suspect appartient au sieur Roussel-Leprey, herbager à Surville, qui ne peut en représenter ni le cuir, ni les issues. La vente est suspendue et le Tribunal saisi du fait.

Conformément à la procédure ci-dessus indiquée, deux experts sont désignés : François Cavellier boucher présenté par Roussel et Martin (Pierre) Traiteur proposé par le Commissaire.

D'un commun accord ils reconnaissent que le bœuf quoi qu'un peu échauffé dans son devant est parfaitement bon et peut être consommé en totalité. Sur ces conclusions Roussel est autorisé à en continuer la vente, mais il est condamné aux frais du procès pour non représentation du cuir et des issues.

G.) ARRÊTÉ DU 15 MESSIDOR AN II (2)

L'arrêté du 15 Frimaire obligeait tous les bouchers de la ville ou du dehors à n'étaler qu'à la

(1) Procès Roussel. Archives municipales. 1-69 f° 49.

(2) Archives municipales. 1-3.

halle et à des heures déterminées. Nous avons vu par les deux premiers procès que nous venons de citer qu'il n'était guère respecté. Bien des bouchers continuaient à vendre à leurs étaux particuliers où se souciaient fort peu des heures. Aussi les officiers municipaux se virent-ils dans l'obligation de rappeler l'arrêté susvisé et le 15 messidor an II, ils firent voter la délibération suivante :

« Le conseil municipal informé que plusieurs
« bouchers qui étaient dans l'habitude d'apporter
« leur viande de boucherie aux jours ordinaires de
« marché, se permettent de la vendre dans les écarts
« de la ville, où différents particuliers vont s'en
« procurer.

« Considérant qu'une pareille conduite de la
« part des bouchers dégarrit les marchés d'une
« subsistance de première nécessité dont ils doivent
« toujours être approvisionnés pour l'utilité publi-
« que, et peut produire des abus que la police pourra
« difficilement réprimer. Pourquoi ouy l'Agent Na-
« tional, arrête :

« Tous les bouchers de cette commune apporte-
« ront leur viande à la boucherie les jours ordina-
« res de marché pour la facilité de tous les citoyens
« et sous les peines portées par l'arrêté du Conseil
« de police du 15 Frimaire ; parce que ceux qui re-
« fuseront de s'y conformer seront regardés comme
« mauvais citoyens.

« En la maison Commune d'Honfleur le 15 messidor de la R. F. Une et indivisible « Signé : Signé : Lion, Maire. »

Nous verrons ultérieurement que cet arrêté ne fut pas mieux respecté que le précédent et que la municipalité eut encore beaucoup à lutter pour contraindre les bouchers à s'y conformer.

H.) MESURES CONCERNANT LES SUIFS

Le 29 Messidor an II (1) le Conseil se préoccupe de remédier à la pénurie de chandelles dans laquelle se trouve la Commune. Il estime que cette pénurie vient du fait que les bouchers vendent leurs suifs aux marchands de savon, au lieu de le livrer aux chandeliers pour la raison bien simple que les premiers en offraient de meilleurs prix.

Pour remédier à cet état de chose, il ordonne à tous les bouchers de venir déclarer à la Municipalité la quantité de suif produit par chaque bête abattue et de la vendre aux chandeliers de la Commune de préférence à tous autres marchands sous peine d'être regardés comme de mauvais citoyens, réfractaires aux réglemens de Police, et traités comme tels.

Cette sage mesure de prévoyance locale n'eut pour l'éclairage de notre ville qu'un effet fort court. L'intérêt de la nation passant avant celui des ci-

(1) Délibérations communales. D-7.

tés, le Directoire du District de pont-Chaslier prit un arrêté le 18 vendémiaire an III (1) obligeant tous les bouchers de son ressort, sous leur responsabilité et celle de leur municipalité, à porter au marché du canton et à vendre à la municipalité du chef-lieu tout le suif provenant des animaux massacrés par eux, à la charge pour la dite municipalité de le faire passer sur le champ au chef-lieu du District.

En conformité de cet ordre et d'instructions postérieures, les officiers municipaux enjoignirent le 18 Frimaire an III (2)

« à tous les bouchers qui feront des abats d'a-
« nimaux d'en faire la déclaration, de justifier de
« l'emploi des suifs et des peaux, de leur vente, du
« nom des acheteurs, de la quantité de nerfs qu'ils
« extraient des animaux tués, des pieds de veaux
« et moutons qui doivent être soigneusement con-
vertis en huiles. »

C'était en somme la réquisition forcée pour les besoins de la Nation, alors en pleine guerre, de tous les corps gras et des cuirs.

I) LOI DU 3 BRUMAIRE AN IV (3)

La Révolution achève petit à petit son œuvre de réorganisation nationale. Sous le Directoire, le

(1) Copie aux archives Municipales — D + 6

(2) Archives municipales, D + 7, f° 24

(3) Bulletin des lois — tome 6, N° 204

3—Brumaire au IV les conseils de l'Etat votèrent cette admirable loi de sagesse de justice qui nous régit encore aujourd'hui et qu'on a appelé le Code des délits et des peines.

En ce qui concerne notre sujet, nous y relevons ce qui suit :

Art. 605. — « Sont punis des peines de simple
« police..... 5°) Ceux qui mettent en vente des co-
« mestibles gâtés, corrompus ou nuisibles,

« 6°) Les bouchers qui vendent la viande au-delà
« du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée.

Art. 606. — Le Tribunal de Police gradue se-
« lon les circonstances et le plus ou moins de gra-
« vité du délit les peines qu'il est chargé de pro-
« noncer sans néanmoins qu'elles puissent en au-
« cun cas, ni être au-dessous d'une amende de la
« valeur d'une journée de travail, ou d'un jour d'em-
« prisonnement, ni s'élever au-dessus de la valeur
« de trois journées de travail ou de trois jours d'em-
« prisonnement,

Art. 607. — En cas de récidive les peines sui-
« vent la proportion réglée par les lois des 19
« juillet et 28 Septembre 1791 et ne peuvent en
« conséquence être prononcées que par le Tribunal
« correctionnel.

Art. 608. — Pour qu'il y ait lieu à une augmen-
« tation de peine pour récidive, il faut qu'il ait eu un

premier jugement rendu contre le prévenu pour « pareil délit dans les 12 mois précédents et dans « le ressort du même tribunal de police. »

Cette loi inaugure un état de chose complètement nouveau en matière de répression.

Jusque là les anciens règlements étaient conservés, et comme il n'existait aucune indication émanant du pouvoir central quant à l'application de la peine, celle-ci était laissée à l'appréciation des municipalités. Il en résultait des différences énormes dans les sanctions prises par les officiers municipaux de villes relativement voisines ; les uns se montrant fort sévères, les autres pêchant par excès d'indulgence.

La loi nouvelle crée l'égalité complète des peines applicables du même délit dans toute la Nation. Néanmoins, en prévoyant un maximum et un minimum, elle laisse au juge la possibilité d'établir une graduation suivant le degré de culpabilité des délinquants.

De plus, alors que les lois de juillet et de septembre 1761 confiaient au premier tribunal, le soin de juger les cas de récidive, en leur appliquant des peines doubles, la loi du 3 Brumaire an IV en limitant à trois journées de travail ou à trois jours de prison, la compétence du Juge de simple police fait de cette récidive un délit relevant du Tribunal correctionnel à condition qu'elle ait été commise dans les douze mois suivant le premier jugement.

A partir de ce moment, les pouvoirs de justice des officiers municipaux, héritiers de la juridiction du baillage, cessent complètement. Ils devront désormais borner leur rôle à prendre des arrêtés, mais ils n'auront plus pour mission de punir eux-mêmes les réfractaires, en vertu de ce principe qu'on ne saurait être à la fois juge et partie. Il appartiendra dorénavant au Juge de simple police de prononcer les peines en cas d'infraction aux règlements municipaux.

Ainsi s'affirme de plus en plus la séparation des pouvoirs,

Application locale de cette loi :

Règlement du 7 ventôse an IV

En exécution de cette loi, l'Administration Communale de notre ville établit le 7 ventôse an IV, le règlement de police suivant : (1) ;

« *Art. 1^{er}* — Défense est faite à tous marchands
« de comestibles d'en exposer en vente qui seraient
« gâtés ou corrompus,

« *Art. 14* — Injonction est faite aux préposés de
« la police de tenir la main à l'exécution du pré-
« sent règlement et de dresser des procès verbaux,
« des contraventions qui pourraient y être faites et

(1) Délibérations communales de l'an IV. D 7.

« de les remettre au Commissaire du Directoire
« Exécutif, afin qu'il puisse poursuivre les délin-
« quants devant les juges auxquels connaissance
« en appartient et les faire condamner aux peines
« prévues par la loi ».

Voici deux exemples de procès pour exposition
de viande malsaine, jugés par la nouvelle juridic-
tion (1).

A. — « Ce jourd'hui 19 thermidor an 4^e de
« la République française, une et indivisible, sur
« les 5 heures de relevée, à Honfleur, en audience
« du Tribunal de police de ce lieu, où étaient les
« citoyens Jean-Baptiste Hercule Bernard Le Bour-
« guoys, Homme de loi, juge de Paix, de sureté et
« officier de Police judiciaire de la Commune d'Hon-
« fleur, département du Calvados, Louis Caresme et
« Thomas Dubosc, assesseurs, et finalement le Com-
« missaire du Directoire exécutif près de l'Adminis-
« tration municipale de la Commune d'Honfleur,
« assisté de Pierre Louis Hauvel, Greffier ordinaire

« En la cause d'entre ledit citoyen Commissaire
« du Directoire exécutif présent, demandeur, d'une
« part ; Jacques Bidois boucher domicilié en la com-
« mune de la rivière, canton d'Honfleur aussi pré-
« sent défendeur, d'une deuxième part ; et Tous-
« saint Hébert, boucher domicilié audit Honfleur,

(1) Archives de la Justice de Paix : an IV (minut original).

« Section de l'Est également défendeur présent
« d'une troisième et dernière part.

« Par le demandeur a été dit qu'informé que
« lesdits Bidois et Aubert avaient exposé au mar-
« ché de cette commune des viandes, qui, en raison
« de leur mauvaise qualité ne pouvaient qu'être
« nuisibles et dangereuses à la santé des citoyens
« qui auraient pu s'en procurer, il les a fait saisir
« et amener par un piquet de la Garde Nationale
« sédentaire de la Commune, de service au poste
« de la liberté, à la présente audience pour les
« faire condamner aux peines et amendes de police
« prononcées par les lois et règlements et nota-
« ment (sic) par la loi du 3 Brumaire dernier pour y
« être contrevenus en exposant en vente leurs vian-
« des prédites, ainsi qu'aux dépens. Et qu'aux fins
« de constater la qualité des dites viandes appor-
« tées à cette audience, il demande qu'il soit nommé
« d'office deux gens, à ce connaisseurs, pour faire
« l'examen, donner leur avis et être ensuite statué
« par le Tribunal ce qu'il appartiendra. Les défen-
« deurs ayant consenti à la nomination desdits ex-
« perts, le tribunal avant faire droit a nommé de
« son office les citoyens Pierre Chardey, boucher, et
« Pierre Martin, traiteur, domiciliés à Honfleur
« section de l'Est, lesquels vont être appelés pour
« procéder à l'expertise des viandes en question, en
« faire leur rapport pour ensuite être statué ce que
« de droit.

« Iceux, Martin et Chardey étant intervenus et
« après avoir entendu la lecture de tout ce que des-
« sus après serment prêté de procéder fidèlement et
« d'après l'impulsion de leur conscience à l'examen
« desdites viandes ont déclaré qu'elles sont incapa-
« bles d'entrer au corps humain ce qu'ils ont signé
« après lecture. Signé P. Chardey et P. Martin.

« Parties ouies et vu ce qui résulte du rapport
« fait par lesdits citoyens Chardey et Martin, le
« Tribunal faisant droit, considérant que lesdits
« Hébert et Bidois sont contrevenus à la cinquième
« partie de l'article 605 du Code des délits et des
« peines ainsi conçue « sont punis des peines de
« simple police ceux qui exposent en vente des
« comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles a dit et
« jugé à bonne cause l'approchement des dits
« Hébert et Bidois.

« En conséquence iceux condamnés à trois jours
« de détention à la maison d'arrêt de cette commune
« en conformité de l'article 606 dudit code (Ici, ci-
« tation intégrale du texte de cet article)... Et au
« surplus, ordonne que toutes lesdites viandes seront
« de suite jetées à la Mer, en présence du Commis-
« saire de Police qui en dressera procès verbal
« pour icelui rapporté, demeurer joint à la présente
« minute. Défense faite auxdits Bidois et Hébert de
« récidiver sous plus grandes peines. Le tout avec
« dépens.»

B. — « Le 2 Frimaire an V (1), les commissaires de Police Letellier et Furet, de passage à la boucherie aperçoivent à l'un des étaux, un mouton de très mauvaise qualité qu'ils saisissent et font transporter dans la boucherie Morin, maison Fallouard. »

« Après enquête, ils apprennent par une dame Boulan, demeurant rue Saint-Antoine, que ce mouton a été déposé chez elle le 29 Brumaire par le citoyen Barbel dit la Vente et qu'un employé de ce dernier était venu le reprendre depuis. »

« Les commissaires demandent au Juge de paix de vouloir bien nommer deux experts. Pierre Chardey et Pierre Martin sont de nouveau désignés. Ils reconnaissent que la viande du mouton mis en dépôt chez Morin est incapable d'entrer au corps humain comme étant de mauvaise qualité et corrompue au point qu'il serait très dangereux d'en consommer. » Le Tribunal ordonne alors l'immersion immédiate de cette viande et cite le citoyen Barbel à comparaître à l'audience du 11 frimaire. Barbel s'y présente et déclare que ce n'est pas lui qui a mis la viande en vente pas plus qu'un de ses employés. Son rôle s'est borné à tuer et à dépouiller le mouton pour rendre service à un de ses voisins. »

« Le Tribunal estimant que le fait d'avoir tué,

(1) Archives de la Justice de Paix. Jugement de Police de l'an V.

« dépouillé et apporté en ville le dit mouton cons-
« titue un acte aussi punissable que la mise en vente
« elle-même, parce que celle-ci n'aurait pu avoir
« lieu sans cette préparation, condamne Barbel à
« une amende de trois journées de travail et aux
« dépens ; le tout liquidé à 23 livres cinq sols.

J. NOUVELLES MESURES CONTRE L'ACCAPAREMENT

(ARRÊTÉ DU 23 FRUCTIDOR AN IV)

Nous avons déjà vu que l'arrêté du 15 Frimaire an II gênait considérablement les bouchers et qu'ils ne s'y conformaient guère. Celui du 15 messidor ne fut pas davantage respecté.

Pour empêcher le principe de la libre concurrence de produire son effet modérateur sur les cours et pour maintenir ceux-ci à un taux assez élevé, (le maximum ayant été aboli en l'an III), les bouchers se mirent à accaparer toutes les viandes venant du dehors.

L'administration Communale s'émut de cette pratique et résolut de sévir contre « une certaine classe d'hommes avides » qui par des manœuvres coupables ne cherchent sans cesse qu'à faire renchérir toutes espèces de denrées entrées auparavant en les accaparant pour ensuite les vendre à des prix exorbitants.

Elle pensa que le meilleur moyen d'atteindre les spéculateurs était d'inviter les habitants des campagnes à débiter directement leurs bestiaux en ville, sans passer par l'intermédiaire des bouchers, et prit le 23 Fructidor an IV (1) un arrêté dans ce sens :

« Les habitants des campagnes pourront, les jours de marché », vendre de la viande en détail à tout le monde, excepté aux bouchers de la ville. Ils sont assurés de trouver aide et protection de la part de la police locale, à condition toutefois de n'apporter que des viandes de bonne qualité. Il est interdit aux bouchers d'acheter les animaux ainsi débités soit en totalité, par moitié ou quartier, soit même à la livre, avant deux heures de l'après midi et de se porter sur les voies d'accès à la Commune pour en négocier la vente avant l'entrée en ville, et ce sous les peines les plus rigoureuses. Enfin, la municipalité invite les bons citoyens à faire eux-mêmes la police, en dénonçant les contrevenants, pour l'aider à lutter contre les abus ».

Une autre cause de la cherté de la viande résultait de la dépréciation des assignats. Personne n'en voulait plus et les bouchers en particulier exigeaient le paiement de leurs pesées en espèces sonnantes. C'était illégal et le Maire se vit obligé de leur rappeler. Il prit le 25 Floréal an IV un arrêté

(1) Arrêté municipal du 23 Fructidor an IV. D. 7^e 91 verso.

(2) Registre des délibérations communales an IV D. 7^e 72.

ordonnant aux marchands de denrées de première nécessité, et sous peines de poursuites rigoureuses, d'accepter en paiement le papier monnaie de la République.

H. — CRÉATION D'UN NOUVEAU MARCHÉ A LA VIANDE

Les habitants des campagnes répondirent en si grand nombre à l'invitation qui leur avait été faite par l'arrêté du 23 Fructidor, que la place ne tarda pas à manquer à la boucherie ordinaire. Il fallut se préoccuper de trouver un autre endroit.

Plusieurs de ces forains écrivirent à la municipalité pour lui signaler comme emplacement possible, le voisinage de la ci-devant église Notre Dame et pour obtenir l'autorisation d'y installer leurs étaux contre le paiement d'une légère redevance. L'administration prit cette demande en considération et par une délibération du 15 Frimaire an V (1) elle charge l'un de ses membres, le citoyen Dazet, de rechercher conjointement avec les commissaires de police, les endroits où les requérants pourraient étaler leurs viandes sans obstruer la voie publique.

Le 1^{er} Pluviose an V, Dazet rendit compte en séance publique de la mission dont il avait été chargé (2)

(1) Registre des délibérations communales, an IV D. 7 f° 104 verso

(2) Registre des délibérations communales au V D 7 f° 117.

Il a reconnu et marqué 35 places tant contre les murs de la ci-devant Eglise Notre-Dame, que dans les lieux circonvoisins. L'administration décida sur le champ de mettre ces places en adjudication et celle-ci fut fixée au « Samedi 9 (vieux style) ». Le produit des enchères sera affecté au paiement des dépenses locales et journalières de la commune.

Malgré les publications faites soit par voie d'affiches, soit à son de tambour, il n'y eut pas autant de compétiteurs qu'on était en droit de l'espérer. 27 places seulement sur les 35 furent adjudgées pour des sommes oscillant entre 2 livres et 42 livres 15 sols, suivant la situation. Les preneurs obtinrent le droit d'établir des abris et des couvertures pour leurs étaux, étant entendu qu'ils pourraient les enlever à fin de jouissance en remettant les murs en état. La durée de la location était fixée à un an. Les enchères se montèrent à 838 livres pour le tout en l'an VI. Elles cessèrent, pour cet emplacement du moins, à partir de l'an VII, l'Administration ayant trouvé, comme nous le verrons plus loin, un vaste local pour en faire une halle de boucherie.

Le marché à la viande se tint les tridi et nonodi de chaque décade ainsi que le troisième jour complémentaire de l'année (1). Les vendeurs bénévoles

(1) Arrêté du 25 floréal an VI. D 8 fo. 30 verso.

durent, comme les autres bouchers, se munir d'une patente de troisième classe fixée à 30 francs pour les villes de 5 à 25.000 habitants, les lois des 4 Thermidor an III, 6 Fructidor an IV et 9 Frimaire an V, l'ayant rendue obligatoire, sous peine de confiscation des marchandises, pour tous ceux qui exerçaient un commerce quelconque. Cette dernière loi (9 Frimaire an V) créait en outre, pour les commerçants ayant boutiques, l'obligation d'inscrire au devant de ces boutiques à hauteur du rez-de-chaussée et dans les dix jours de l'obtention de la patente, la nature de leur commerce.

La Municipalité d'Honfleur porta ces dispositions à la connaissance de ses concitoyens par un premier avis en date du 29 Fructidor an III (1) qu'elle renouvela les années suivantes.

Malgré ces avis, il y eut des réfractaires ; nous en trouvons la preuve dans le jugement suivant :

Le II Nivose an V, le sieur Leroy, de Sainte-Melaine, près Pont-l'Évêque, est poursuivi par le commissaire de police pour exposition de viande malsaine et défaut de patente.

Suivant la procédure que nous avons indiquée plus haut, les citoyens Chardey et Bernard bouchers sont désignés comme experts pour examiner la viande. Ils reconnaissent qu'elle peut être consommée sans danger. Le juge de Paix renvoie donc

(1) Affiche originale. G.

le sieur Leroy des fins de la plainte en ce qui concerne la salubrité de la viande, mais il prononce la confiscation pour défaut de patente ; le sieur Leroy ne pourra rentrer en possession de sa marchandise qu'en payant une somme égale à sa valeur, soit 20 livres, chiffre fixé par les experts (1).

(1) Archives de la justice de paix, jugements de l'an IV minute originale.



CHAPITRE III

Période de l'An VII à l'an XII

Au début de cette époque (1799), la Révolution est virtuellement terminée. Le consulat a remplacé le Directoire, et si les formes et les usages révolutionnaires sont encore conservés — en façade tout au moins — on sent déjà la main de fer qui va régir la France pendant 15 ans.

Les mesures d'exception votées par la Convention contre les suspects et les accapareurs, sans être abrogées de droit, subissent en fait un grand relachement et ne sont plus guère appliquées, mais le grand œuvre de la législation nouvelle subsiste dans son ensemble, il s'est imposé au pays par sa prévoyance, sa sagesse et sa justice, en attendant de rayonner sur le monde entier.

A- LA BOUCHERIE AU MAGASIN A SEL

Au début de l'an VII, la Municipalité Honfleuraise se préoccupe de débarrasser la voie publique de l'encombrement occasionné par le marché à la viande établi depuis l'an V, autour de l'Eglise No-

tre-Dame. Elle pense avec justeraison que ce marché serait mieux à sa place dans un local fermé et jetteson dévolu sur un vaste magasin situé rue de la ville, et servant jusqu'à l'année précédente de dépôt pour les sels nationaux.

Ce magasin est loué pour 3, 6 ou 9 ans en vertu d'une adjudication du 26 Brumaire an VII à raison de 310 francs l'an, au citoyen Louis Normand. Celui-ci ne demande pas mieux que de retrocéder son bail à la ville. Les édiles après avoir visité le susdit magasin estiment qu'on pourra y établir 56 places de boucheries et ils en proposent au Conseil, la location et l'aménagement. Une délibération du 25 frimaire an VII intervient (1) dans ce sens et décide que les 56 places seront adjudgées au profit de la commune le 29 frimaire suivant.

Une partie seulement de ces places trouva preneurs ce jour là, mais le reste fut complètement adjudgé le 3 nivose suivant.

ARRÊTÉ DU 6 NIVOSE AN VII

ET CONFLITS AUXQUELS IL DONNA LIEU :

La question du transfert du marché à la viande étant ainsi réglée, la municipalité s'empressa de prendre des mesures pour rendre effective la décision qu'elle venait de prendre.

(1) Délibérations communales — D - 8 f° 99

Dans sa séance du 6 Nivose an VII, elle prit la délibération suivante : (1)

« L'Administration communale en sa séance
« extraordinaire et publique où étaient présents,
« les citoyens Beauzamy, Président ; Dazet, Cottin,
« Bresson, Administrateurs, Otton Commissaire du
« Directoire exécutif et Pottier secrétaire en chef.
« Pénétrée depuis longtemps de la nécessité d'éta-
« blir le marché à la viande dans un endroit vaste
« et commode puisque celui qui existe maintenant
« fait partie de la voie publique et n'offre tant aux
« marchands qu'aux acheteurs aucune espèce de
« facilités.

« Considérant que pour y parvenir, elle a traité
« d'un magasin à sel, très propice à cet établisse-
« ment et que toutes les places que ce bâtiment peut
« contenir ont été adjudgées les 29 Frimaire et 3
« courant.

« Considérant qu'il devient aussi avantageux
« aux bouchers et aux citoyens que le marché à
« la viande soit transféré le plus tôt possible
« dans le nouveau local afin de débarrasser la voie
« publique.

« Ouy, et ce requérant le Commissaire du Di-
« rectoire exécutif l'administration arrête : 1°) Le
« marché à la viande fixé par la loi au 9 Nivose
« présent mois se tiendra dans le nouveau bâti-

(1) Délibérations communales — D - 8 f° 100

« ment qu'elle a fait disposer pour cet effet. 2°) Il
« est enjoint à tous les bouchers de cette commune,
« et à ceux de la campagne qui ont des étaux dans
« l'ancien marché de les faire transporter dans le
« bâtiment destiné à la nouvelle boucherie pour le
« jour indiqué par l'article précédent. »

« 3°) Les commissaires de police sont chargés
« de veiller à ce qu'aucuns bouchers ne puissent
« étaler leurs viandes dans l'ancien marché ou au-
« autres endroits faisant partie de la voie publi-
« que.

« 4°) Ceux qui contreviendront aux dispositions
« du présent seront, de suite, traduits devant les
« tribunaux compétents pour y être punis confor-
« mément aux lois.

« 5°) Le présent sera lu, publié et affiché dans
« les lieux ordinaires et une expédition sera trans-
« mise au Juge de Police judiciaire pour son en-
« tière exécution (suivent les signatures).»

Nous allons voir par l'exposé d'un procès qui
dura plusieurs mois et fut porté de juridiction
en juridiction jusqu'au Ministère de l'Intérieur,
que l'application de cet arrêté ne fut pas chose fa-
cile.

Bé. PROCÈS DIAVET

Un propriétaire de la rue Antoine, le citoyen
Jacques Philippe Diavet, louait aux bouchers for-

rains des étaux installés par lui dans un vaste magasin qu'il possédait dans cette rue¹ et où ces bouchers étalaient leurs viandes tous les jours, notwithstanding la loi, qui fixait aux tridi et nonodi de chaque décade la tenue des marchés.

L'obligation faite aux bouchers du dehors d'avoir à porter dorénavant aux jours dits, leurs marchandises à la nouvelle halle, ne pouvait leur plaire.

Elle plaisait encore bien moins au citoyen Diavet qui voyait dans cette mesure une atteinte grave à ses intérêts. Il refusa donc purement et simplement de se conformer à l'arrêté du 6 Nivose malgré les invitations courtoises qui lui furent d'abord faites ; il ameuta ses locataires et se laissa dresser trois contraventions les 23, 24 et 25 Nivose.

Avisée de ces faits par le Commissaire de Police, et se voyant ainsi bravée, l'Administration municipale chercha des armes dans l'arsenal des lois révolutionnaires, non encore abrogées, notamment celles qui interdisaient la tenue des marchés aux jours de l'Ancien Régime et le 28 Nivose an VII, elle prit la délibération suivante où s'affirme sa volonté, de se faire obéir.

« Le commissaire de Police remet sur le bu-

(1) Délibérations communales — D. 8^{fo} 104 verso.

« reau trois procès des 23, 24 et 25 de ce mois,
« desquels il résulte :

« 1^o) Que le citoyen Jacques Philippe Diavet
« et son épouse ont établi dans l'enceinte de leur
« local nombre d'étaux où beaucoup de bouchers
« étrangers viennent vendre leur viande tous les
« jours indistinctement, notamment les jours des
« anciens marchés ; 2^o) Qu'au mépris des ordres
« qui leur ont été donnés par l'Administration pour
« dissoudre cette espèce de marché et rassemble-
« ment, les dits Diavet et sa femme ont apporté la
« résistance la plus opiniâtre, en se servant de
« propos indécents ou scandaleux contre l'Admi-
« nistration et capables de provoquer une émeute.

« Considérant que par les articles 3 et 4 de la
« loi du 14 Germinal an VI, les administrations
« sont autorisées à fixer à des jours déterminés de
« chaque décade les marchés de leurs arrondisse-
« ments respectifs et que tout individu qui étalerait
« ses denrées ou marchandises hors des jours fixés
« par ces arrêtés serait poursuivi devant ce tribu-
« nal de Police comme ayant embarrassé la voie
« publique. Considérant que par les dispositions
« des articles 5. 6 et 7 de la loi du 23 Fructidor der-
« nier, les foires et marchés doivent être replacés à
« des jours fixés de l'annuaire de la République et
« ne doivent avoir lieu que les jours indiqués afin
« de faire disparaître ceux périodiques de l'Ere an-

« cienne sous les peines portées contre les rassem-
« blements prohibés par la loi.

« Considérant que « ça été »(sic) pour répondre
« au vœu de ces lois que l'Administration a fixé les
« jours de marché de sa commune au Tridi et no-
« nodi de chaque décade et qu'elle a choisy un
« grand magasin vaste et commode pour y établir
« le marché à la viande afin d'assurer l'avantage
« de la concurrence et de débarrasser la voie publi-
« que où il a existé et qu'elle a par son arrêté du 6
« de ce mois, rendu public par l'affiche et la publi-
« cation, indique ce local à tous les bouchers de
« cette commune et à ceux de la campagne pour y
« tenir la nouvelle boucherie.

« Considérant que malgré les mesures em-
« ployées jusqu'alors par l'Administration contre
« ledit Diavet et son épouse pour réprimer leurs in-
« fractions ils n'en ont pas moins continué de te-
« nir marché de viande dans l'enceinte du local
« qu'ils ont, sans autorisation, destiné à cet usage,
« et affecté de se mettre ouvertement en rebellion
« aux lois, nonobstant les deffenses (sic) qui leur
« ont été légalement faites et réitérées.

« Considérant que, si d'un côté l'Administration
« doit employer envers ses administrés toutes les
« voies de douceur pour les amener à l'exécution
« des lois, de l'autre elle doit savoir opposer à une
« désobéissance et à une opiniâtreté coupable et

« scandaleuse, les mesures les plus rigoureuses et
« les plus énergiques.

« Considérant que de leur application trop tar-
« dive envers ledit Diavet et son épouse, il pourrait
« en résulter de funestes conséquences, le Commis-
« saire du Directoire exécutif entendu, l'Adminis-
« tration arrête :

« 1^o) Que pour prévenir tout rassemblement de
« marchands-bouchers et acheteurs ainsi qu'il a
« été constaté chez le citoyen Diavet et son épouse,
« par mesure de sécurité publique et provisoire et
« en attendant le jugement à intervenir contre ces
« derniers en raison de leurs contraventions à la Po-
« lice, il sera posé cinq hommes de la force armée
« aux entrées du local destiné par ledit Diavet au
« rassemblement illégal en question, lesquels em-
« pêcheront les bouchers d'entrer avec de la viande,
« d'en étaler ou vendre à qui que se soit dans ledit
« emplacement.

« 2^o) Le commissaire de police est autorisé à
« s'adjoindre la Gendarmerie pour constater par
« procès verbaux, tant contre ledit Diavet que con-
« tre tous bouchers ou acheteurs, les contraven-
« tions ou récidives qui pourraient se faire aux lois
« et arrêts de police précités, en cas de résistance
« ou de rébellion, la force armée est autorisée à agir
« et à dissiper tout rassemblement, à laquelle fin,
« arrêté qu'il va être écrit sur le champ au Com-

« mandant, à la force armée de cet arrondissement
« pour commander le nombre d'hommes nécessai-
« res pour assurer l'exécution du présent. (Suivent
« les signatures). »

En prenant cet arrêté, l'administration municipale fit preuve d'une réelle énergie. Elle agissait d'ailleurs dans la plénitude de ses droits. Les lois nouvelles lui permettaient de désigner un emplacement où se tiendrait le marché à la viande et de fixer les heures et les jours d'ouverture de ce marché. C'est en conformité de ces lois que l'arrêté du 6 Nivose VII an avait été pris, elle avait pour devoir de le faire respecter et ne pouvait tolérer qu'à côté de la halle municipale il se tint un marché clandestin où la viande échappait à tout contrôle, elle ne pouvait pas tolérer non plus qu'un citoyen fasse échec à ses décisions. Elle n'avait pas autre chose à faire que d'employer la manière forte puisque Diavet ameutait contre elle une partie de la population. On ne saurait la blâmer d'avoir par des moyens énergiques maintenu l'ordre dans la ville.

En même temps qu'elle prenait ces mesures, la municipalité songeait à se faire couvrir par les Autorités supérieures. Elle en référa donc à l'Administration Centrale du Département. Celle-ci, par un arrêté du 15 Pluviose an VII (1), approuva complètement les délibérations municipales des

(1) Document original, dossier 1, 3

6 et 28 nivose et, tout en reconnaissant que Diavet pouvait vendre librement de la viande dans sa propre boutique, elle lui enjoignit formellement de fermer le local où se tenait le marché illégal. La municipalité reçut l'ordre d'employer au besoin « la force contre la force » pour éviter tout rassemblement contraire aux lois et faire arrêter les délinquants pour les traduire devant le tribunal, correctionnel. L'Administration Communale réunie le 18 pluviôse pour prendre connaissance de cet arrêté, décida qu'il serait notifié à Diavet et transcrit au registre des délibérations de la cité.

Battu de ce côté, le citoyen Diavet voulut aller plus loin ; c'était un homme décidé. Il porta l'affaire devant le Ministre Général de la Police Duval. Celui-ci informations prises fit savoir au Commissaire du Directoire exécutif pour la commune d'Honfleur, que saisi des réclamations de Diavet appuyées par les arrêtés pris tant par l'Administration locale que celle du Département, il approuvait pleinement les dispositions de ces arrêtés, et enjoignait au dit commissaire de les faire respecter (1).

« De son côté l'Administration Centrale du Calvados avait saisi de la question le Ministre de l'Intérieur, François de Neufchâteau. Celui-ci par une

(1) Document original, dossier 1, 3

lettre du 19 ventose an VII (1) fit savoir aux Administrateurs que la prétention du Sieur Diavet n'était nullement fondée et que, même si une loi n'existait pas pour interdire de tenir des marchés dans le genre de celui ouvert par Diavet, l'autorité municipale aurait toujours le droit d'empêcher ce qui serait contraire à l'ordre public. Le Ministre de l'Intérieur approuve toutes les dispositions prises à cet égard contre ledit Diavet.

L'Administration municipale sortait donc complètement victorieuse de ce conflit. L'affaire n'était cependant pas terminée pour cela. Se rendant compte qu'avec les armes légales que possédait maintenant la Municipalité, celle-ci saurait bien le forcer à céder, le citoyen Diavet résolut de ruser et il essaya d'obtenir par la persuasion ce que n'avait pu lui procurer la violence. Il adressa au Conseil de ville une pétition dans laquelle il commence par reconnaître que le droit de désigner le lieu des marchés et d'en fixer les jours et heures appartient bien à l'Administration communale et qu'il ne songe nullement à contester ce principe. Mais il ajoute que la Constitution lui reconnaît de son côté la faculté de disposer librement de sa propriété et d'y exercer, soit personnellement, soit par des personnes à son service, sous la seule réserve d'être muni d'une patente, tel commerce qu'il lui conviendrait.

(1) Copie de la lettre de François de Neufchâteau 1 — 3.

Or, l'Administration municipale, dit-il, se trompe lorsqu'elle affirme que je loue mon magasin à des bouchers de campagne. Ces derniers sont simplement mes préposés, et c'est pour mon compte personnel et non pour le leur qu'ils débitent de la viande. Dans ces conditions l'Administration voudra bien reconnaître que la mesure qu'elle a prise à mon égard, en faisant fermer mon magasin, me cause un préjudice grave et qu'elle va à l'encontre de la légalité. D'autre part, la libre disposition de ma propriété m'étant formellement reconnue par la loi, rien ne peut m'empêcher de louer des boutiques à des commerçants patentés comme peut le faire tout autre propriétaire. Il demande donc que la municipalité revienne sur sa décision.

Le piège était par trop grossier et la réponse de l'Administration ne se fit pas attendre. Elle prit le 28 ventose an VII (2) une délibération fort judicieuse où elle remit les choses au point :

Si le pétitionnaire, dit cette délibération, a éprouvé un préjudice de la mesure prise, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même puisqu'il n'a disposé son local pour y recevoir des bouchers que postérieurement à l'époque où la municipalité avait décidé d'installer le marché à la viande dans un des ci-devant magasins à sel. Quant à l'affirmation que les bouchers qui vendent chez lui sont ses préposés et non

ses locataires, c'est un prétexte « infidèle », étant donné qu'il est notoire que ces bouchers ont toujours été connus pour acheter et pour vendre à leur compte personnel. Si le citoyen Diavet persiste à soutenir contre toute vraisemblance que ces bouchers sont ses agents, il devra le justifier par des contrats passés avec eux à une date certaine, authentique, et en tous cas antérieure aux procès verbaux qui lui ont été dressés.

Quant à l'argument tiré de la Constitution, en ce qui concerne la libre disposition de sa propriété, Diavet l'interprète abusivement. Il oublie que cette libre disposition ne lui permet pas de faire une chose interdite par la loi, tel qu'un marché clandestin. Il peut effectivement louer des boutiques à quiconque, mais sous cette réserve que celles-ci seront closes, séparées les unes des autres, non communicantes entre elles comme dans une halle, et qu'elles s'ouvriront isolément sur la voie publique. Que dans ce cas les locataires ne seront plus considérés comme bouchers forains, mais bien comme bouchers de la ville, qu'ils devront en conséquence se munir d'une patente appropriée et participer comme les autres citoyens à toutes les charges de la commune, et notamment y faire le service de la Garde Nationale.

L'Administration édicte en outre que, sous réserve des dispositions ci-dessus, les arrêtés municipaux pris antérieurement en ce qui concerne les

viandes, et approuvés par le Département et le Ministère de l'Intérieur continueront à être appliqués dans toute leur teneur et qu'elle n'hésitera pas à les faire respecter soit par des contraventions, soit au besoin par la force tant à l'égard de Diavet qu'à celui des bouchers « qui se prêteront criminellement à ses subterfuges. »

Cette réponse est marquée au coin du meilleur bon sens ; tous les points de droit soulevés par Diavet sont réfutés avec un véritable à propos, rien n'échappe à la sagacité des édiles et dans le paragraphe de l'arrêt qui reconnaît à Diavet le droit de louer ses boutiques à condition qu'elles soient séparées les unes des autres et que leurs locataires soient assujettis à toutes les charges locales y compris le service de la Garde Nationale, nous retrouvons la finesse normande qu'on a vantée tant de fois.

Il sembla qu'après cela Diavet n'eut qu'une alternative, s'incliner devant la légalité et la force. Ce serait mal connaître ce citoyen qui était réellement tenace. Sa pétition précédente était déjà une demi capitulation. Il devait aller beaucoup plus loin. Nous allons le voir maintenant solliciter comme une faveur, ce qu'il exigeait tout d'abord comme un droit.

Le 5 prairial an VII, il adresse à la Municipalité une nouvelle lettre dans laquelle il reconnaît qu'il a eu tort de protester avec trop de chaleur contre

la défense qui lui a été faite d'ouvrir chez lui une halle de boucherie et sollicite la permission de louer son local aux bouchers qui ne trouveraient pas de place dans le magasin à sel.

Le Conseil délibéra le jour même sur cette demande (1) et ne se montra pas trop insensible à une humiliation aussi complète qui soulignait d'ailleurs son entière victoire. Il décida, que dans le cas où il serait démontré que la nouvelle halle à viande ne pourrait contenir tous les vendeurs, il serait désigné un local complémentaire et que pour prouver à Diavet qu'il désirait le traiter favorablement et le mettre à même de tirer partie de son magasin, il désignerait de préférence son local sous la réserve qu'il n'y pourra recevoir aucun boucher sans l'ordre de l'Administration.

C'était une transaction honorable mais qui ne dut pas être d'un grand profit pour Diavet parce que dans l'enquête qui eut lieu pour se rendre compte si la boucherie municipale était réellement trop petite, on découvrit qu'en enlevant un tas de décombres qui y séjournait depuis les travaux d'aménagement, on pourrait récupérer quatre places. L'enlèvement de ce tas fut exécuté le 11 prairial (2), et le 13 les quatre places en question furent mises en adjudication et trouvèrent preneurs.

La location des places étant faite pour un an,

(1) Délibérations communales — D. 8 — B^o 138 et dernier.

(2) » » D. 9 — p. 2.

de nouvelles enchères eurent lieu le 23 frimaire an VIII, la Commune en retira 1.753 francs. En l'an IX on arriva à 1.880 francs, mais il fallut pour cela trois séances, les 9, 16 et 23 frimaire. La prise de possession était fixée au 1^{er} Nivose de chaque année.

C. — TRANSACTION AVEC PIERRE CHARDEY

Au cours de l'an VIII, l'Administration municipale eut un geste bienveillant à l'égard d'un boucher de la ville, le citoyen Pierre Chardey. Celui-ci avait été requis d'office pour fournir de la viande aux troupes de passage dans la commune. Il avait du, pour cela sacrifier un bœuf d'une valeur de 180 francs dont il avait été payé par des bons nationaux qui ne pouvaient servir qu'au règlement des contributions arriérées des ans V et VI. Or, Chardey ne devait rien au fisc, les bons qu'il avait reçus étaient sans valeur pour lui. Dans une délibération du 12 Nivose an VIII (1) le Conseil Municipal décida que, responsable de la réquisition faite à Chardey, il devait de toute justice l'indemniser, mais que, comme il ne disposait pas de fonds à cet effet, il croyait pouvoir le faire en accordant à ce boucher la jouissance gratuite pendant un an des trois premières places de bouchers dans la halle ;

(1) Délibérations communales — D. 9 — fo 70 verso.

Chardey s'empessa d'accepter cette transaction et remit en échange ses bons périmés.

D. — CRÉATION D'ÉTAUX

Les places adjudgées dans la halle à viandes ne comportaient aucune installation. Chaque locataire y apportait son étal.

Au début de l'an X, le citoyen Beuzamy, adjoint, fut chargé d'étudier la possibilité d'augmenter le produit de cette halle en y installant des étaux aux frais de la ville.

Le 22 brumaire an X (1) il présenta au Conseil un rapport dans lequel il fait ressortir que les 60 places actuelles ont été louées en l'an IX pour 1880 francs, et qu'il serait possible d'établir sur leur emplacement 36 étaux qu'on pourrait affermer à raison de trente sols par semaine ce qui ferait 2.808 francs, et 24 étaux susceptibles d'être loués 20 sols, soit 1.248 francs.

On tirerait donc en tout 4.056 francs de la location, en déduisant de cette somme 1.056 francs pour l'entretien, les pertes ou le manque de location, il resterait encore 3.000 francs nets au lieu de 1.880, soit un rapport supérieur de 1.120 francs au chiffre actuel.

Le citoyen Denize se chargerait de l'installation

(1) Délibérations communales — D. 9 — f° 102 verso.

pour le prix forfaitaire de 1.000 francs. Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, décide la création des 60 étaux projetés et accepte l'offre du citoyen Denize.

En ce même an X, l'Administration met à l'étude un projet d'acquisition en toute propriété des Magasins à sels. Des pourparlers dans ce sens furent engagés avec l'Etat qui en était propriétaire. Ils ne devaient aboutir qu'en 1807.

E. — RÈGLEMENT DE POLICE DE L'AN X (1)

La Municipalité se basant sur la loi concernant la Police rurale, loi qui lui conférait le soin d'assurer la tranquillité et l'ordre dans les lieux publics, la sureté et la commodité du passage dans les rues et la salubrité des comestibles mis en vente, avait pris à différentes époques des arrêtés particuliers pour régler ces différents points. Elle résolut de fondre tout cela en un règlement de police unique, où seraient résumées toutes les obligations urbaines des habitants. Ce règlement fut voté le 1^{er} Frimaire an X. Il comprend une série d'articles concernant la voirie, le camionnage, le ramonage des cheminées et la vente des viandes.

L'article 9 est ainsi conçu : Il est enjoint aux bouchers de tenir leurs étaux propres et suffisam-

(1) Délibérations communales, D. 9, f° 103.

ment garnis de viande de bonne qualité selon les différentes saisons. Il leur est défendu de tuer aucune bête malade ou languissante, ni de se servir de balances de cuivre à moins qu'elles ne soient soigneusement étamées.

Nous sommes obligées de reconnaître que cet article est bien vague. Que vient faire la question des saisons dans la qualité de la viande ? N'est-ce pas agir avec trop de rigueur que d'exclure de la consommation toute bête languissante alors que cette langueur n'altère pas la salubrité de la viande ? Le terme « bête malade » n'est-il pas aussi un peu trop général ?

Pour être juste, il aurait fallu spécifier la nature des maladies envisagées comme rendant la viande impropre à la consommation. Nous pensons donc qu'il ne faut pas interpréter cet article à la lettre et qu'on a du tenir compte, dans son application, des règlements antérieurs non abrogés, lesquels étaient suffisants pour protéger l'acheteur de viande. Les lettres patentes de 1782 sont en effet toujours en vigueur. Elles prescrivent de n'exposer en vente que de la viande saine et nette, elles règlent l'âge minimum de l'abatage des jeunes animaux (6 semaines) etc.. Elles interdisent le débit d'animaux atteints de maladies contagieuses. En somme, pour être bonne, la viande doit être, suivant la formule longtemps usitée, « capable d'entrer sans danger dans le corps humain ». Ainsi compris cet article

contient tout ce qu'il faut pour permettre à la police d'agir efficacement contre ceux qui par cupidité tenteraient de vendre des viandes insalubres.

Ordonnance du 22 Messidor an XI

Cette ordonnance constitue un acte d'autorité qui ne serait plus toléré de nos jours. Elle oblige tous les bouchers sans distinction à exposer et à débiter leurs viandes à la Halle commune.

Ceux, qui conformément à la loi sur la liberté du commerce, ont ouvert une boutique doivent la fermer. Une telle mesure nous paraît arbitraire et pourtant elle était strictement légale à l'époque ainsi que nous le verrons plus loin. Pour le moment nous allons établir comment la Municipalité fut amenée à la prendre.

Nous nous souvenons que le 6 Nivôse an VII, le Conseil de ville avait par un arrêté, interdit aux bouchers de campagne de vendre autre part qu'à la halle. Nous nous souvenons également que les décisions prises lors du procès Diavet, et approuvées en haut lieu, avaient précisé très nettement les droits de l'Administration Communale. Il faut croire que quatre ans plus tard ces décisions étaient devenues lettres mortes puisque le 8 Prairial an XI, le Maire fut saisi d'une lettre de protestation émanant des citoyens Pierre Mosnier, François Jouen,

Jacques Capelain et Jacques Brière, tous bouchers et adjudicataires des étaux de la halle à viande.

Ceux-ci exposent que s'ils ont souscrit à l'adjudication, c'est sous la promesse que tous les bouchers seraient assujettis à vendre la totalité de leurs viandes à la halle.

Malgré cette promesse, ces bouchers se sont répandus çà et là dans la ville et étalent leurs marchandises dans quantité de petites boutiques, de sorte que, s'il n'y est pas promptement remédié, les adjudicataires ne trouvant plus à sous-louer les places de la halle seront dans l'impossibilité de soutenir leur adjudication.

La lettre se termine par une mise en demeure quelque peu impérative : ou bien le Maire obligera tous les bouchers à vendre à la halle et non ailleurs, ou bien il relèvera les requérants des obligations de leur contrat d'adjudication.

Il fallait agir vite, mais une question se posait au préalable.

Le Maire avait-il le droit d'obliger tous les bouchers et particulièrement ceux qui possédaient une boutique en ville, à ne vendre qu'à la halle ? L'Administration précédente avait bien reconnu à Diavet le droit de commercer dans sa propre boutique (28 ventose an VII) ; la Constitution permettait bien à chacun de disposer librement de sa propriété, et octroyait bien à tout citoyen la faculté d'exercer tel commerce qu'il lui conviendrait et de

tenir boutique ouverte sous les seules réserves d'en faire la déclaration et de payer une patente, mais cela devait-il prévaloir contre les anciens règlements non abrogés, notamment ceux du 2 Août 1677 et du 15 Février 1780 qui interdisaient aux bouchers d'étaler et de vendre dans leurs domiciles particuliers et créaient ainsi une situation spéciale pour le commerce de boucherie. L'article 29 de la loi du 19-22 Juillet 1791 en stipulant que tous les règlements anciens sur la salubrité des comestibles resteraient en vigueur semblait indiquer que cette situation spéciale devait se continuer.

L'Administration Municipale tout en inclinant vers cette dernière interprétation n'était quand même pas très sûre de ses droits.

Elle décida donc qu'avant de prendre les mesures demandées par les adjudicataires des étaux, elle se renseignerait sur ce qui se pratiquait dans les villes voisines et le 3 messidor elle écrivit dans ce sens au maire du Havre. Celui-ci, le citoyen Séry, adressa le 6 du même mois à son collègue d'Honfleur un exemplaire de l'ordonnance prise par lui, le 7 Floréal an XI pour réglementer la vente dans sa localité. Cet envoi était accompagné d'une lettre où la question était nettement étudiée (1) :

Après avoir rappelé, que de tous temps des règlements avaient été édictés pour contraindre les

(1) Lettre autographe et règlement imprimé. P IV.

bouchers à massacrer leurs bestiaux et à vendre leurs viandes dans des locaux déterminés, il ajoute qu'en ce qui concerne le massacre, ces règlements n'avaient pas cessé d'être appliqués même aux jours les plus sombres de la Révolution, mais que, quant à la vente chacun s'était cru le maître de se choisir une boutique dans n'importe quel quartier de la ville, ceci à l'encontre du règlement de police de 1713 confirmé par plusieurs sentences du bailliage du Havre, qui défendaient aux bouchers de « vendre leurs viandes autre part qu'aux halles et non dans leurs maisons, afin d'éviter les fraudes et abus qui s'y pourraient commettre ». Pour couper court à cette prétention des bouchers de vendre chez eux, la Municipalité du Havre avait par des délibérations du 2 Mai 1791 et 3 prairial an IV, renouvelé les défenses portées aux anciens règlements, et l'ordonnance du 7 floréal dernier ne fait que confirmer ces délibérations. Il termine en disant que cette ordonnance est généralement respectée et que la résistance des quelques dissidents qui existent encore sera bientôt vaincue.

Forté de ces renseignements et de ce précédent, la Municipalité Honfleuraise n'hésita plus. Elle édicta le 22 Messidor an XI (1) une ordonnance très nette et très claire que nous allons citer in-

(1) Affiche de l'époque en plusieurs exemplaires (F IV).

extenso parce que nous estimons que c'est un modèle du genre :

« Le Maire de la ville de Honfleur, s'étant fait
« représenter les différents règlements relatifs à la
« police et notamment l'arrêté de l'Ex-administra-
« tion municipale de cette ville sous la date du 6
« Nivose an sept, qui indique un local vaste et
« commode pour la tenue du marché et fait défense
« à tous les bouchers de vendre et d'étaler leur
« viande en d'autres endroits.

« Considérant que cet arrêté a été homologué
« par l'Administration Centrale du Département
« suivant son arrêté du 15 pluviose an VII qui a été
« approuvé par les Ministres de la Police générale
« et de l'Intérieur le 19 ventôse, même année.

« Considérant qu'au mépris de ces arrêtés, des
« lois et règlements de police, nombre de bouchers
« ont abandonné leurs étaux dans la boucherie et
« se croient autorisés à se répandre dans tous les
« quartiers de la ville pour y étaler chaque jour
« leur viande ce qui offre un spectacle dégoûtant
« (sic).

« Considérant que les bouchers ainsi dispersés
« dans tous les quartiers soustraient leur viande à
« la visite des Inspecteurs, empêchent la concurren-
« ce dans le prix de ce comestible et qu'il est
« urgent d'adopter une mesure qui réprime cet abus
« qui paralyse tout à la fois la surveillance de la
« police et préjudicie le Public,

« Après avoir consulté ses deux adjoints à son
« avis conforme,

Arrête :

« 1° L'arrêté de l'Administration municipale du
« 6 Nivose an VII sera exécuté. En conséquence,
« itératives défenses sont faites aux bouchers
« de vendre et de débiter, en cette ville, aucune
« viande ailleurs que dans le local à ce destiné, in-
« diqué par ledit arrêté.

« 2° Un mois après la publication du présent
« arrêté, les viandes qui seront trouvées exposées
« en vente ailleurs que dans la boucherie seront
« confisquées au profit des pauvres de la ville, et
« ceux auxquels elles se trouveront appartenir en-
« courront les peines de l'Art. 603 du Code des
« Délits et peines.

« 3° Itératives défenses sont également faites
« aux bouchers sous les peines prononcées par la
« loi, d'exposer en vente, aucunes viandes (sic)
« quelles n'aient été préalablement visitées par le
« Commissaire de Police et autres nommés à cet
« effet.

« 4° Les marchands-charcuittiers (sic) pourront
« continuer comme par le passé à vendre la chair
« de porc seulement, dans leur domicile en passant
« au Secrétariat de la Mairie leur déclaration pour
« faire connaître leur demeure.

« 5° Le Présent sera transmis aux autorités
« supérieures pour homologation.

« 6° Il sera lu, publié et affiché et un exemplaire
« en sera remis au Commissaire de Police chargé
« d'en assurer l'exécution.

« En l'Hôtel de ville d'Honfleur le 22 Messidor
« an XI de la République Française. (signé Lion
« Dumonty Maire, Waquet et Beauzamy, adjoints;
« Advise secrétaire et plus bas l'approbation du
« Préfet Caffareilly en date du 6 Thermidor an XI. »

Si le but de cette ordonnance est en première ligne de sauvegarder les finances municipales en assurant la location intégrale des étaux de la Halle, il n'en est pas moins vrai qu'elle prévoit des mesures très sages au point de vue du contrôle des viandes. Nul ne pourra en débiter ni en vendre qu'elles n'aient été visitées et acceptées. C'est absolument précis.

Malgré tout, les bouchers de campagne trouvèrent le moyen d'échapper à ce contrôle en interprétant à leur guise l'article 3 du précédent arrêté. Celui-ci défendait d'exposer en vente aucune viande qui n'aurait pas été visitée.

C'est bien se dirent les bouchers, nous n'exposerons pas ; nous livrerons directement la viande chez nos clients ; c'est ce qu'ils firent avec un ensemble parfait. Mais cette malice ne dura guère qu'un mois. L'autorité s'en aperçut vite, et le 28 Thermi-

dor, le Maire prit un nouvel arrêté interdisant de colporter des viandes en ville sans les avoir fait visiter au préalable par les commissaires nommés à cet effet.

Le jour même un second arrêté désignait les sieurs Elie et Martin, traiteurs en cette ville, comme commissaires Inspecteurs avec mission de se transporter chaque jour à la boucherie, conjointement avec le Commissaire de police pour y faire la visite des viandes qui y seront exposées, juger de leur qualité, faire confisquer celles qui seraient mauvaises et provoquer contre les délinquants les peines prévues (1).

Cette fois il n'y a plus aucun échappatoire, l'organisation est parfaite, toutes les viandes seront rigoureusement contrôlées avant leur mise en vente. La seule objection que nous puissions faire à ces dispositions, c'est au sujet de la compétence des préposés à la surveillance. Un traiteur était-il apte à juger qu'une viande était réellement saine ? Il tenait certes de sa profession des données lui permettant d'apprécier la qualité, mais comment pouvait-il se prononcer en toute conscience en cas de maladie contagieuse n'altérant pas l'apparence extérieure de la viande ?

Enfin n'insistons pas trop car l'arrêté en lui-même était un réel progrès pour l'époque : On re-

(1) Arrêtés du 22 Messidor an XI. D. 174, n° 64.

connaissait la nécessité d'un service d'Inspection et nous avons tout lieu de croire que dans la plupart des cas ce service a protégé efficacement la population de notre ville contre les agissements des bouchers trop peu scrupuleux.

L'application de l'ordonnance du 22 Messidor ne fut pas chose facile au début. Elle lésait trop d'intérêts et les bouchers ne virent pas sans regret la fermeture de leurs boutiques. L'un d'eux le sieur Gosse qui s'intitule « boucher patenté » écrivit à ce sujet, le 22 Fructidor an XI (1) une lettre au Maire pour lui exposer qu'il exerce depuis longtemps son commerce dans une maison qu'il a achetée rue du Puits, et dans laquelle il a fait de gros frais d'installation. Que son établissement est commode et sain et qu'il serait juste de lui permettre de continuer à vendre chez lui. Bien entendu, le Maire répondit à cette lettre par une fin de non recevoir absolue. D'autres bouchers passèrent outre au règlement et maintinrent leurs boutiques ouvertes. Le Commissaire de police, Macq dut intervenir et dressa pour ce motif quelques procès verbaux le 2 Nivose an XII. Ceux-ci concernèrent les sieurs Leclerc, boucher rue de l'Homme de bois, Barbel dit la Vente, boucher rue du Puits, et Levillain boucher Haute-Rue. Ils furent assignés devant le Juge de Paix le 9 Nivose suivant (2). Le Commis-

(1) Lettre autographe. F. IV.

(2) Archives de la justice de Paix, jugements de l'an XII.

saire demanda la confiscation de la viande et une amende égale au prix de trois journées de travail, dépens en sus. Le juge déclara que la confiscation de la viande — qui était saine — relevait de la compétence administrative et non de la sienne, et condamna les délinquants à une amende de la valeur d'une journée de travail, et aux dépens.

Le 12 Vendémiaire et le 13 Brumaire an XIII, c'est-à-dire plus de 18 mois après la publication de l'ordonnance, des poursuites furent encore exercées pour vente à leur domicile contre les citoyens Pierre Chardey boucher ruelle Souris, et Lecoge boucher Haute-Rue. Ils récoltèrent les mêmes peines que les précédents.

Ces quelques sanctions eurent pour résultat de mater définitivement les réfractaires à l'ordonnance de Messidor. Celle-ci resta en vigueur pendant toute la durée de l'Empire et, bien que nous ayons pu consulter les minutes complètes de la Justice de Paix, nous n'y avons plus relevé aucune infraction postérieurement à l'an XIII.

A cette époque l'Empire était déjà commencé.

Nous avons voulu borner là notre travail.

Après avoir exposé la Réglementation de l'Ancien Régime, il nous a paru bon de mettre en lumière les dispositions prises au cours de cette période transitoire qui va de 1790 à l'avènement du Régime Impérial. Nous souhaitons de réussir à in-

téresser nos lecteurs, et nous sommes heureux
d'avoir fait revivre quelques pages de notre his-
toire locale.

Conclusions

1°. De tous temps les Gouvernements se sont préoccupés d'assurer la salubrité des viandes destinées à la consommation et ont pris de sages mesures à cet égard.

2°. A l'origine la question de salubrité seule, inspira tous les règlements royaux ou municipaux concernant le commerce de la boucherie.

3°. Au XVII^{me} siècle, le Gouverneur et la Communauté des Bourgeois et habitants d'Honfleur, qui possédaient dans la ville des étaux privilégiés dont ils tiraient un certain bénéfice, prirent prétexte de « ce qu'il se vendait en secret des viandes viciées » pour obliger les bouchers à venir vendre uniquement à leurs étaux.

4°. De 1704 à 1776, la réglementation pour sévère qu'elle soit, vise surtout à la création d'offices nouveaux concédés à prix d'argent, dans le but d'augmenter les ressources du Trésor, et la question de salubrité n'intervient guère que pour justifier la création de ces offices.

5°. De 1776 à la Révolution, on conserve les offices créés précédemment et on continue à en percevoir les droits, mais on revient néanmoins aux saines traditions de la protection de la santé Publique en donnant une mission précise de contrôle aux syndics sous le couvert de l'officier de Police et les lettres patentes de 1782 font aux bouchers une obligation formelle de ne vendre que de la viande saine et nette.

6°. Pendant la période révolutionnaire les questions de la santé publique et de la vente des denrées à un prix raisonnable priment tout : Les municipalités trouvent dans les lois nouvelles des armes pour servir à la fois contre les bouchers qui mettent en vente des viandes insalubres et contre ceux qui par cupidité font monter le cours de la viande. Les règlements pris à cette époque par les différentes Administrations Communales d'Honneur s'inspirent de ces lois et contiennent des dispositions fort judicieuses.

Nous avons vu comment en l'an VII et en l'an XI, la Municipalité triompha de la résistance de ceux qui se trouvaient atteints par les arrêtés qu'elle avait pris et avec quelle énergie elle fit respecter ceux-ci.

7°. Enfin nous devons reconnaître que nos dirigeants du passé — même à l'époque signalée au paragraphe III — ont toujours tenu la main à la

salubrité de la viande et à la propreté des boucheries.

Nous avons vu leurs efforts pour assurer en 1676, l'autorité des gardes-jurés, pour protéger les bénéficiaires de la boucherie de carême contre les exactions et les fraudes des adjudicataires de ce privilège et pour assurer pendant les heures troubles de la Révolution, la répartition équitable et la surveillance de la viande.

Vu : le Doyen :

BALTHAZARD

Vu : le Président :

L. TANON

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLEY

BIBLIOGRAPHIE

- Ordonnance des Rois de France de la troisième Race.
Catherine. — Histoire d'Honfleur, chez Lefrançois 1864.
Nouveau Larousse illustré. Tome II, article boucherie.
Larousse Universel. Tome V. Gardes jurés.
RAILLET. — Traité de l'Inspection des viandes (1880).
CONTE. — Police sanitaire (1895).
Alfred GALLIER. — Histoire de la boucherie caennaise (1902).
P. CAREL. — La commune de Caen.
Archives municipales et
Archives de la Justice de Paix d'Honfleur.
A. VINTRAS. — Répertoire des Archives municipales (1923).
Ch. BRÉARD. — Archives de la ville d'Honfleur (1885).
— Vieilles rues et Vieilles maisons d'Honfleur
(1900).
Gaston BALLÉ. — L'organisation municipale et les finances
d'Honfleur sous l'ancien Régime (1903).
LABUTTE. — Essai historique sur Honfleur (1840).
P. THOMAS. — Histoire de Honfleur (1840).
DURAND de Nancy. — Nouveau guide pratique des Maires.
(1900).
Bulletin des lois de 1790 à l'an XII.
Journal des Communes.
-

TABLE DES MATIÈRES

	pages
Avant propos	11

PREMIÈRE PARTIE — ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE I^{er}. — Epoque antérieure à Louis XI	15
CHAPITRE II. — Réglementation de Louis XI	19
CHAPITRE III. — Réglementation de 1585 à 1704	26
A) Mandement de Henri III	26
B) La boucherie à Honfleur	31
C) Application locale du mandement de 1585 et de l'édit de 1589	38
Jugement de la Cour de Rouen (2 Août 1677)	39
Procès divers	41
D) Vente de la viande le Dimanche	46
E) Des Gardes-jurés	47
CHAPITRE IV. — Réglementation de 1704 à 1776	52
A) Création d'Inspecteurs de Boucherie	52
B) Réglementation de l'âge des animaux	62
C) Edits de 1745 et de 1771	63
CHAPITRE V. — Période de 1776 à 1790	64
A) Suppression et rétablissement des corpo- rations ; procédures diverses	64
B) Réglementation sanitaire	77
C) Préparation aux Etats-Généraux	79

CHAPITRE VI. — Réglementations diverses.....	82
1 ^o) Hygiène et Propreté des boucheries.....	82
2 ^o) La boucherie de Carême.....	83
CHAPITRE VII. — Droits de consommation sur les viandes et fraudes auxquels ils donnèrent lieu.....	103

DEUXIÈME PARTIE (PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE)

CHAPITRE I ^{er} . — Période transitoire (1789 à 1791)....	118
A) Loi du 14-22 Décembre 1789.....	118
(organisation communale).....	118
B) Loi du 28 Mars 1790 (suppression des cer- tains droits sur la viande).....	121
C) Loi du 24 Août 1790 (organisation com- munale).....	122
D) Survivance des Corporations et des anciens droits.....	125
E) Loi du 2-17 Mars 1791 (Suppression des corporations).....	131
F) Loi du 19-22 Juillet 1791 (sur la police rurale).....	134
G) Vente des étaux de la ville.....	136
CHAPITRE II. — Période de l'an II à l'an VII.....	139
A) Loi du 26 juillet 1793 (accaparement).....	139
B) Loi du 29 Septembre 1793 (Maximum).....	140
C) Application locale de ces lois.....	141
D) Arrêté municipal du 15 Frimaire an II..	144
E) Procès-divers.....	147
F) Procédure en cas de saisie de viande.....	153
G) Arrêté du 15 messidor an II.....	155
H) Mesures concernant les suifs.....	157
I) Loi du 3 Brumaire en IV.....	158
J) Nouvelles mesures contre l'accaparement.	166
K) Création d'un nouveau marché à la viande.	168

CHAPITRE III. — Période de l'an VII à l'an XII.....	173
A) La boucherie au magasin à sel.....	173
(arrêté du 6 Nivose an VII).....	174
B) Procès Diavet (marché illégal).....	176
C) Transaction avec Pierre Chardey.....	188
D) Création d'Étaux à la halle à viandes....	189
E) Règlement de police de l'an X.....	190
F) Ordonnance du 22 Messidor an XI.....	192
Conclusions.....	203
Bibliographie.....	206
